



Collectif
une monographie

Liberterre

**Collectif de
recherche sur
l'autonomie
collective**

Amandine Guilbert
Anna Kruzynski
avec des membres
de Liberterre

Le Collectif de Recherche sur l'Autonomie Collective

Vous nous avez peut-être connus sous l'appellation Collectif de recherche sur l'autogestion. L'expression 'autonomie collective' a finalement trouvé en nous un écho plus confortable. Le CRAC est un collectif affinitaire - libertaire et (pro)-féministe - qui fonctionne de manière autogérée.

Œuvrant nous-mêmes au sein de collectifs autonomes, nous percevons un grand potentiel de transformation dans la réflexion sur nos actions, individuelles et collectives. Aussi c'est la raison pour laquelle nous nous impliquons dans ce projet de recherche portant sur les groupes et réseaux anticapitalistes présentant une « culture libertaire » et sur les modes d'organisation qui y sont liés. Nous nous intéressons particulièrement aux défis, contradictions et enjeux qui sont vécus par les militantes au sein des organisations et des actions collectives, par exemple les rapports de pouvoir genrés.

Nous inscrivant en rupture avec la recherche universitaire habituelle, nous croyons que la connaissance est du domaine public et qu'elle devrait donc être construite et partagée avec les personnes qui organisent et vivent les expériences au quotidien. Celles-ci, par leur participation à nos démarches, sont, et seront nous l'espérons, au cœur du contenu de nos recherches. Nos travaux sont donc réalisés selon les principes de recherche-action : ils sont aussi et avant tout les vôtres ! L'idée maîtresse d'une telle méthodologie est de relier les deux ambitions (la recherche et l'action) à travers des processus de va-et-vient entre l'une et l'autre, favorisant la participation de toutes. Cette démarche est conçue pour avoir des retombées positives pour les milieux, militants dans le cas qui nous occupe.



www.crac-kebec.org
514-848-2424 poste 8709
info@crac-kebec.org

2008
Copyleft
Imprimé sur papier 100% recyclé

Table des matières

Présentation du CRAC	2
Guide de lecture de la monographie	4
Partie 1	
Contexte d'émergence de Liberland.....	6
Pourquoi un groupe éco-radical?.....	7
Définition collective du groupe.....	8
Inspirations et motivations des membres.....	9
Les groupes militants alliés dans le milieu anarchiste.....	11
Paroles des membres de Liberland en 2006.....	12
Les pratiques internes du groupe	14
Autonomisation du financement et des ressources matérielles.....	15
Diffuser son message: le rapport aux médias.....	16
1ère étape: Les actions directes d'opposition (2003-2004).....	17
2ème étape: Les actions de sensibilisation (2004-2005).....	23
3ème étape: Des moments difficiles (2005-2006).....	28
4ème étape: La refondation de Liberland (2007-2008).....	31
Partie II	
Les analyses politiques et écologiques de Liberland.....	34
La difficile alliance avec d'autres groupes écologistes.....	37
Vivre aujourd'hui la société de demain.....	40
Les défis rencontrés dans les pratiques de l'autogestion.....	44
Conclusion 1: Des remises en question qui traversent la pratique	51
Conclusion 2: Impacts et retombées de Liberland	55
Liste des référents et groupes alliés de Liberland.....	60
Sources utilisées pour la monographie.....	61
Épilogue: Bilan du processus monographique	62

Guide de lecture de la monographie

Le travail de co-production de cette monographie avec les membres de Liberterre a été engagé en janvier 2006 et achevé en février 2008. Cette monographie fait partie d'une recherche plus large sur les groupes libertaires ayant émergé au Québec à partir de 1995 et n'en constitue qu'une première étape. La recherche visera, à partir d'une série de monographies, à construire une analyse transversale sur les défis de l'autogestion aujourd'hui. (Pour plus de précisions sur ce projet, consulter le site www.crac-kebec.org)

La monographie présentée est le fruit d'un long processus collectif (entrevues individuelles, validation auprès des personnes interviewées, analyses, *focus-group*, rédaction, puis validation de la monographie par les membres). Les entrevues individuelles et collectives ont été réalisées entre février et juillet 2006 auprès des membres participantEs de Liberterre. La monographie rend donc compte en partie de l'état du groupe et de sa réflexion à cette étape précise et ne prétend pas rendre compte des évolutions du groupe après cela.

La méthodologie choisie, celle de recherche-action, a pour objectif de rendre le groupe acteur de sa propre monographie. Plus largement, elle vise à ce que la recherche ait un impact dans le milieu étudié. Pour cela, il nous semble important que cette monographie puisse être lue et utilisée par touTEs, en particulier dans le milieu militant. Nous avons donc décidé de rester le plus près possible du discours des membres de Liberterre (de restituer leur parole, leurs analyses, leurs productions, etc.).

Quelques remarques pour faciliter la lecture. L'utilisation du E, des pronoms « illes » et « ceux », ainsi que de « touTEs » permet de « dégenrer » les sujets. Nous choisissons de les employer dans ce texte.

Dans les pages suivantes, on distinguera plusieurs types de documents identifiés par la police de caractère et/ou le remplissage des cadres.

*Les extraits
d'entrevues
individuelles ou
collectives.*

Les extraits de documentations produites par Liberterre ou d'autres groupes militants.

Texte rédigé par
Anna Kruzynski et
Amandine Guilbert.

Les extraits de la documentation produite par Liberterre insérés dans le texte.

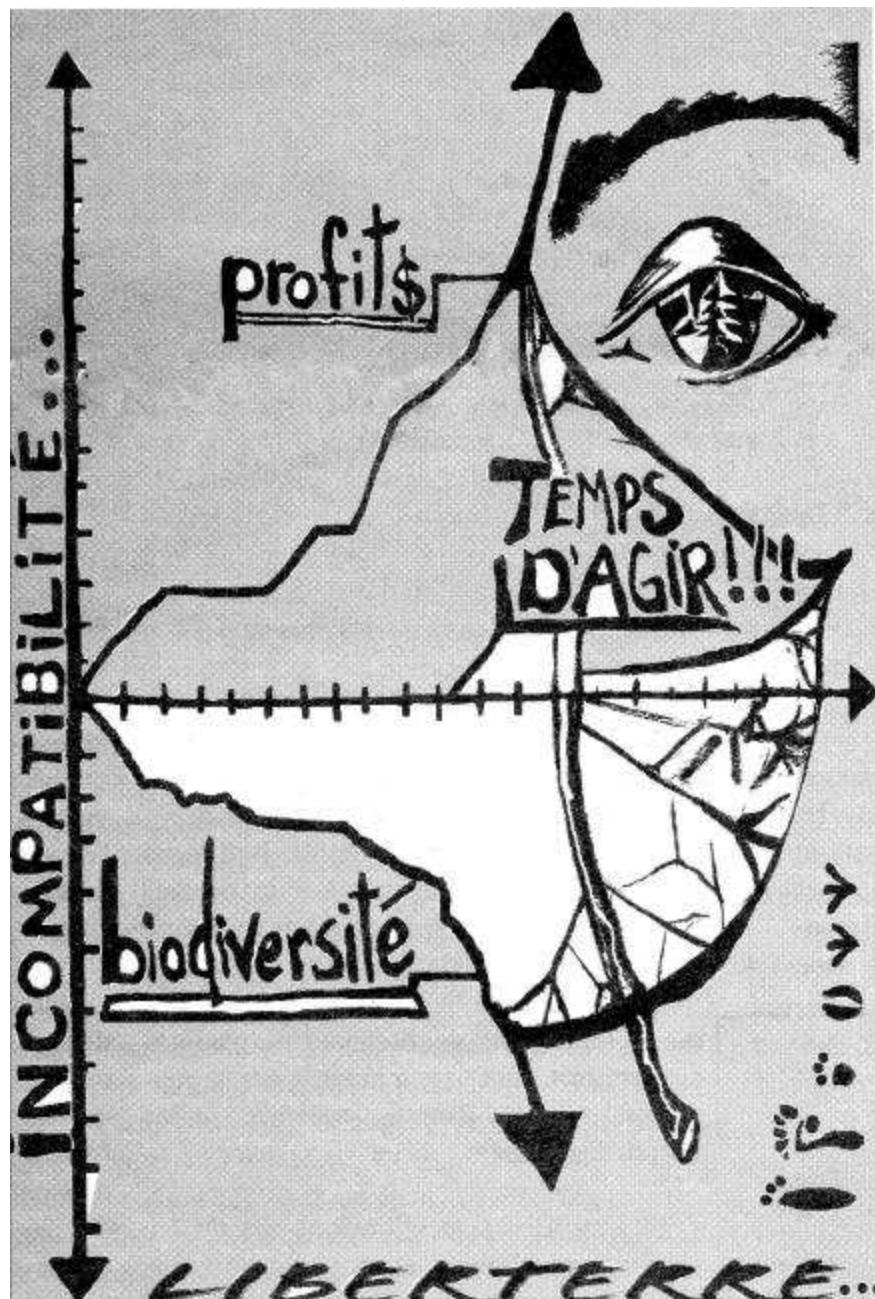
Toutes les images sont extraites du site Internet de Liberterre (consulté en juillet 2007 ou des publications diffusées par le groupe).

Notons également que pour faciliter la lecture, les activités du groupe ne sont pas systématiquement présentées de façon chronologique. Parce que cette histoire n'est pas linéaire, nous avons préféré mettre en évidence des grandes étapes qui permettent de mieux comprendre l'histoire du groupe. La ligne de temps synthétisée en page 32 devrait permettre à chacunE de s'y retrouver.

Cette monographie est découpée en deux grandes parties. La première vise à décrire les modes de fonctionnement du groupe, ses principaux alliés, ses principales activités, etc. La deuxième vise davantage à exposer les analyses politiques et écologiques du groupe, ainsi que ses aspirations et défis en termes de pratiques de l'autogestion.

Cette version a été validée par les participantEs à la recherche en février 2008.

Partie I



Contexte d'émergence de Libterre

Suite aux grandes mobilisations lors du Sommet des Amériques à Québec en avril 2001, qui portait sur la mise en place d'une éventuelle Zone de Libre Échange des Amériques (ZLÉA), plusieurs collectifs et coalitions antiautoritaires voient le jour à Montréal et ailleurs au Québec. À Montréal, la Convergence des Luttes Anti-Capitalistes (CLAC), créée pour organiser la mobilisation contre tout ce que représente le Sommet des Amériques, élargi par la suite son champ d'action à l'immigration, la guerre, la souveraineté alimentaire, la solidarité avec les peuples autochtones, etc.. En parallèle, au sein des organisations militantes des courants dominants, plusieurs comités « verts » apparaissent, reflets d'un souci grandissant pour l'environnement.

C'est aussi durant cette période qu'un nouveau syndicat étudiant voit le jour à l'Université du Québec à Montréal, pour combler le vide laissé par la dissolution de l'AGESSHALC en 2001, à la suite de conflits politiques internes liés au contre-sommet d'avril 2001. Une occupation des anciens locaux de cette association étudiante par plusieurs militantEs de gauche, anarchistes et communistes, permet l'obtention d'un nouveau local au sein de l'université. Le nouveau groupement syndical prend alors le nom de ASÉ-UQAM. Les locaux A-2480 et A-2490 constituent à partir de là un lieu commun des milieux anarchistes et écologistes radicaux de Montréal. Plusieurs groupes politiques émergent directement de l'effervescence entourant ces événements. C'est au sein de cette nouvelle instance basée à l'UQAM, mais aussi à travers d'autres groupes militants de Montréal que bourgeoonne l'idée de mettre sur pied un groupe éco-radical d'action directe.

À l'automne 2003, quelques étudiantEs en géographie, dont un particulièrement intéressé à la problématique des forêts québécoises, forment un « comité écolo », avec entre autres plusieurs membres des groupes Pain Panais et Liberté, Peoples' Potato, la Mauvaise Herbe et la Convergence des Luttes Anti-Capitalistes. La plupart sont étudiantEs et le groupe bénéficie du local de l'ASÉ-UQAM.

De là naitra le groupe nommé par la suite Libterre.

Pourquoi un groupe éco-radical?

Les militantEs ainsi réuniEs sont particulièrement préoccupéEs par l'urgence de la défense environnementale face au capitalisme. La coupe à blanc qui, malgré les pressions de groupes comme Action Boréale, continue de ravager les forêts du Québec est un des enjeux qui les mobilisent. Illes sont convaincuEs que les impératifs du marché capitaliste sont opposés à l'équilibre de la nature et que le Québec, au nom de la croissance économique, est en train de détruire ses propres ressources naturelles.

Cette analyse anticapitaliste et anti-productiviste est partagée par peu de groupes environnementaux des courants dominants (Greenpeace par exemple en est assez éloigné). *« Libterre c'était aussi une réponse à la mode montante de l'écologie: l'achetons bio, recyclons, compostons et tout ira mieux... aux groupes qui prônaient un capitalisme vert à visage humain »*. Les militantEs ne se reconnaissent pas non plus dans les stratégies d'action choisies par ces groupes: *« Nous sommes des radicaux. Ca nous tente pas de négocier avec le gouvernement, de faire des lettres aux députés. On voulait créer un groupe qui soit autonome, qui fait de l'action directe, qui s'organise sans grosse structure hiérarchique et bureaucratique »*.

À ce moment-là dans la conjoncture militante, aucun groupe anarchiste montréalais ne se vouait spécifiquement à l'écologie, malgré cette *« urgence d'agir, de tenir un discours explicitement anticapitaliste sur la question environnementale »*. Cette préoccupation est le plus souvent reléguée au second plan. Une militante se rappelle que *« Libterre est né d'un besoin de faire de l'écologie mais de façon radicale. Il réunissait des gens qui étaient tannés de la manière hippie d'agir, des gens qui avaient envie d'aller au-delà du discours émotif, vers un discours plus rationnel »*.

À ses débuts, le comité pensait permettre une convergence pour les groupes radicaux qui œuvraient sur des questions d'écologie. Mais le comité devient plutôt un rassemblement d'individus qui militent parallèlement dans d'autres groupes et œuvrent ensemble sur des questions d'écologie parce qu'illes partagent sensibilité politique commune. Pour une des militantes : *« Le comité est devenu une sorte de lieu commun, de référence... C'était vraiment intéressant! Les gens sentaient vraiment une appartenance. Puis tout le monde trippait sur le concept! »*.



Au printemps 2003, le comité « écolo » prend le nom de Libterre et commence ainsi à poser ses bases.

Définition collective du groupe : Le manifeste de Libertes

Nous sommes la rage vivante d'une Terre mourante...

Libertes est né d'une révolte contre l'asservissement de la nature aux intérêts matériels des humains et contre l'idéologie productiviste qui justifie cette servitude. Basé à Montréal mais présent en campagne et dans les autres villes de la province, nous faisons partie du mouvement écologiste libertaire. Solidaires avec tous ceux et celles qui luttent pour la terre et la liberté à travers la planète, nos idéaux surpassent les limites de notre organisation et notre combat, de nature, est inclusif.

Terre et liberté

Nous voulons la libération de toutes les formes de vie du joug humain, leur intégrité et un stop à l'écocide. Terre et liberté ; il y a nulle justification valable à la destruction du macrosystème planétaire, celui-ci ne nous appartient pas.

Autogestion

Nous croyons à l'autogestion et l'organisation autonome des peuples avec un droit égal à la terre et une gestion égalitaire de la force de production. Nous ne reconnaissons pas la propriété privée.

Libertaire, anti-autoritaire

Contre toute forme d'autorité, d'oppression, de domination et leurs manifestations historiques ; patriarcat et matriarcat, capitalisme, racisme, hétérosexisme, colonialisme, anthropocentrisme (l'humain comme centre de l'univers), l'espécisme (supériorité d'une espèce sur une autre), et ses institutions : l'État, l'Industrie, l'Église, etc. La liberté d'un individu ne se limite pas là où celle d'un autre commence, plutôt, la liberté est un tout sociétair, elle est reflétée à travers chaque individu.

Autodéfense

Nous croyons à la légitimité de l'autodéfense face à toute forme d'oppression contre la violence physique, psychologique, aliénation, institutionnalisation, récupération.

Diversité

À chacun et chacune de choisir sa tactique, nous croyons au respect de la diversité d'action en conservant notre droit à la critique et à l'opinion. À chaque contexte sa stratégie.

Révolution

Un changement sociétair radical est impératif, et non quelque réforme. La révolution sociale et la guerre des classes doit aussi s'attaquer à la logique

d'exploitation de la nature. Le système ne peut pas être réformé, il est le problème. La stratégie révolutionnaire de Libertes consiste à attiser la révolte et construire un mouvement émancipateur à long terme. Au quotidien, nous tentons d'adopter un style de vie en logique avec nos façons de penser malgré le fait que nous reconnaissons, pour la plupart, notre incohérence actuelle à plusieurs niveaux.

Bio-région

Il faut se satisfaire le plus possible des ressources de sa région, réadapter son milieu et son mode de vie, redéfinir l'humain dans son environnement, remettre en question la domestication de la faune et de la flore. Une certaine autonomie doit être laissée à chaque région pour que la société qui l'occupe puisse subvenir à ses propres besoins sans, ou avec un minimum, de dépendance vis à vis de l'extérieur. Il est clair que des inégalités existent sur la planète et nous ne sommes pas contre les échanges qui font partie intégrante du mode de fonctionnement des sociétés humaines. Toutes fois ceux-ci doivent être redéfinis radicalement afin qu'aucune des parties ne soit lésée et qu'ils se fassent dans un esprit d'équité et de partage bénéfique pour chacun.

Identité planétaire

Nous croyons à une identité globale dotée d'une culture hétérogène, sans frontières mais naturellement diverse, c'est à dire une territorialité planétaire, contre toute forme de nationalisme.

Anti-dogmatisme

Ayant été tous et toutes élevés-es dans des familles et des institutions scolaires, c'est un travail éternel de refuser notre aliénation, combattre notre conditionnement, et quoique nous tendons vers un idéal, nous refusons tout dogme et ne voulons pas en imposer un. La révolte est une construction perpétuelle.

février 2004

Inspirations et motivations des membres de Libterre

Ce n'est qu'en février 2004, après un an d'existence, que Libterre se donne un manifeste. Il semble important pour le groupe de respecter la diversité des membres et d'éviter tout « platformisme » : *« Pour chacun et chacune, c'est primordial — on ne fera jamais de plateforme — c'est hors de question. Nous sommes un mouvement libre de se redéfinir »*. Ce manifeste permet de clarifier les grandes lignes affinitaires du groupe et sert d'outil de référence, entre autre pour ceux et celles qui veulent s'y joindre.

On observe une grande diversité de points de vue au sein du groupe. CertainEs se définissent plus facilement et s'accrochent des étiquettes idéologiques, d'autres refusent de le faire. Les étiquettes mobilisées sont multiples: féministes, proféministes, anarchistes, anarco-écologistes, libertaires, queers, anarconihilistes, anti-civilisationnelEs, etc..

Malgré le fait que quelques militantEs ont lu les auteurs classiques de l'anarchisme et de l'écologie, les référents de la plupart des membres sont plutôt pratiques et intuitifs. Leurs connaissances émergent moins de leurs lectures que de leurs expériences militantes antérieures, qui sont très variées. Illes font référence aux courants de récupération, au mouvement Wika, au courant mystique, aux luttes des piqueteros en Argentine, aux luttes urbaines en général, à leurs implications dans des syndicats étudiants, des comités dans les CEGEP, et plus généralement, illes s'appuient sur leurs multiples expériences de vie. Pour la plupart, c'est une fois impliquéEs qu'illes se sont penchéEs sur des lectures militantes pour approfondir leurs connaissances sur des sujets précis.

« Ce que j'aime dans Libterre, c'est que le groupe est bien balancé, à la fois social et écolo, émotif et rationnel, hippie et politique, en remise en question perpétuelle »

Anarchisme

Du grec, a(n)/arkhê = absence de pouvoir; négation de l'autorité

Écologie

Eikos/logos = habitat/étude, discours; étude de l'habitat (de la nature)



*Respect de la diversité
Travailler avec nos contradictions
Ouverture d'esprit
Non-anthropocentrisme
Égalité
Absolu beauté-bonheur
Plaisir
Autodétermination
Autonomie
Radicalité
Le privé est politique
Décolonisation
Anticapitalisme
Anti-patriarcat*

Caractéristiques des membres

Une vingtaine de personnes ont fait partie du noyau de Liberteerre à différents moments depuis sa mise sur pied en 2003. Le membership s'est au début caractérisé par une rotation importante. Plusieurs personnes se sont impliquées ponctuellement ou ne sont restées qu'un temps au sein du groupe. CertainEs sont partiEs entre autres suite à des désaccords sur les orientations stratégiques prises après les actions contre la compagnie Kruger.

A l'été 2006, lorsque s'engage le processus de réalisation de cette monographie, le collectif est composé de six membres actifs dont cinq femmes; deux d'entre elles sont membres fondatrices.



Malgré le fait que le groupe soit basé à Montréal, aucun de ses membres n'est originaire de la grande métropole : certainEs ont grandi en campagne, d'autres en ville ailleurs au Québec ou ailleurs dans le monde. La plupart ont beaucoup voyagé. Cinq des membres ont des parcours

universitaires et touTEs d'autres expériences militantes: par l'implication dans d'autres groupes (Food not Bombs, la Convergence des Luttes Anti-Capitalistes, Opération salAMI, les Lucioles, Club Compassion, Greenpeace, Pain Panais et Liberté, le DIRA (Documentation, Information, Références, Alternatives), syndicats de travail, syndicats étudiants, radios étudiantes, Groupe d'action socio politique et environnemental (GASPE)) ou par la participation à des événements marquants au Québec (manifestations contre le Sommet des Amériques, la grève étudiante de 1996). Plusieurs militent avec d'autres groupes en parallèle: certainEs avec d'autres collectifs libertaires, d'autres avec des groupes écologistes des « courants dominants ».

Motivations

Les motivations pour s'impliquer à Liberteerre sont variées. CertainEs souhaitaient militer pour des causes environnementales, mais hors des groupes qu'illes qualifient de réformistes, au fonctionnement souvent hiérarchisé, et hors des groupes dits « hippies » ou « trop ésotériques ». Pour la plupart, illes voulaient faire de l'action directe et analyser les enjeux environnementaux à travers une focale anarchiste. TouTEs cherchaient à agir de façon autonome, sans se faire « bâillonner » par l'État ou d'autres groupes écologistes. Finalement, pour certainEs, la confiance et le respect qui régnaient dans le groupe constituaient des facteurs importants dans leur choix.

Les groupes militants alliés dans le milieu anarchiste

La Mauvaise Herbe est un collectif qui diffuse le journal anarcho-écologiste du même nom. Le collectif fait la diffusion de livres neufs et usagés, mais aussi de brochures concernant l'anarchie, l'écologie radicale, la dé-domestication, les luttes autochtones, la libération animale, etc., ainsi que des critiques du capitalisme, de la civilisation, de la technologie/industrie et du fétichisme organisationnel. Il rassemble des anarchistes de diverses tendances promouvant ainsi la diversité que peut (et doit!) prendre l'anarchisme.

Source: <http://repertoire.crac-kebec.org/>.

Pain, panais et liberté est un collectif qui « veut promouvoir une agriculture biologique en respect avec l'écosystème, son équilibre et sa biodiversité, lutter pour la réappropriation populaire des moyens de production alimentaire, combattre les monopoles agroalimentaires, le gaspillage et la surconsommation ». Distribution de repas gratuits cuisinés à partir de nourriture récupérée; mise en place de cuisines collectives et d'ateliers de fabrication de tofu, de lait de soya et de produits ménagers et conscientisation de la population par rapport aux solutions alimentaires écologiques font partie de leurs activités.

Source: <http://www.unites.uqam.ca/ERE-UQAM/lemondeatable/pdf/13-activite.pdf>

The People's Potato is a vegan soup kitchen run out of Concordia University. The project was initiated in 1999 in order to address student poverty. The student population at Concordia is typically in debt and has little access to quality nourishing foods. Our soup kitchen emphasizes serving well cooked, wholesome foods. At the onset, a group of dedicated students started cooking in a church basement and carried the food to the university. Since then, the project has expanded, and we now serve over five hundred students and community members daily from our kitchen at Concordia. We are committed not only to serving food to hungry students, but to broader goals of social justice and environmental sustainability.



Source: <http://peoplespotato.resist.ca/index.php>

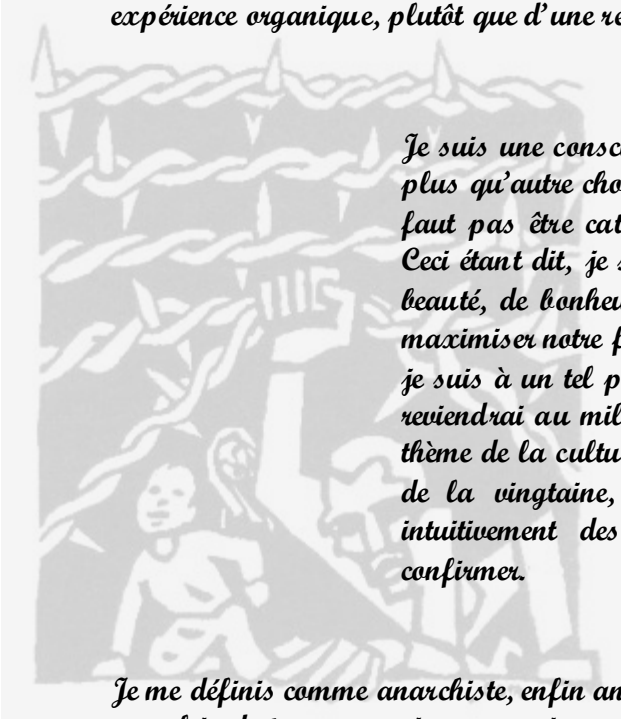
La CLAC est une convergence de groupes anticapitalistes qui a cessé d'exister en 2006. Ses principes de base sont les suivants: la CLAC s'oppose à l'idéologie néolibérale ; elle dénonce l'impérialisme, s'oppose au patriarcat, et condamne la mise en œuvre de toute forme d'exploitation et d'oppression ; elle est respectueuse de la diversité des tactiques ; et elle est autonome, décentralisée et non-hiérarchique. La CLAC adhère aux principes de l'**AMP**.



Source: www.clac.tactic.org

Paroles des membres de Liberland en 2006

Je me définis par rapport à mes objectifs, je me remets en question en fonction du contexte. C'est donc difficile de se définir unilatéralement. Je me sens anarchiste, je suis inspirée aussi par le courant mystico – près de la nature, sans vénération des symboles – et par les courants féministes. J'ai beaucoup d'expériences avec l'autogestion. Même si ce mot, autogestion, ne faisait pas partie de mon vocabulaire, de mon imaginaire quand j'avais 15-16 ans. Je me rends compte, après coup, combien ces expériences ont nourri ma pratique. C'est un principe qui est venu d'une expérience organique, plutôt que d'une recherche idéologique.



Je suis une conscience vivante dans l'univers et en ce sens je ne veux pas plus qu'autre chose. Malgré le fait qu'il peut être utile de se définir, il ne faut pas être catégorique, mais plutôt se définir en gros, sans purisme. Ceci étant dit, je suis vraiment anarchiste. L'anarchisme, c'est l'absolu de beauté, de bonheur. J'ai envie qu'on s'organise entre êtres humains pour maximiser notre fun. Je me suis longtemps définie comme humaniste, mais je suis à un tel point hyper-féministe, féministe radicale... Peut-être que je reviendrai au milieu par la suite. Toutes les différentes variations sur le thème de la culture en psychoculturelle m'ont beaucoup inspiré. Au début de la vingtaine, à l'université, le mouvement wika. Et, j'avais déjà intuitivement des idées autogestionnaires... les écrits sont venus les confirmer.

Je me définis comme anarchiste, enfin anarco-écologiste dans le fond. Je ne lis pas de théorie et il y a plein de termes que je ne connais pas bien, mais je sais que je ne suis pas primitiviste, mais je vais pas dans le côté ésotérique non plus. Ce n'est pas vraiment mon genre. Je me définis aussi comme féministe, mais je ne participe pas souvent à organiser des événements féministes, donc c'est plus dans la vie de tous les jours que je lutte contre les comportements patriarcaux. Je suis née à la campagne et j'aimerais y retourner un jour, mais depuis ce temps-là, j'habite en ville et je suis pas mal urbaine. Je travaille à implanter les valeurs écologiques en ville. J'essaye de m'orienter dans mes luttes vers des choses qui vont construire plus d'autonomie par rapport au système – construire des alternatives pour être autonome. J'ai des inspirations de tous les courants de récupération.... Je suis dans un groupe qui récupère la nourriture. Mais tous les courants de récupération, que ce soit de la bouffe, des objets ou n'importe quoi dans le fond, le compost, l'eau du bain pour faire fonctionner les toilettes, c'est une chose que je voudrais qu'il y ait plus partout, donc c'est plus ça qui m'intéresse. Et puis combler ses besoins, au lieu que ce soit par l'argent, que ce soit par nous-mêmes en trouvant ce dont on a besoin, donc vivre de façon plus autonome sans passer par le système.

Je rebute à me définir et ça demeure flou parce que ça bouge, mais c'est un raccourci pour la compréhension. C'est important de le faire des fois aussi pour dire d'où tu pars, de quoi tu te réclames, et ça met en perspective des contradictions et des incohérences. Idéologiquement je me définis comme anarchiste, assez nihiliste parfois et puis animal, et parfois anti-civilisationnelle pour ce que j'en sais, au sens où avec l'idée de civilisation, s'imbrique la distance humain/nature. Je me rends compte que peu importe comment je me définis, c'est avec les gens qui se définissent anarchistes que je me sens le mieux. Je me réclame récemment du féminisme, peut-être un an, et ça va un peu de soi en tant qu'anarchiste. J'ai été queer avant d'être féministe... et des fois je trouve que le pont avec le féminisme n'est pas clair. Je pense au jour d'hui que le féminisme est nécessaire pour arriver au queer. Il faut d'abord intervenir sur la personne genrée pour ensuite la déconstruire... Mes inspirations viennent surtout des discussions que j'ai eu avec du monde. C'est au CEGEP que je me suis radicalisée et que j'ai été exposée aux idées sur l'autogestion. Nous avons mis sur papier un projet de vie collective commune à la campagne. Ensuite ça a beaucoup été pensé par rapport au mode d'organisation politique égalitaire, horizontal et non hiérarchique. L'analyse s'est faite beaucoup en côtoyant, discutant et en étant dans les collectifs.

C'est super important de se définir, mais je trouve que c'est difficile car souvent les termes employés ne sont pas reçus comme on souhaiterait qu'ils soient reçus. Aussi, l'identité idéologique est un fourre-tout dans le milieu militant, le terrain est glissant et ça peut diviser les gens plutôt que de les rapprocher. Ceci étant dit, idéologiquement je me définis comme anarco-nihiliste anti-civilisationnel. Mon inspiration la plus forte en termes d'autogestion vient du site web Anarchy in Action, il s'agit d'une compilation de tactiques, de démocratie directe, de DIY. C'est ce qui a orienté ma praxis. En fait, malgré le fait que j'ai lu les « classiques », ma connaissance de l'autogestion m'est venue beaucoup plus dans le vécu (par l'ASE et par mes expériences de vie à la campagne, par exemple) que dans le théorique, même que le théorique niait souvent l'autogestion.

Moi j'ai milité dans plusieurs types de groupes. J'ai été étudiant dans mon pays — c'était la dictature — on ne pouvait pas critiquer le système. J'ai été dans un syndicat ici, avec un syndicat complètement corrompu, mafioso. Après ça, j'ai été dans un mouvement de désobéissance civile non violente. Je suis rendu maintenant au niveau de libertaire, anarchiste, pas de hiérarchie, je suis dans une gradation, une progression de la pensée et des actions. Mes inspirations? Ben moi c'est sûr que je viens d'un pays colonisé. La lutte contre la colonisation, c'est clair que ça m'a emballé, sauf que c'est plus les marxistes léninistes qui l'avaient emmenée dans mon pays. Donc je les appuyais. Le mouvement anarchiste en Afrique, c'est vraiment pas fort, ça a tout été écrasé par le système. Mais ensuite on a vu ce qu'ils ont fait, les marxistes-léninistes, quand ils ont pris le pouvoir. Ils ont mis en place un système hiérarchique qui mène à des abus de pouvoir, le pouvoir concentré dans les mains du président. Puis, on a vu avec le temps que le peuple était toujours dans la pauvreté, fait que pour moi c'était clair que c'était pas ça le système idéal. Aujourd'hui, la vie quotidienne des gens dans le mouvement des piqueteros en Argentine et les actions des Mapuche m'inspirent beaucoup.

Les pratiques internes du groupe

Je dirais qu'on croit à l'organique, qu'on croit au chaos, donc on va l'appliquer dans notre organisation.

Je dirais qu'on croit beaucoup à la diversité, au fait que ce soit pas un groupe monolithique, dans le sens où on a nos différences à l'intérieur du collectif et que c'est quelque chose qu'on cultive. On poursuit pas une uniformité idéologique, mais plutôt la construction, le fait de nourrir nos réflexions les uns les autres. Ça, je pense que c'est quelque chose assez caractéristique de Libterre et qui participe de la base d'affinité.

Pour moi, c'était de prôner une éthique du chaos et de prôner la diversité beaucoup plus. A Libterre, en regardant la théorie anarchiste écologiste, on sentait souvent une sorte



d'hermétisme qui confinait les personnes qui s'intéressaient au mouvement ou les personnes dans le mouvement à poursuivre une ligne. Et le fait de ne pas pouvoir amener les débats qui nous plaisaient à la CLAC, le fait de se faire étiqueter comme lutte secondaire, nous a amenés, il me semble, à détruire le concept de linéarité, que ce

soit dans le temps linéaire ou dans le comportement stoïque, ou que ce soit l'idéologie militante de gauche, par l'introduction des éléments psychosociaux émotifs, affectifs, de façon implicite, mais pour considérer la personne multidimensionnelle et non unidimensionnelle. Aussi pour contrer l'idée du progrès technologique, qui mène selon moi toute la tendance matérialiste de l'anarchisme qui, je pense, est une instrumentalisation de l'individu, donc ouvrir les cadres théoriques, déconstruire. On voit là-dedans les intérêts grandissants pour le nihilisme, qui cadrent dans l'éco-anarchisme.

Méthodes de fonctionnement

Nous croyons en une organisation souple et simple qui symbolise notre rapport direct à la terre et ne contredit pas nos positions contre l'aliénation et la bureaucratie.

Démocratie directe

Tout le monde a droit de parole. Une gestion horizontale décentralisée et non hiérarchique permet l'implication de tous et toutes, en insistant sur la nécessité de débats et de dialogues respectueux et constructifs. Le consensus est la méthode de prise de décision la plus courante, avec votes indicatifs. La seule représentation possible se fait à l'emploi de délégués-es avec mandat précis, révocables en tout temps.

Rotation des tâches

Malgré la spécialisation de quelques personnes, une rotation des tâches s'avère essentielle afin de ne pas centraliser les connaissances et être le plus autonome possible. Ainsi, un effort de partage de connaissances va de soit.

Communication

Comme tout le monde n'a pas un accès facile à l'Internet, une attention particulière est portée sur la transmission de l'information avec d'autres médiums. Aussi, puisque nous n'avons de porte-paroles qu'en temps de campagne, le site web est habituellement notre seul lien au monde « externe » qui soit constant. Le contenu doit être approuvé en réunion ou peut être modifié n'importe quand, à la demande. Il s'agit d'une responsabilité commune. Toute propagande au nom du collectif doit aussi être votée.

Suivi

Il y a un procès verbal abrégé de chaque réunion, diffusé quelque temps après celle-ci sur la liste de contacts afin d'en faire le suivi. Après chaque campagne vient aussi une auto-critique à faire en réunion.

Réunions

Procédures simplifiées, mais avec animation, tour de parole, prise de notes, méthode de vote et service de traduction. Les dates sont décidées au fur et à mesure, généralement une réunion aux deux semaines, sujet à modification.

Autonomisation du financement et des ressources matérielles

Comme la plupart des groupes libertaires au Québec, Liberterre fonctionne sans aucun financement étatique direct. Le groupe fait tout de même des demandes ponctuelles à des associations étudiantes pour des activités précises sans obligation de comptes à rendre. Mais selon certains, le risque de tomber dans le « piège de la subventionite » guette même les plus radicaux: *« Au début de la CLAC, c'était la vraie autogestion, où on n'avait pas une cenne et on a quand même réussi à faire un grand sommet. Le savoir des uns, ça va aider dans cette cause-là, la débrouillardise. Les gens se sentaient fiers, une satisfaction. Le groupe God speed a fait un gros concert pour avoir de l'argent pour la CLAC, 4000 piastres. C'est un échange de savoirs. C'est comme ça qu'on faisait, c'est comme ça qu'il faut faire. Et justement, c'est arrivé en débat à la CLAC. Moi, je trouve que le mouvement libertaire, un peu par paresse ou je sais pas pourquoi, les gens veulent des choses plus faciles, aller faire des photocopies, les payer. Quand l'argent vient pas de toi, des subventions, ça se voit, ça se dépense plus facilement, et je trouve ça dangereux, pour l'autonomie, l'autogestion. Je trouve qu'on dérape si on continue à faire ça de même ».* D'autres membres du groupe ne partagent pas cette opinion: *« Personnellement j'ai de gros problèmes à aller chercher de l'argent dans des organismes qui sont subventionnaires, réfo ou étatique, mais on est dans un monde qui fonctionne comme ça, donc je peux le faire tant que ça ne me demande pas de compromis politique. En fait, j'ai vraiment aucun problème à le faire, même s'il faut que sur le questionnaire on mette un nom de président [parce que les bailleurs de fonds requièrent une structure formelle], je l'ai déjà fait et je m'en fous, ça change rien pour nous, puis si ça peut nous donner de l'argent, all right, surtout que pendant ce temps-là, ils ne le donnent pas à d'autres groupes plus réfos ».*

Cependant, pour atteindre le plus possible une indépendance financière, les groupes libertaires se donnent des ressources et des moyens pour s'entraider, pour s'autonomiser face au système en place. Le groupe vend pour cela des T-shirts et des macarons et réussit à se procurer du matériel ici et là (papier par exemple): *« Dans le fond notre argent sert à payer les contraintes*

incompressibles du système capitaliste, mais pour les autres choses on s'arrange ».

La création du DIRA en 2003, une bibliothèque anarchiste, va constituer un moment important dans l'histoire des groupes militants montréalais, car cet espace servira de local de réunion pour nombre d'entre eux. Il sera aussi utilisé pour entreposer des documents et faire de la recherche. Bien que Liberterre contribue à payer le loyer du DIRA et que deux de ses membres en sont des membres fondateurs, les locaux du groupe resteront basés à l'UQAM. Ainsi Liberterre collabore à la gestion du local A-2480 à l'UQAM, dans le pavillon Hubert Aquin avec d'autres groupes radicaux dont le PASC, l'Agite-Bouffe, l'Index et le Majeur, Reclaim, la Mauvaise Herbe, Rebelles sans frontière, etc.. *« Il nous sert pas tant que ça à nous en fait, directement, mais il héberge des trucs qui nous sont complémentaires, il héberge le serveur sur lequel on travaille.*



L'ASÉ, c'est un collectif qui est très organique aussi. Tout du monde est dans d'autres affaires ensemble: on est coloc, etc.. Par exemple, on ne travaille pas directement avec le PASC, mais c'est nos amis, on les aide et on les aime ». Ce local est un lieu d'échange de services, d'entraide, de partage de ressources matérielles et de localisation du serveur Internet qui héberge les sites de plusieurs groupes militants. Cet espace constitue plus largement un pied-à-terre pour les radicales et radicaux à l'UQAM.

Malgré l'existence de ces espaces, Liberterre tient souvent ses réunions aux domiciles des membres ou dans des cafés militants. Leur engagement militant est bien sûr non rémunéré, et chaque personne contribue au groupe par l'apport de différentes ressources (ordinateur, liste de contacts, etc.).

Diffuser son message : le rapport aux médias

Liberterre n'a pas de position univoque sur l'utilisation des médias de masse pour diffuser son message, même si globalement, les membres semblent s'en méfier.

Les médias de masse, pour moi, c'est clair, c'est NON! : Parce qu'ils sont contrôlés, parce qu'ils sont la propriété du capital. La Presse, Le Devoir. La grosse entreprise est en arrière de ça. Souvent, les journalistes prennent ce qu'ils veulent de ton discours. Tu fais des longues entrevues et le lendemain, quand tu arrives devant les journaux, le plus important est jamais là. Ils vont prendre juste les déclarations sensationnalistes. Donc face à ces expériences passées, moi je dis « non, on est en train de tomber dans le panneau ». Pour moi, faut que ce soit les actions qui amènent les journalistes et pas le contraire. Fais l'évènement et il va y avoir des journalistes. Mais c'est toujours un débat. Dans l'exemple des Mapuches, comment faire pour amener les nouvelles ? Si on veut pas de médias de masse, on fait quoi alors ? Si tu ne le fais pas, tu te privés de la communication avec des millions de personnes, mais si oui, le message est toujours déformé...

Notons tout de même que certains semblent nuancer cette position de refus ou d'opposition aux médias de masse.

Moi je pourrais tout à fait écrire des lettres dans des journaux de masse parce que quand on sort du milieu militant, on part d'une conscience politique qui est très éloignée de nous. Il faut partir de la base. Ils et elles vivent d'autres réalités et pour leur parler de ton point de vue, il faut adapter ton discours. Et je sais que mon discours va être transformé, mais je suis prête à l'assumer si je suis capable de rejoindre des gens autres que les gens avec qui je milite quotidiennement. Alors que nos journaux ne vont pas toucher autre chose que nous-mêmes.

Les médias de masse, ça a toujours été très très litigieux. Écrire des articles dans les journaux, on a été contre. Y a eu beaucoup de débats à l'intérieur, mais c'est la question de la démocratie directe qui revenait parce qu'on voulait pas que nos propos soient récupérés. On voulait pas nous-

mêmes reconnaître une organisation hiérarchique représentative et indirecte qui viendrait nous structurer nous avec son espèce de fonctionnement pyramidale, alors que nous voulons fonctionner en démocratie directe. »

Par contre, le groupe utilise régulièrement les médias alternatifs ou d'autres moyens de communication autonomes.

Les médias alternatifs oui, on veut toujours travailler ensemble, journaux, radios, CKUT, CMAQ. On connaît beaucoup de militants impliqués, de plus en plus impliqués dans les radios, puis c'est grâce à eux et elles qu'on passe nos messages, qu'on a des micros ouverts. Heureusement qu'y a ça. Puis on en profite. Moi je trouve qu'on a quand même beaucoup de moyens de communication qu'on pourrait utiliser vraiment et qu'on n'utilise pas. C'est fou le nombre de militants et militantes qui travaillent dans des radios. C'est pas assez publicisé. Je trouve que l'information devrait être plus fluide, plus partagée.

En plus des radios et sites d'information indépendants sur Internet, il existe toute une série d'outils de diffusion que la mouvance libertaire s'est donnée: journaux de groupe, ateliers, tracts distribués dans la rue, affichage, soupers communautaires, listes Internet, etc..

Liberterre produit le journal « Terre et Liberté », diffusé au Salon du livre anarchiste, au DIRA et lors de divers événements militants. Leur site Internet est en ligne depuis juillet 2003 et partage des informations non seulement sur le groupe, mais aussi sur les enjeux politiques et écologiques.



1ère étape: Les actions directes d'opposition (2003-2004)

Campagne contre la compagnie Kruger

Cette première période est une période de grande effervescence. Liberterre participe et organise plusieurs actions qui attirent beaucoup de militantEs. Une trentaine de personnes gravite autour du groupe durant cette période, issues de différents milieux. Une dizaine de personnes participe aux réunions de façon régulière.

Des photos de la dévastation des forêts sur l'île René Levasseur (située à 300 km au nord de Baie-Comeau) prises par un militant de Liberterre, furent l'étincelle qui alluma le groupe à l'idée de se joindre à la lutte contre la compagnie forestière Kruger. Un des objectifs est d'éviter les coupes à blanc sur l'île.

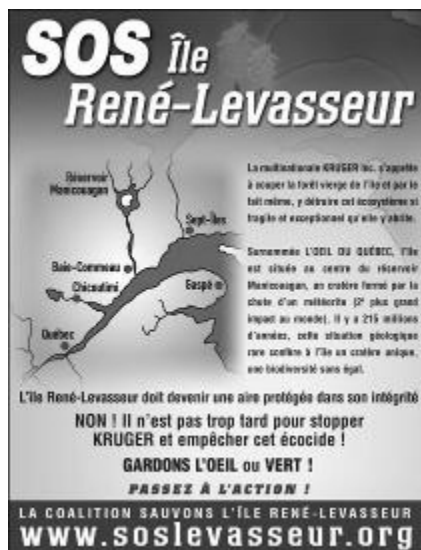
Participation à la Coalition SOS Levasseur

« Liberterre a décidé de s'impliquer dans la Coalition SOS Levasseur pour tenter de sauver l'Île. C'est une des dernières zones forestières au Québec qui est intouchée par les coupes forestières — il y a quelques pourvoires du domaine privé le long des berges, mais c'est tout »

La Coalition « SOS Levasseur » est mise sur pied en 2003. Les groupes et individus membres sont très diversifiés: Les AmiEs de la terre de Québec, l'Action radicale pour le bien des rivières et de l'environnement, Aux arbres citoyens, Canadian Parks and Wilderness Society Montréal, UQCN/Nature Québec, ABAT, la Terre d'Abord Montréal et... Liberterre. La

coalition comprend donc des groupes écologistes des « courants dominants », comme Greenpeace par exemple. Liberterre en est membre observateur: *« Liberterre apporte son expertise à la coalition en jouant un rôle de 'conseiller en militantisme', en facilitant la structuration organisationnelle, en animant, et en prenant les notes, par exemple ».*

Si Liberterre participe activement à l'échange d'informations, les membres du groupe sont tout de même en désaccord avec certains principes de la Coalition (par exemple avec le fait qu'elle n'accepte pas la diversité des tactiques). La concertation va donc s'avérer assez difficile: finalement Liberterre se désolidarise en tant que groupe à partir de l'été 2005 et la participation à la coalition ne sera plus le fait que de certainEs membres de Liberterre



Manifestations contre le 12e Congrès mondial forestier Québec, septembre 2003

Parallèlement, Liberte terre travaille avec les AmiEs de la terre de Québec, à l'organisation d'un contre-sommet et de deux manifestations pour dénoncer « les crimes des compagnies forestières ».

5000 industrielLEs et représentantEs de l'industrie forestière du globe en entier se rassemblent à tous les 6 ans depuis 1906. Cette année c'est au Centre des Congrès de Québec dans la semaine du 20 au 27 septembre 2003 sur le thème de « forêt, source de vie ». Affirmant que le Congrès est ouvert à tous et toutes moyennant la modique somme de 700\$, la classe bourgeoise s'y installe pour aborder le développement durable comme si c'était une façon de détruire les forêts à perpétuité, se féliciter du bon travail de l'industrie productiviste anthropocentriste et redorer le blason de l'exploitation capitaliste de la nature.

Source: Anonyme (17 septembre 2003). Manif Anti-Capitaliste contre le Congrès Forestier mondial. CMAQ. Enligne : <http://www.cmaq.net/fr/node/13492>. Consulté le 20 novembre 2006.

Plusieurs activités sont organisées pendant deux jours, dont deux manifestations. Le premier jour, les 200 personnes présentes décident de pénétrer dans le Palais des Congrès et y lancent des bombes puantes. Le soir même ont lieu de nombreuses arrestations lors d'une opération de graffiti donnant à voir des messages politiques, mais la Cour abandonnera par la suite la plupart des poursuites. Le deuxième jour, une grande manifestation plus festive et familiale est organisée, ainsi que des sessions d'autoformation, pour apprendre à monter aux arbres, par exemple. Cette manifestation réunit environ 500 personnes.



« C'est une action que j'ai trouvée vraiment chouette. Il y a eu des ateliers d'action directe et de préparation en forêt. Le réseautage humain, la rencontre, le fait de savoir qu'on était beaucoup, ça a eu son impact. Ça a été une des premières grandes sorties publiques avec notre bannière à nous, clairement contre l'écocide. D'amener ce concept, ce mot, c'était déjà quelque chose ».

Greenpeace organise une action symbolique à ses couleurs...

Québec. 22 sept. Quelque 150 souches ont été parsemées devant l'entrée du Centre des congrès de Québec où se déroule le Congrès forestier mondial, parrainé par les Nations Unies. En reconstituant une forêt dévastée, Greenpeace démontre à quel point le gouvernement fédéral et les provinces gèrent mal les forêts canadiennes.

Devant une toile peinte représentant une forêt luxuriante, un présentateur de cirque invitait les délégués du Congrès forestier à visiter la magnifique forêt boréale canadienne. A mesure que le bruit des scies à chaîne devient plus intense, les délégués se retrouvent dans l'envers du décor au milieu d'un champ de souches. Ce qui reste après une coupe à blanc.

Greenpeace (23 septembre 2003). Greenpeace accueille les délégués du Congrès forestier au milieu d'un champ de souches. CMAQ. Enligne : <http://www.cmaq.net/fr/node/13575>. Consulté le 20 novembre 2006.

Action au siège social de la compagnie Kruger

Montréal, le 26 novembre 2003

Un groupe d'affinités ponctuel, composé de membres de Libterterre et de la Terre d'Abord, organise une action de désobéissance civile au siège social de Kruger à Montréal. En effet, durant cette période, certainEs militantEs proches de la Coalition SOS Levasseur, mais ne s'identifiant pas comme anarchistes, formalisent le groupe La Terre d'Abord (TDA), qui travaillera de près avec Libterterre pour les actions à venir. Le groupe d'affinités ainsi constitué revendique l'arrêt des coupes forestières sur l'Île René-Levasseur et se donne pour objectif d'en médiatiser les enjeux politiques et écologiques. Pour cela des militantEs s'embarrent à des barils devant l'entrée de Kruger le 26 novembre 2003 à 7h30 afin de bloquer l'accès de l'édifice aux employéEs et aux camions de marchandises. Cependant, ce jour-là les moyens ne seront pas réunis pour effectivement forcer la fermeture. L'action prendra donc davantage la forme d'une action symbolique d'opposition.



De son côté, Libterterre organise, avec l'aide du groupe la Mauvaise Herbe, une manifestation d'appui à l'action de désobéissance civile. Les manifestantEs distribuent des tracts aux passantEs et scandent des slogans écologistes et anticapitalistes. Les militantEs acceptent finalement de dégager les lieux après avoir

exigé qu'un journaliste publie un article sur cette action dans le journal du lendemain (*La Presse* du 27 Novembre 2003). Malgré ceci, les quatre personnes qui s'étaient enchaînées aux barils se font arrêter par la police et accuser pour méfaits contre Kruger et entrave au travail de la police. Certaines auront à payer des amendes.



Le bilan de cette action est mitigé. Les militantEs s'interrogent sur son l'impact réel. Selon certainEs, ce type d'action, qui dépend d'un intermédiaire pour faire passer son message (dans ce cas-ci, des médias de masse), est à écarter au profit d'actions directes qui ne dépendent pas d'un intermédiaire et ne risquent pas de rester symboliques. Cette position est renforcée par le constat que cette action n'a pas forcé Kruger à arrêter les coupes forestières. D'autres considèrent également que les risques d'arrestations pèsent trop lourd. « *Est-ce que ça vaut la peine de se faire arrêter, de devoir payer des tickets ou de dépenser temps et énergies à se défendre devant un système judiciaire qui n'est pas réellement démocratique ?* ». Pour une autre militante encore, cette action devant le siège social de Kruger est symptomatique d'un manque de force et de travail préalablement mené pour avoir un réel contre-pouvoir (le manque de monde, par exemple, n'a pratiquement pas permis d'empêcher les employéEs d'entrer dans les locaux).

Un groupe écologiste allié

La Terre d'Abord est un regroupement d'individus préoccupés par la destruction de l'environnement ayant cours sur Terre présentement.



La Terre d'Abord prend ses racines dans le mouvement EarthFirst! (fondé en 1979 aux États-Unis), avec lequel nous partageons des valeurs et une philosophie commune. Entre autre,

nous voyons la nécessité de passer à l'action immédiatement afin de préserver l'incroyable diversité biologique présente sur Terre, résultant de plusieurs millions d'années d'évolution.

La Terre d'Abord (non daté). Qui sommes nous? http://www.laterredabord.org/qui_fr.php. Consulté le 20 novembre 2006.

Pendant un certain temps, on avait la Terre d'Abord qui était forte. Chaque groupe, la Terre d'Abord et nous, on avait plus ou moins chacun dix personnes. On était super content et on gardait de très bons liens ensemble. On était assez complémentaire. La Terre d'Abord continuait à faire des actions de son côté et à chacune de ses actions, Liberteerre a participé.



About Earth First!

Are you tired of namby-pamby environmental groups? Are you tired of overpaid corporate environmentalists who suck up to bureaucrats and industry? Have you become disempowered by the reductionist approach of environmental professionals and scientists?

If you answered yes to any of these questions, then Earth First! is for you. Earth First! is effective. Our front-line, direct action approach to protecting wilderness gets results. We have succeeded in cases where other environmental groups had given up, and have drawn public attention to the crises facing the natural world.

Earth First! was named in 1979 in response to a lethargic, compromising, and increasingly corporate environmental community. Earth First! takes a decidedly different tack towards environmental issues. We believe in using all the tools in the tool box, ranging from grassroots organizing and involvement in the legal process to civil disobedience and monkeywrenching.

Earth First! is different from other environmental groups. Here are some things to keep in mind about Earth First! and some suggestions for being an active and effective Earth First!er: First of all, Earth First! is not an organization, but a movement. There are no "members" of Earth First!, only Earth First!ers. It is a belief in biocentrism, that life of the Earth comes first, and a practice of putting our beliefs into action.

While there is broad diversity within Earth First! from animal rights vegans to wilderness hunting guides, from monkey-wrenchers to careful followers of Gandhi, from whiskey-drinking backwoods riffraff to thoughtful philosophers, from misanthropes to humanists there is agreement on one thing, the need for action!

Earth First! (non daté). About. En ligne: <http://www.earthfirst.org/about.htm>. Consulté le 20 novembre 2006.

Les courants éco-radicaux

L'écologie sociale, c'est l'approche des Amis de la Terre de Québec. Selon moi, c'est la recherche d'un mode de fonctionnement social, un mode de société écologiquement viable. Donc c'est le moins mystique, le projet le plus rationnel, quotidien, qu'on met en place, très axé sur la famille, la communauté, sur le milieu rural. Et la stratégie classique, c'est celle du municipalisme libertaire qui a beaucoup réussi au Vermont, aux États-Unis. C'est comme une approche par rapport au rapport parasitaire entre la société humaine actuelle et la nature. Selon moi, ils sont plus axés sur le niveau social dans une optique qui soit viable pour la société et pour l'environnement. C'est de forte inspiration anarchiste, mais pas avouée.

Pour la théorie anti-civilisationnelle, l'approche de la Mauvaise Herbe, par exemple, c'est issu du situationnisme et de l'École de Frankfurt et ça a été initié par des anarchistes. C'était la tentative de remonter l'histoire de la domination, d'aller à la racine et ils ont redéfini leur critique de la domination avec celle de la domestication et celle de la symbolisation de la pensée par l'abstrait donc issue de la révolution néolithique à plus ou moins 5000 ans avant J.C. Donc c'est une analyse très anthropologique. Ils vont déconstruire beaucoup le langage, l'agriculture, déconstruire la façon même dont on critique, l'essence même de la dialectique, les mathématiques, la technologie. C'est assez gros et c'est vraiment radical.

Pour l'écologie profonde, c'est comme la doctrine du biocentrisme, c'est de dire que l'humain n'est pas le centre et la mesure de toute chose, c'est la vie qui est la question primordiale. L'humain est perçu dans son rapport à la nature comme une entité essentiellement négative et l'écologie profonde essaie de résorber le plus possible cette espèce de négation perpétuelle de la nature qui semble définir l'espèce humaine. Il y a un volet beaucoup plus spirituel, on fait référence à l'énergie vitale des arbres. C'est moins rationnel et c'est souvent des gens qui vont fuir le domaine de la politique. C'est l'approche de la Terre d'Abord.

Un des militants de Libterre partage ci-contre sa vision des trois tendances éco-radicales avec lesquelles le groupe travaille selon lui.



Une autre membre précise que « *Libterre* est très hybride: ni anti-civilisationnel, ni écologie profonde, ni écologie sociale... C'est chouette car on peut se remettre en question, on peut changer, on n'est pas obligé d'être tous parés non plus ». La vision des trois tendances n'est donc pas partagée par touTEs. Cette membre conçoit une autre distinction qui traverserait le milieu militant: « *anarchisme communisant* » versus « *anarchisme autonomisant* ».

L'action directe comme stratégie de lutte

Au lieu d'attendre que les politiciens ou les capitalistes ou les propriétaires nous donnent ce qu'on veut, ben on va le prendre.

En théorie, Liberterre prône notamment la réflexion radicale et l'action directe, entendues comme actions qui visent à modifier directement la situation contre laquelle on se bat, en se passant d'intermédiaires, que ce soit l'État, les institutions ou les médias. L'action est donc conçue comme un moyen et une fin. Mais en pratique, si le groupe participe à des actions directes d'opposition, il n'en organise pas beaucoup lui-même. De plus, les membres ne s'accordent pas totalement sur la définition pratique de l'action directe. Pour certainEs, les activités de sensibilisation peuvent elles aussi être considérées comme des actions directes (de construction), mais pour d'autres ces activités ne constitueraient que des processus de mobilisation, qui font partie de n'importe quelle stratégie, incluant celle de l'action directe. Cela a été longtemps débattu à l'interne, sans arriver à un réel consensus.

Voici un texte publié par le groupe qui recense les actions directes réalisées ailleurs...

Actualités internationales des actions directes

Et pourtant dans le monde, d'autres voix me répondent... Actualités éco anar totalement partielles

Occup' d'un parc à Grenoble, France, février 2004

Des militantEs opposéEs à la reconstruction d'un stade de soccer ont occupéEs pendant plus de trois mois les arbres du Parc Paul Mistral (...) 300 arbres doivent être coupés (...). Des le 3 novembre des militantEs ont commencé à occuper le parc, dans des plateformes, dans les arbres ou sur le sol, dans des tentes ou des bâtisses de fortune. Dès le départ les « éco citoyens » (...) ont voulu se dissocier clairement des méthodes de lutte pouvant être récupérées par les partis étatistes comme le Parti Vert. Donc pas de pétitions machins mais de l'action directe (...).

Front de Libération de la Terre (FLT) : Total des actions clandestines pour 2003, USA, 13 janvier 2004

Il y a eu 75 actions directes illégales (revendiquées par le FLT, ou d'autres groupes écologistes) en Amérique du nord en 2003, une augmentation de 8% par rapport à 2002. Les actions en rapport aux droits des animaux sont au nombre de 37, alors que les autres avaient pour cible l'exploitation forestière, les OGM, les VUS (véhicules utilitaires sports), le développement, l'opposition à la guerre ou autres (...).

1^{er} août 2003, San Diego, California, Earth Liberation Front

Lors du plus grand acte d'éco sabotage dans l'histoire des

USA, le FLT revendique la responsabilité d'un incendie qui a détruit un complexe de condominiums en cours de construction, causant 50 millions \$US de "dommages".

22 août 2003, West Covina, California, Earth Liberation Front

4 concessionnaires de VUS sont attaqués, causant des dommages de 2,5 millions \$US (...)

Répression contre les communautés Kao et Malifut, Indonésie, 8 janvier 2004

Une manifestation dénonçant une nouvelle mine à ciel ouvert dans la forêt protégée de Toguraci s'est soldée par la mort d'un manifestant. 800 personnes s'étaient rassemblées sur le site de la mine lorsqu'un paramilitaire à la solde de Newcrest Mining a fait feu. La compagnie Newcrest Mining a établi sur le territoire de la communauté une mine d'or sans son consentement (...)

Solidarité avec les éco-prisonniers-nières, en cours, Terre

Plusieurs personnes sont détenues de par le monde pour leurs actions ou convictions écologistes et anarchistes (...) Les militantEs qui, pour défendre la vie et la liberté, choisissent de risquer les leurs méritent tout sauf d'être oubliées de leurs frères et sœurs.

Anonyme, Terre et Liberté, volume 1, numéro 1, 2004.

Plus tard au printemps 2004, plusieurs expéditions à l'île René Levasseur sont organisées. Des membres de la Coalition SOS Levasseur avec Liberterre organisent la première expédition. CertainEs partent en repérage sur l'île pour amorcer des études de terrain sur la forêt ancestrale, en vue de faire un inventaire forestier et de caractériser le terrain pour cibler les zones à protéger en priorité. Une autre équipe (avec des membres de Liberterre) part en repérage pour une action directe prévue pour l'été, visant la compagnie Kruger. Le plan d'action directe sera finalement abandonné pour des raisons essentiellement logistiques. Mais suite à cela, lors d'une retraite à l'automne 2004, le groupe décidera d'arrêter les actions directes d'opposition (illégales) menées au nom de Liberterre. A partir de 2005, une seule membre de Liberterre continuera à s'impliquer dans SOS Levasseur et participera à une autre expédition sur l'île à l'été 2005. Ces deux retraits (des actions directes et de la Coalition SOS Levasseur) vont finalement peser pour certainEs.

2ème étape: Les actions de sensibilisation (2004-2005)

Cette période est une période de grande activité pour Liberterre. Des membres participent à l'organisation de *Reclaim the Street* (20 novembre 2003), à la Marche pour la forêt boréale de la Terre d'Abord (28 janvier 2004) et à l'occupation du bureau de P. Martin contre l'incinérateur Bennett à Belledune (22 mars 2004).



Les préoccupations de Liberterre commencent à changer un peu, pour s'enligner vers une stratégie davantage centrée sur l'information et la sensibilisation des radicaux à la pensée écologiste d'un côté, et des écologistes à la pensée écoradicale de l'autre.

La pensée écologiste
à l'intérieur du
mouvement libertaire



L'engagement au sein de la CLAC

À partir de janvier 2004, Liberterre s'engage activement au sein de la Convergence des Luttes Anti-Capitalistes (CLAC), alors devenue une convergence de groupes (après avoir été une coalition d'individus).

Au sein de la CLAC, le groupe travaille à sensibiliser les membres des autres groupes à l'importance de l'écologie. Le contexte ne sera pas facile. Malgré le discours ambiant sur la réduction de la consommation et le respect de l'environnement, en pratique, ces enjeux ne semblent pas prioritaires.

Les membres de Liberterre critiquent l'affichage intensif non stratégique, le gaspillage d'affiches et de tracts (jamais utilisés), le choix de papier non recyclé et blanchi pour faire des économies, etc.. Une militante critique le discours de ceux et celles pour qui « *ces petites actions du quotidien ne servent à rien car elles ne sont que des tactiques réformistes qui nous font nous sentir mieux (...)* » Pour elle, au contraire, « bien souvent, tous les gestes que l'on peut poser quotidiennement pour l'écologie s'inscrivent dans nos habitudes et ne demandent pas plus d'énergie. (...) Bref, je crois que le mouvement libertaire se refait sans cesse et a une forte capacité de se remettre en question et je souhaite qu'il le fasse le plus tôt possible sous un angle écologiste » (Anonyme, *La pensée écologiste à l'intérieur du mouvement libertaire, Terre et Liberté, Volume 1, numéro 2, 2005*). Elle dénonce un certain anthropocentrisme chez les libertaires et s'interroge sur la pertinence de vouloir travailler à l'élimination de toutes relations d'oppression quand on ignore le rapport de domination de l'humain sur la nature.

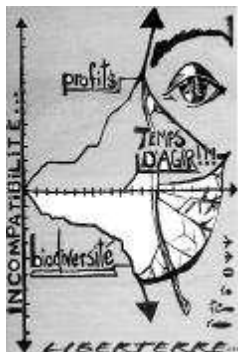
Ces efforts à l'intérieur du milieu auraient eu semble-t-il leur impact: « *On a vu que d'autres personnes à Montréal, Trois Rivières et à Québec reprenaient les couleurs vertes et noires qu'on avait initiées. Pis ça commence à grossir. L'écologie n'est plus aussi marginale dans notre mouvement.* »

Changement de cap

C'est lors du premier bilan des activités, tenu à l'automne 2004, que Liberterre décide de ne plus faire d'actions illégales au nom du groupe. « *Si on fait moins d'actions, c'est parce qu'on a trouvé que celles-ci n'avaient pas des impacts significatifs. Après être allé deux fois devant la Kruger et qu'il ne se passe rien, on essaye de trouver d'autres idées.* » Étant donné le coût important des actions en termes d'arrestations et d'énergie ainsi que le peu de retombées, le groupe décide de se concentrer sur l'une des stratégies qu'il utilisait depuis ses débuts: l'éducation populaire. De là viendra l'expression: « radicaliser les écolos et écologiser les radicaux ».

Visibiliser le positionnement éco-radical

Liberterre travaille aussi pour diffuser son message dont l'iconographie est quelque



peu singulière, mais qui est très appréciée par les militantEs: « *Je me souviens que c'est le premier dessin militant que j'ai fait et qui s'est ramassé sur un T-shirt [voir dessin à gauche]. Et juste ça, ça a quand même eu son impact ce dessin-là, que Liberteerre l'adopte, qu'y ait une imagerie différente et qui porte des idées, qui soit ressortie* ». Les

images se retrouvent sur des T-shirts, des patches, des tracts, des affiches.

Pour assurer une visibilité du positionnement éco-radical, le groupe initie aussi un contingent vert et noir dans certaines manifestations des « courants dominants », incluant les manifestations contre le gouvernement Charest en avril et mai 2004.

Les membres de Liberteerre conçoivent et animent toute une série d'activités d'information et de formation qui visent à sensibiliser à la cause écologiste et à remettre en cause ce qu'ils nomment « le capitalisme vert ». Ces activités prennent entre autres la forme de tables d'information dans les CEGEPs, de conférences à l'UQAM et dans les écoles.

Liberterre participe également à l'organisation de deux festivals Eco-Radicaux à Montréal, l'un en mars 2004, l'autre en 2005. Cet événement cherche à créer un espace pour présenter des alternatives, « pour une consommation quotidienne plus écologique et santé », tout en proposant des remises en question et en offrant des outils de réflexion et d'action sur des enjeux collectifs actuels. Le premier festival Eco-Radical est organisé avec la Terre d'Abord; le deuxième, plus proche des sensibilités anarchistes, en collaboration avec la Mauvaise Herbe.

En 2005, le festival donne lieu à une table ronde sur les enjeux du positionnement éco-radical au Québec, où s'engage en particulier une réflexion riche sur le territoire. Y participent une trentaine de personnes de provenances variées (États-Unis, France, etc.).



Le collectif Liberteerre et Earth First!-Montréal sont donc à l'origine de cet événement de deux jours, au cours duquel se dérouleront des projections-videos, des ateliers et des conférences, données par Walter Hergt de l'Institute for Social Ecology (Vermont), Sophie Savard des AmiEs de la Terre et par l'activiste Mikaël Rioux pour ne nommer que ces trois-là. Les groupes des Vulgaires machins et The Sainte Catherine's fermeront le bal par un spectacle-bénéfice le samedi soir.

Porté notamment par des collectifs tels Liberteerre et Earth First!, le courant de l'écologie radicale n'avait pas bénéficié jusqu'ici d'une couverture et d'un développement réel au Québec, une situation qui tranche nettement avec l'effervescence que connaît depuis belle lurette cette philosophie dans l'Ouest canadien et étatsunien, et dans le monde anglo-saxon en général. Loin d'être un mouvement de pensée unique, l'écologie radicale comporte une multitude de branches, certaines ayant souvent été conflictuelles entre elles, et d'autres en parfaite complémentarité. Seront entre autres abordés lors du Festival des thèmes tels la pensée éco-féministe, l'écologie sociale et l'anti-civilisationnisme.

Jul de Rage (25 mars 2004). Le festival éco-radical (26-27 mars) : une première au Québec! La Tribu du Verbe. En ligne : <http://www.latribuduverbe.com/>

Lutte contre la ZLEA, organisation de l'Ultimatum

En novembre 2004, Liberterre participe aussi à l'organisation de la Coalition contre le capitalisme et la Zone de Libre Échange des Amériques. Le groupe joue un rôle important dans la sortie de l'ultimatum contre la ZLEA, un dossier resté dans l'ombre depuis quelques temps et ce, malgré les négociations continues entre les dirigeants des Amériques. Cela débouche sur l'organisation, en novembre 2005, d'un Carnaval de rue (Reclaim The Street) contre la ZLEA (création de 6 affiches d'information). En fin de parcours, en plus de quelques autres actions spontanées, les manifestantEs bloquent la rue avec des meubles récupérés.

À diffuser immédiatement et partout

Nous comptons sur vous pour que le mot se passe largement



Ultimatum ZLEA

26 septembre 2004, Montréal.

Nous avons à peu près 5 ans pour observer le déroulement des négociations du traité de la Zone de Libre Échange des Amériques, ainsi que l'escalade des protestations contre la réalisation du projet. De sommet en sommet, dans nos rues, à nos lèvres, sur nos affiches, dans les forums de discussion, les spectacles bénéfiques ; sur le visage de nos camarades de partout au monde, jusqu'aux manifestations sans nombre, jusqu'à ce que les années filent depuis la tenue du Sommet de Québec... Devant notre lutte incessante, des rumeurs nous sont venues du sud, de l'ouest, d'ailleurs. Ayant entendu que la signature officielle du traité de la ZLEA se produirait le 15 janvier 2005 - c'est à dire quatre mois après la rédaction de cette lettre - nous avons décidé d'agir.

Nous sommes lucides.

Nous savons que le monde va mal. Nous connaissons les théories. Nous avons respiré les lacrymos. Nous savons la police, la répression, la surveillance. Nous savons le désespoir du mouvement militant, autant que nous connaissons sa force et sa fulgurante énergie. Les traits d'un État-Prison faciste se dessinent dans la réalité, à nos yeux brouillés par les rires et les larmes : le voilà, le paysage totalitaire du Nouvel ordre mondial : le monde qui est, le monde qui sera. Le monde que nous refusons.

Nous sommes lucides, et nous sommes révoltés.

La ZLEA n'est rien en soi. La ZLEA est un symbole. Symbole du capitalisme, symbole de l'écocide, symbole du patriarcat, symbole de la destruction, de la domestication, de la servitude. Ce sont ces symboles que nous voulons détruire, et c'est en frappant la ZLEA que nous voulons, pour cet automne et l'hiver prochain, traduire notre lutte.

Nous appelons donc à une mobilisation monstre, un soulèvement populaire : nous appelons à la révolte, à la solidarité du peuple - avant qu'il ne soit trop tard, avant que la poussière ne nous recouvre. En janvier prochain, nous serons là et la force de notre cri résonnera à travers le territoire avec des échos à faire frémir les bourgeois dans leurs gratte-ciels. Nous sommes la vague d'une aube prochaine ! Passez le mot ! En janvier, nous inonderons les rues ! La ZLEA ne se fera pas !

A partir de l'automne 2004, malgré le fait que Liberterre continue à suivre le dossier Kruger, le groupe est plutôt centré sur ces diverses activités de sensibilisation. Des membres de Liberterre donnent ainsi des conférences sur les impacts des actions de la compagnie Kruger dans différentes tribunes dont une fin de semaine organisée par la Coalition SOS Levasseur en mars 2005.

Les membres de Liberteerre continuent à donner des ateliers au printemps 2005. En mars, lors du festival Eco-Radical, Liberteerre fait la promotion de la nécessité d'une approche éco-radical dans le contexte actuel. En avril 2005, le groupe partage sa critique du développement durable avec des participantEs à la journée internationale des luttes paysannes. Un atelier sur l'illogisme de la gestion forestière au Québec est ensuite offert à la Nuit de la philosophie à l'UQAM. Au Salon du livre anarchiste, en mai, Liberteerre anime un atelier sur l'espace, le temps, l'incompatibilité des cycles et l'importance de la lutte radicale. Cet atelier vise entre autres à démontrer qu'anarchisme et écologisme ne peuvent être pensés séparément car s'opposer aux rapports de domination de l'humain sur la nature suppose aussi de vouloir détruire la structure capitaliste et de se réappropriier le chaos.

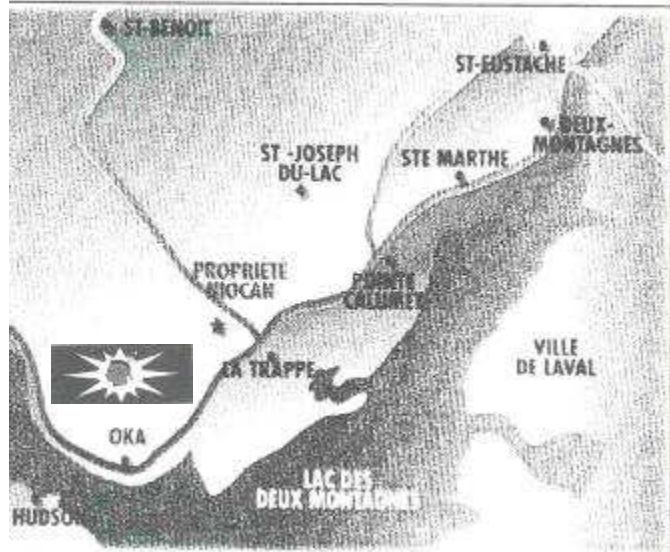
Appui à certaines luttes en cours

Le groupe appuie aussi diverses luttes. CertainEs membres travaillent avec les associations étudiantes qui organisent la grève contre le sous-financement des études postsecondaires, qui paralysera plusieurs CEGEPs et universités de février à avril 2005. D'autres appuient les militantEs de la Terre d'Abord qui ont été arrêtéEs suite à l'occupation du bureau de Paul Martin contre l'implantation de l'incinérateur Bennett à Belledune.



Et le groupe appuie la caravane Mapuche qui prépare une tournée de sensibilisation au Québec sur ce peuple autochtone qui se bat pour récupérer les terres volées par les États chilien et argentin. Il s'agit d'« une lutte contre le

colonialisme et le capitalisme vert en territoire occupé par le Chili et l'Argentine » (CAPMA, Peuples en résistances, Terre et Liberté, 1(2), 2005). Finalement cette caravane ne verra jamais le jour, les visas leur ayant été refusés par le gouvernement canadien.



Plus proche d'ici, Liberteerre appuie aussi la lutte des Kanienkeha (Mohawks) de Kanehsata:ke, contre le projet de Niocan d'installer une mine de niobium dans la région d'Oka : « Les Mohawks luttent pour leur territoire depuis longtemps et ont encore de la difficulté à conserver le territoire très restreint dont ils doivent se contenter à cause de la colonisation. Et il faudrait en plus que la région abrite une mine dont les résidus sont radioactifs! » (Anonyme, Autonomie autochtone, écologie, agriculture et capitalisme colonisateur pollueur, Terre et Liberté, volume 1, numéro 2, 2005).

Des membres de Liberteerre sont impliqués dans les comités qui mènent les luttes mentionnées ci-haut. Cette double ou triple implication facilite grandement le réseautage et est caractéristique de plusieurs groupes libertaires: « *La notion de 'en dehors' et 'en dedans' de Liberteerre est un peu flou... je trouve que la perméabilité entre les groupes, c'est chouette. C'est organique. Tu peux pas classer les enjeux, les séparer, et c'est pas vrai qu'y a pas d'entrelacement ou de superposition. Cette perméabilité est dans chaque personne, puis je pense que ça participe de la beauté de la chose. Tout le monde a des nouvelles d'ailleurs à apporter.* »

Réflexions sur les activités de sensibilisation

« Radicaliser les écolos et écologiser les radicaux! »

Je pense qu'on a au moins l'honnêteté et la rigueur d'aborder de manière directe et radicale des questions qui sont toujours médiatisées actuellement par le compromis de l'emploi, de la famille, de l'école. Donc Libterre peut dire les vraies choses, comme elles sont. C'est le grand ressort. Libterre n'a pas de compromis à faire avec qui que ce soit, même pas avec la police. Ça c'est quelque chose que les gens ont pas, parce qu'à chaque fois qu'ils se prononcent, ils vont avoir à répondre de leurs propos à différentes autorités auxquelles ils sont soumis. Et le prémisses de Libterre dans sa stratégie de propagande, d'éducation et d'agitation, c'est en fait que ces propos-là vont probablement rejoindre des personnes qui recherchent des réponses directement, des façons d'appréhender le système-monde qui soit cohérentes et qui passent pas par l'espèce de filtre absurde capitalo-techno industriel qui perçoit tout comme des objets. Je pense que la stratégie de Libterre, c'est d'abord de croire à la valeur de ses propos. Puis d'essayer de démontrer que c'est possible de se révolter et de changer les choses, d'essayer de redonner aux gens le contrôle sur leur vie, ou aspirer à ce que ça passe à travers le symbolique, ce qui est plus risqué et néfaste ou à travers la dialectique vraiment rationnelle. Libterre profite aussi d'être entre deux univers et d'essayer de faire les liens entre les deux mondes. C'est une approche synergétique qui essaye de tirer le meilleur des deux et de résorber cette contradiction entre cette espèce de consommation biologique bourgeoise et la lutte sociale qui est complètement écocidaire, qui publie des tracts à coup de 30000, et qui s'en fout complètement.

Il y a un gros travail qui peut passer par l'éducation. Il y a beaucoup de réflexion qui se fait sur l'éducation libertaire, mais qu'elle soit libertaire ou non, l'éducation passe par un projet commun, collectif, politique. Quand y a pas un désir politique de former des esprits critiques, qui réfléchissent, qui sont pas là pour gober et avoir une job après, être juste submergé dans une idéologie quelconque sans être critique... ça va mal. Mais quand y a une volonté de faire des animaux pensants, critiques, là ça va mieux déjà.



Dans tout ce qu'on fait, c'est un enjeu, de prendre les gens là où ils sont et de les amener quelques pas plus loin, d'essayer de les comprendre, de se rappeler qu'on est plein de contradictions et d'aller ensemble un peu plus loin, mais pas dans une dynamique de confrontation.

3ème étape: Des moments difficiles (2005-2006)

Malgré les multiples activités de sensibilisation et l'arrivée de nouvelles personnes, le groupe semble avoir du mal à surmonter le départ de certaines personnes-clés. De plus, ceux et celles qui y militent encore ont de plus en plus de difficulté à trouver du temps à consacrer à Liberterre. La plupart est impliquée dans plusieurs collectifs anarchistes; ceci, combiné aux responsabilités liées à la vie personnelle, aux études ou au travail, résulte que de moins en moins d'énergie est consacré au groupe. Une des militantes note que « *certains moments difficiles ont été nommés, mais beaucoup n'ont pas été nommés du fait entre autres du manque de temps: des doutes qui demeurent latents, des affaires qui sont restées floues, on n'avait pas le temps d'aller au fond des débats* ».

Démotivation

Plusieurs raisons expliquent cette période de « démotivation ». Pour certainEs, le virage éducation populaire et les activités entreprises depuis la première retraite ne les stimulent plus autant que l'action directe d'opposition: « *on s'ennuie de l'action directe, les deux devraient toujours aller ensemble* ». Pour d'autres, « *c'est la vie qui mène ailleurs, on milite pendant qu'on est étudiantE et après on passe à autre chose, on a moins de temps* ». CertainEs se sont fatiguéEs des

discussions épineuses et souvent sans fin sur la diversité des tactiques, d'autres des discussions dites théoriques sur les principes et le fonctionnement du groupe.



Lors d'une seconde retraite organisée en octobre 2005, illes font le constat des départs, du manque de motivation, de la désresponsabilisation et décident de réduire l'ampleur des attentes en fonction des membres du groupe: « *C'est reparti cet automne avec une retraite sur ma terrasse, où on s'est dit qu'on n'avait pas beaucoup de temps et d'énergie cette*

année. Ce qui fait qu'on a décidé de se pencher davantage sur des ateliers et de soutenir d'autres actions qui se feraient, mais de pas se mettre nous dans une organisation, parce qu'on n'a pas ni l'énergie ni les moyens ».

Malgré ce constat, lors de cette retraite, illes décident de mener une campagne sur la protection de l'eau et contre l'élargissement de la voie maritime du fleuve St-Laurent, un dossier qui sera laissé sans suite. Illes décident aussi de se mobiliser plus localement, sur des enjeux liés à l'environnement urbain, car le groupe est moins peuplé et disposent de moins de temps pour s'impliquer. C'est dans cette optique que certainEs membres de Liberterre s'intéressent au projet d'écovillage urbain qui bourgeoonne dans le Sud-Ouest de Montréal pour le réaménagement des terrains du CN.

Le retrait de la Coalition SOS Levasseur

A l'automne 2005, Liberterre décide de se retirer complètement de la Coalition SOS Levasseur. Plusieurs raisons les poussent collectivement à prendre cette décision. Pour une part, il existe des divergences idéologiques importantes (entre autre « *la coalition n'a jamais accepté de se dire anticapitaliste* »), mais aussi organisationnelles (du fait des formes de hiérarchies présentes au sein de la Coalition par exemple : « *il n'y avait aucune réflexion sur leurs modes de relation et de communication* ».) CertainEs déplorent aussi le manque de réflexion sur leur propre positionnement militant: « *des petits blancs montréalais qui arrivent sur la Côte Nord* », qui ne « *connaissent rien de la réalité des gens de là-bas et qui sont incapables de voir qu'il y a une différence culturelle* ». La complexité des enjeux liés aux réalités des Innus (protection des forêts ancestrales) et des bûcherons de la Côte-Nord (potentielles pertes d'emplois) vient s'ajouter à leur malaise. Des raisons plus pragmatiques, tels la distance physique et le manque de ressources pour s'y rendre rentrent aussi en ligne de compte. Cette décision cause beaucoup de remous au sein de Liberterre. Un consensus sur ce retrait est atteint, malgré des

réticences importantes de la part d'une membre, qui elle continuera à s'impliquer après sur une base individuelle.

Participation au renouvellement de la CLAC

A ce moment-là, le groupe comme nous l'avons dit, s'engage plus activement au sein de la CLAC. Il soutient et participe à l'organisation du festival de rue contre le 4e sommet de la ZLÉA à Mar del Plata en novembre 2005. Puis il participe au contingent anticapitaliste de la manifestation pour la protection de l'environnement en décembre (contre le protocole de Kyoto accusé de « capitalisme vert »), avec un groupe de Mc Gill et des personnes du CEGEP de Maisonneuve.

Liberterre, avec Pain, Panais et Liberté, s'attèle au renouveau de la CLAC et pousse à la création d'une campagne commune CLAC-autonomie (pour la mise en place d'alternatives aux systèmes en place). Cette initiative sera également laissée sans suite. Liberterre travaille avec le comité Amérique Latine de la CLAC à la publication d'un numéro conjoint des journaux Terre et Liberté et Alerta! Le cri de la Wawa sur les « ressources naturelles » dans les Amériques. Le groupe propose et anime le comité « plaisir » au sein de la CLAC afin de stimuler une vie associative au sein d'une convergence dont les coutures se défont, d'éviter la construction de rapports professionnels entre militantEs, de mettre en cause la « productivité militante », de remettre en jeu les affects et d'apprendre à mieux se connaître (entre autres pour les nouveaux et nouvelles membres). Cette initiative ne réussira pas à sauver ce qui restait de la convergence et la CLAC se dissout à l'été 2006.

Poursuite des activités de sensibilisation

Liberterre participe, encore cette année-là, en avril 2006, à l'Éco-festival. Quelques membres du groupe animent également en 2006 un atelier au Salon du livre anarchiste sur l'autonomie située' (« *une réflexion sur le rapport entre écologie et économie: sur la nécessité de construire des lieux d'autonomie, gérés selon des principes anarchistes* »).

CertainEs membres de Liberterre participent à des émissions de radio, de télévision et à des conférences ici et là. Le printemps arrivé, Liberterre organise une guérilla jardinière dans le quartier Centre-Sud, en s'inspirant d'une action similaire menée à Lyon en France (voir page suivante).

Un débat déchirant

Un autre débat déchirant a lieu à l'interne autour de la participation de Liberterre à la caravane solidaire « Argent du Nord -Terres du Sud » organisée par le Comité Chrétien pour les Droits Humains en Amérique Latine (CCDHAL). Cette campagne se voulait un moment de mise en évidence des initiatives autonomes en faveur du développement local solidaire tant au Nord qu'au Sud. Malgré le fait que le CCDHAL est assez alternatif dans le secteur de l'aide internationale, le financement de la caravane pose problème pour certainEs. En effet, certainEs membres refusent de travailler avec des groupes qui sont complices d'ONG qui participent, de par leur aide internationale occidentale, à la colonisation des pays du Sud. La question au sein du groupe n'est pas réglée au moment des entretiens réalisés pour la monographie.

La fatigue psychologique, le manque de ressources, l'usure, le découragement face au manque de résultats à court terme prennent le dessus. Un bilan effectué à l'été 2006 (dans le cadre du processus de réalisation de la monographie) amène le groupe à constater que les affinités du groupe ne sont pas claires et que les envies divergent sur certains points (l'action directe, le lien avec la CLAC, la proximité avec des groupes écologistes plus réformistes, etc.. La démotivation gagne une grande partie des membres. La plupart des membres quittent le groupe ou demeurent peu actifs-actives.



12 IDÉES POUR ORGANISER UNE ACTION COLLECTIVE DE GUERILLA JARDINIÈRE PAR CHEZ VOUS...

- (1) Choisir une période propice de l'année, de mars à juin suivant les régions pour bon nombre de légumes.
- (2) Se renseigner sur les coins en friche du quartier. Aller voir à la communauté urbaine, au cadastre, à la mairie, enquêter auprès du voisinage... pour savoir à qui ils appartiennent, si il y a des projets en cours.
- (3) Faire un repérage des coins jardinables, et des coins a priori non jardinables mais transformables par la verdure. Prévoir un parcours avec des arrêts réguliers et éventuellement, en fin, un espace où rester un peu plus longtemps, pique-niquer et dans lequel pourrait éventuellement se mettre en place un projet suivi.
- (4) Vous pouvez privilégier les espaces, bouts de parcs un peu cachés, mal entretenus, friche de quartiers ou parcs de banlieue, où vos légumes auront plus de chances de persister et grandir. Les plantations dans les plates bandes aseptisées et millimétrées du centre ville seront moins durables mais plus visibles. Pensez aussi aux interstices dans le béton, aux petits recoins, aux pavés manquants, aux endroits incongrus (une crête verte de blé sur une cabine téléphonique ou une statue, une plante totalement envahissante dans une brèche...), bref, transformez la ville ! Attention, les trottoirs en pavé ou en sable sont généralement passés au desherbant chaque année.
- (5) Vous pouvez repiquer des plants et des graines. Les graines c'est plus discret, les plants c'est plus visible et joli. Pour les plants, il faut y songer entre un et deux mois à l'avance si vous voulez qu'ils soient prêts et repiquables. Des tables de plants, c'est faciles à faire chez soi en grande quantité, en plein air, sous bâche transparente, sous vitre ou en intérieur, dans des bacs en polystyrène, petits pots...
- (6) Pour obtenir des semences ou des plants, vous pouvez demander à des maraîchers bios du coin, ils ont souvent des plants en trop ou des semences qu'ils ne peuvent plus réutiliser dans un cadre commercial et qu'ils seront éventuellement ravis de donner pour un projet militant et pour aider des gens à se mettre au potager. C'est aussi possible de produire des semences soi même, d'en prendre à des personnes qui jardinent (car la pratique de faire ses propres graines est loin d'avoir disparu), de contacter des associations comme [kokopelli](#) qui distribuent et entretiennent des semences non-industrielles de toutes sortes et proposent un guide d'entretien et de reproduction des semences.
- (7) Prévoir beaucoup d'eau (bidons de récup nettoyés, arrosoirs, pour pouvoir arroser abondamment après semis ou repiquage) et repérer d'éventuelles fontaines et points d'eau sur le parcours... surtout si cela se déroule en mai/juin. Prévoir un éventuel réarrosage le lendemain. Emmener aussi des sacs de terre, compost, fumier pour en rajouter dans les endroits pauvres ou presque dépourvus de terre ou totalement dépourvus de terre mais biens quand même.
- (8) Contacter les personnes et assos du quartier à l'avance, dans les hall d'immeuble, les boîtes aux lettres... C'est le genre d'initiatives que beaucoup trouvent plaisantes et un type de manifestation dans laquelle tout le monde peut faire de l'action directe et transformer l'espace sans prendre trop de risques.
- (9) Amener avec vous et demander par tract aux manifestant-e-s d'amener des brouettes et caddies pour transporter les plants, des cuillères et autres petits outils pour les repiquer.
- (10) Prévoir éventuellement des petits panneaux à mettre à côté des plants pour y indiquer le nom des variétés repiquées et les visibiliser dans les jours suivants. Par le passé, à côté du nom des plants nous avions collé une photocopie avec le texte ci-joint
*«Je suis une semence sauvage»
Contre les biotechnologies et les géants de l'alimentation capitaliste, les mini-potagers urbains, sauvages ou non, permettent de sortir du rôle de simple consommateurs-trices, d'échanger des savoir-faires et de retrouver petit à petit des possibilités d'autonomie alimentaire. C'est un acte de solidarité avec les paysan-ne-s en lutte et une façon de faire proliférer des plantes jugées comme illégales par l'industrie.
Sème ta zone et fais pousser !
Vous pouvez en demander une version mise en page à semetazonenosspam@riseupnosspam.net (supprimer les 2 nospam...virus obligent...)*
- (11) Si la guerilla jardinière peut aboutir à une discussion sur «que faire ensemble après ?», c'est encore mieux...
- (12) Pour plus d'infos sur le potager, comment démarrer, faire pousser ses légumes et autre...
 - Le Guide l'Agriculture biologique est un bouquin facile et pratique. Il y en a bien d'autres.
 - Sur les semences : Association [Kkokopelli](#), 131 impasse des palmiers, 30 100 Alès.

LA BETTERAVE ROUGE ET LE RADIS NOIR VAINCRONT LE CAPITAL !

4ème étape: La refondation de Liberterre (2007-2008)

Après plus d'une année en sommeil (entre l'été 2006 et l'été 2007), après le départ de certainEs membres, mais surtout le désinvestissement complet de la plupart, une des membres engage avec d'autres à l'automne 2007, une refondation de Liberterre. En février 2008, il ne reste donc dans le groupe qu'une personne ayant participé à la monographie et le groupe est reconstruit cette fois-ci en non-mixité femme. Le processus de réalisation de la monographie s'achève ici, même si ce virage supposerait de nouvelles analyses. Voici cependant quelques éléments pour prendre en compte cette nouvelle étape. (Cette section est basée sur le témoignage d'une seule participante et n'a pas été validée par les autres)

Une membre initie cette refondation à partir de l'automne 2007. Cela commence par la reprise du site Internet de Liberterre par une nouvelle personne, sous un nouvel hébergement. Le nom du groupe Liberterre est volontairement conservé : *« toutes les raisons pour lesquelles je suis entrée à Liberterre sont toujours là. Ce groupe proposait un certain regard sur le monde et c'est ce qu'il souhaite encore faire aujourd'hui. »*

Liberterre est refondé sur de nouvelles bases en décembre 2007. Le groupe rassemble sept personnes dont quatre pour le « conseil de sages » et d'autres soutenant ou collaborant à travers divers projets. Les nouvelles personnes ne voyaient pas l'utilité d'une base d'affinité figée et rédigée même si elles partageaient les idées de Liberterre, écrites sous forme de manifeste en 2003. La nouvelle base affinitaire n'est pas déterminée a priori : *« elle se construit au fil des actions et non pas a priori de manière dogmatique »*.

L'objectif est de construire un groupe de réflexion, d'actions et d'art éco-radical dont les intérêts portent sur *« le nécessaire changement de nos modes de vie »*, sur l'habitat, les bio-régions, les bio-diversités, etc.. La société de référence est le Québec, en tant qu'unité administrative. Le groupe cherche à se faire enregistrer comme OBNL, comme groupe de recherche éco-radical *« pour simplifier les interfaces avec la culture dominante qu'on vise à changer et pour parler un langage compris aussi par des gens non initiés aux idées éco-anarchistes »*.

Il s'agit d'un collectif non-mixte femme**, fonctionnant de façon fluide et informelle.

« La non-mixité femme était une condition sine qua non pour deux personnes intéressées à s'investir dans Liberterre. » Toutes les membres ne sont pas basées à Montréal, certaines vivent, travaillent et élèvent des enfants en région.

Les collaborations et projets en cours sont divers:

- collaborations avec le Groupe de Recherche d'Intérêt Public à l'UQAM pour plusieurs projets, dont notamment le projet d'une université éco-sociale
- Participation à l'organisation du « défi sans emballage » avec les éditions Le Memento, en 2007 et 2008
- Participation à l'escouade verte : « les dépotoirs débordent : on fait quoi ? » en cours avec le Théâtre UTIL (Unité Théâtrale d'Intervention Loufoque), mars 2008
- Projet d'organisation d'échanges internationaux (entre Nations habitant le territoire Québécois), familiarisation avec la culture Innuë, ainsi que camps de vacances et séjours d'apprentissage en nature entre les jeunes urbainEs, immigrantEs ou sans-statuts issuEs de milieux souffrant de pauvreté et des jeunes des régions éloignées, souffrant de pauvreté culturelle.
- Projet de caravane faisant escale dans les villes et villages sur les routes longeant le Fleuve St-Laurent pour échanger et transmettre de l'information avec les habitantEs concernéEs par les enjeux écologiques relatifs à cette voie d'eau.
- Collaboration avec les Diffusion du Zénith sur « l'habitat autrement »
- Participation au Mouvement pour la Décroissance Conviviale.

A suivre...

** Mars 2008 : un comité homme, voué à déconstruire les rôles masculins traditionnels, à repenser et revaloriser la masculinité dans la mouvance éco-radical, est en train d'être formé autour du collectif qui demeure, dans l'esprit, non-mixte.

Ligne du temps de Libterre

Février 2008	4ème étape	A suivre...
Décembre 2007		Refondation de Libterre (des départs et des arrivées) - collectif non mixte femme
Juillet 2006	3ème étape	Bilan dans le cadre du processus de la monographie (démotivation et divergences)
Été 2006		Débat sur la participation de Libterre à la caravane "Argent du nord - terres du sud"
Juin 2006		Organisation d'une guerrilla jardinière dans Centre-Sud
Mai 2006		Atelier au Salon du Livre Anarchiste
Printemps 2006		Réalisation d'un numéro conjoint avec le Comité Amérique Latine de la "Wawa" et "Terre et Liberté" sur les ressources naturelles dans les Amériques
Décembre 2005		Participation à une manifestation de défense de l'environnement contre le protocole de Kyoto (contingent vert et noir)
Novembre 2005		Participation à l'organisation du Reclaim The Street à Montréal (création des affiches)
Automne 2005		Participation active à la mise en place de la campagne commune de la CLAC sur "l'autonomie" et proposition du comité "Plaisir"
Octobre 2005		Retrait de la Coalition SOS Levasseur
		Retraite de Libterre
À partir de 2005	2ème étape	Soutien aux luttes du peuple Mapuche et aux Kanienkeha de Kanehsata:ke
Mai 2005		Ateliers à la Nuit de la Philo à l'UQAM et au Salon du Livre Anarchiste
Avril 2005		Organisation du festival Eco-Radical en collaboration avec la Mauvaise Herbe
Fév -Avril 2005		Participation à la journée internationale des luttes paysannes (conférence)
Novembre 2004	1ère étape	Participation de certainEs membres aux grèves dans les CEGEPs et universités contre le sous-financement des études post-secondaires
2004-2005		Participation à l'organisation de la Coalition contre le capitalisme et la ZLEA
Automne 2004		Plusieurs ateliers dans les CEGEPs et dans les écoles et conférences à l'UQAM
		Retraite de Libterre
Été 2004	1ère étape	Participation à l'expédition sur l'Île René Levasseur en vue de l'étude et d'un repérage
Avril-mai 2004		Participation aux manifestations contre le Charest (contingent vert et noir)
Mars 2004		Organisation du festival Eco-Radical en collaboration avec la Terre d'Abord
22 mars 2004		Soutien à l'occupation du bureau de Martin contre l'incinérateur Bennett à Belledune
28 janvier 2004		Participation à la marche pour la forêt boréale organisée par la Terre d'Abord
Janvier 2004		Implication dans la Coalition des Luttes Anti-Capitalistes (CLAC)
26 nov 2003		Action directe au siège de Kruger à Québec et organisation d'une manif d'appui
20 nov 2003		Participation à l'organisation du Reclaim The Street à Montréal
Septembre 2003		Manifestations contre le 12ème Congrès mondial forestier à Québec
Juillet 2003		Création du site internet et sortie du premier "Terre et Liberté"
2003	Création de la Coalition SOS Levasseur et début de la campagne contre Kruger Inc.	
2003		Création de Libterre
Avril 2001		Manifestations contre le Sommet des Amériques à Québec

Partie II

Écocide

Je suis d'un vert centenaire.
J'ai de la misère à pomper l'air.
Je suis votre poumon tremblant.
Je respire votre coupe à blanc.
On me transforme en CAAF.
Affreuse, j'étouffe parmi les
tordeuses.
Je suis forêt... ou du moins l'étais...!
J'abrite mainte autres espèces,
Et j'ai à craindre pour leur fesses.
Mes racines ralentissent la tragédie.
Mon précieux sol est aminci
Là où passe mon chemin de croix,
Où s'entassent mes copeaux de bois.
Je suis forêt... ou du moins l'étais...!

Suis-je publique ? Suis-je privée ?
Les renards gèrent mon poulailler.
On hypothèque mon avenir.
Mes enfants n'osent plus sortir,
Connaissant que trop bien leur
sort :
Bûchés de travers et à tort.
Je suis forêt... ou du moins l'étais...!

On m'écocide...
Sylvie s'en vient de plus en plus avide.

Signé : Masse Poésie



Copy left

Les analyses politiques et écologiques de Liberland

Rapport à l'État et à la démocratie représentative en matière d'écologie radicale

Liberland, rappelons-le se, positionne clairement « contre toute forme d'autorité, d'oppression, de domination et leurs manifestations historiques ; patriarcat et matriarcat, capitalisme, racisme, hétérosexisme, colonialisme, anthropocentrisme (l'humain comme centre de l'univers), l'espécisme (supériorité d'une espèce sur une autre), et ses institutions : l'État, l'Industrie, l'Église, etc.. » [extrait du Manifeste de Liberland]. En juillet 2006, lors d'entrevues collectives réalisées dans le cadre de la monographie, nous interrogeons les membres du groupe sur leurs conceptions du rapport à l'État en matière d'écologie.

Sur le démantèlement de l'Etat-providence

Ça nous met dans une espèce de position bizarre. Parce que là ils veulent privatiser. Fait que là est-ce qu'on va défendre le secteur public? C'est toute l'hostie d'affaire avec la ZLÉA. On se ramasse dans la gaugache générale à défendre le système public, mais là est-ce qu'on va défendre l'État?

Il existe une ligne qui peut être perçue comme très mince entre être libertaire et être libertarien. Libertaire, t'es pour l'abolition de l'État, mais pour une reprise en charge collective et autonome des différents aspects de la vie. Libertarien, c'est être aussi pour l'abolition de l'État, mais pour la fameuse main invisible, les libertariens veulent que les gens vivent librement, c'est la loi du marché, pas de contrôle aucun, et les droits humains minimums, c'est le droit de propriété et exit la protection de l'environnement.



Sur le vote

Quand tu dis que tu vas pas voter, ça provoque des réactions jusque violentes. Aussi parce que pour eux, c'est un acquis social incommensurable, alors que pour moi, c'est juste un consentement à cet État-là. Mais une des façons d'aller toucher les gens plus viscéralement, on rate notre shot à chaque fois qu'y a un vote, de pas sortir intelligemment, de façon articulée, « je vais pas voter », pour telles raisons, et avoir les débats...

On en revient à construire des alternatives et à dénoncer. Le truc sur le vote, c'est une action en soi, c'est une action que d'aller sciemment le dénoncer.

Moi c'était mon ambiguïté aux dernières élections, j'étais allée voter, mais j'avais un gros problème de conscience parce que mon but, c'est toujours de sauver la nature, c'est pas d'essayer de faire du sens dans la politique humaine. Mais j'ai vraiment eu un problème de conscience parce que Kyoto, quoiqu'on en dise, c'était toujours ça. La nature, elle n'attend pas qu'on prenne la bonne décision, on est tellement rendu dans une urgence, n'importe quoi qui peut stopper un peu ou décélérer la consommation de gaz, ça va au moins ralentir. C'est une grande question et moi j'opte pour la réduction des méfaits. Là, la nature est en crise, j'ai deux gangs d'écœurants dont une où, au moins, s'ils sont là, y aura au moins un minimum, mais avec l'autre, ça va juste dégringoler de pire en pire. C'est ça que je vois arriver et je sais plus quoi penser. Y aurait-tu fallu massivement que tout le monde aille voter pour pas que les conservateurs rentrent? C'est des questionnements absurdes parce que c'est pas ça la solution.

La base de la démocratie, c'est que le peuple il va voter et ensuite, l'État a une légitimité, mais quand la base n'est plus là pour soutenir le haut, le haut, il tombe tout simplement. La problématique du vote en est une mais y en a une plus importante, mais il faudrait du monde: c'est de ne pas payer d'impôts parce que sans argent l'État il marche plus, mais les gens sont pas prêts à faire ça.

Il y a une question de force d'impact. Si on veut faire de l'abstentionnisme une stratégie, pour que ça marche, il faut vraiment que ce soit massif. Il faut vraiment faire des campagnes là-dessus, pour construire un contre-pouvoir.

Des enjeux de fond : le temps, le travail et le capitalisme

Un premier bilan des entrevues individuelles nous amène à constater l'importance dans le discours des membres de Liberterre d'une réflexion sur le temps. « Le manque de temps », « la course contre le temps » sont très souvent évoqués comme sources d'insatisfaction ou de frustration militante. En juillet 2006, lors des entrevues collectives, nous relançons une discussion sur ce sujet.

Je trouve que le facteur temps est très important car tout marche à la productivité, à la course contre la montre. Se battre contre le système, se battre contre le temps, c'est une lutte. Quand tu brises une chaîne de montage dans une usine, si tu es capable de briser la cadence, c'est un bon coup. On devrait le faire et je trouve qu'on le fait pas, on marche au rythme capitaliste.

On est un des collectifs que j'ai vu le plus se questionner sur le temps, l'espace, la gestion de tout ça, du travail. Justement, au-delà de se syndiquer, qui est une façon d'adresser les

rapports socio-économiques, nous c'est beaucoup plus une façon de remettre en question le fait du travail, le fait de vendre son temps. ...dans notre analyse environnementale, on inclut les rapports humains...

Hier on disait que le mot temps revenait des milliards de fois dans toutes les entrevues, mais on travaille à peu près tou. Ici, ou alors on est aux études à temps plein. Ça, c'est des rapports économiques avec lesquels on deale, on choisit de le faire et on l'assume j'imagine plus ou moins mal, puis on pète notre coche plus ou moins régulièrement. On le subit. J'ai beau avoir conscience qu'idéalement, je ne paierais pas de loyer, je ne paierais pas de bouffe, blabla, c'est autre chose... C'est drôle parce que la façon dont

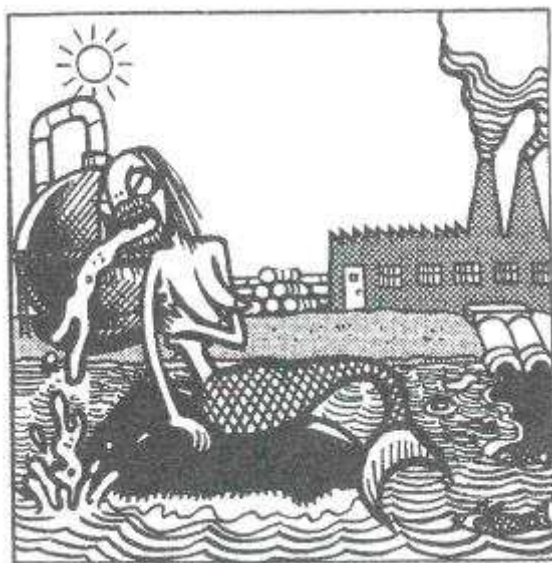
on vit présentement, les gens ont l'impression que d'avoir un boulot et tout ça, c'est quelque chose de stable, alors que c'est une précarité hallucinante... Mais en même temps, de passer de cette précarité-là à l'autre précarité, qui pourrait être de faire le pas, de tâter des moyens beaucoup plus collectifs, économiques, de travail, d'habitation..., c'est difficile.

Je pense que c'est un enjeu pour les groupes autogérés à l'échelle pratico-pratique juste pour avoir un temps collectif, ce qui est à gérer la plupart du temps, c'est nos différents esclavages économiques. Il y a une espèce d'expérience quotidienne de la frustration de... « ah je peux pas, mon temps est

déjà vendu... » C'est géré dans le pratico-pratique des choses. Après ça, on va le transférer dans l'analyse puis là, ça fait du bien au moral; « je suis aliénée de mon temps, mais je le sais en tabarouette », comme si c'était moins pire. D'autres fois, c'est plus confrontant.

C'est ultra fuché, parce qu'en même temps, ils profitent de ta main d'œuvre pour s'enrichir, en même temps ils t'enlèvent de la rue pour pas manifester ou des affaires de même. C'est débile!

Moi j'ai comme une relation bizarre avec le travail. On m'a souvent dit: « pourquoi tu vas pas dans quelque chose où t'aurais une job cool »?. Non, ce que je fais de cool, d'engagé et de politique, c'est bien une partie de mon temps



que je veux pas vendre sacrement, je veux pas vendre le meilleur de moi-même!.

Moi, c'est surtout dans le sens où je veux pouvoir payer mon logement, dans le sens où je n'aurais pas les tracas de base, mais moi j'aimerais ça pas avoir les tracas de base, c'est ça ma frustration. Crisse, je veux vivre, je vous demande rien, mais n'importe où, t'es obligé de payer des taxes...

La proposition à la CLAC sur l'autonomie: « on va se renforcer nous-mêmes et après ça, on va être plus inspirant et on va avoir plus de temps parce que si on s'aide, se supporte, s'échange nos outils, on va avoir moins de trucs à acheter, on va avoir moins de temps qu'on va être obligé de vendre, puis on va se libérer... »

C'est nos petits intérêts personnels qui font marcher le système et eux-autres. Et nous-autres militants, d'une part on est obligé d'avoir des contraintes. Je parle pour moi, j'ai besoin d'envoyer mon fils à l'école. Si je veux militer, ben je peux pas lui faire l'école à la maison, parce que j'aurais pas le temps de tout faire. C'est difficile parce qu'on joue dans le jeu du système et à la fois on le joue pas. Et j'ai entendu aussi beaucoup de gens qui remettaient en question le système d'éducation et pas juste le système économique, et qui vivent ça super dur d'être à contre courant, y a beaucoup d'obstacles.

Pour moi, on le vit, inconfortablement, mais on essaye de remettre en question la nécessité du travail. Individuellement, je pense qu'on fait tous des choses le plus possible pour s'en libérer et collectivement, ben on a plus pris des positions, fait des analyses et encouragé des initiatives, que fait des choses dans ce sens là directement, parce qu'on n'est pas assez et puis, c'est pas vraiment le but premier du groupe.

En fait, on est tous éparpillés dans nos affaires, si on avait un gros édifice, où on ne paye pas de loyer, on trouverait des alternatives à l'électricité, et on pourrait dealer ça ensemble, collectivement, mais là on deale chacun avec nos propriétaires...



La difficile alliance avec d'autres groupes écologistes

Depuis les débuts, et particulièrement dans le cadre de SOS Levasseur, Liberterre travaille en coalition avec des groupes écologistes qui ne sont pas explicitement anticapitalistes ou anti productivistes, qui ont des rapports plus ou moins formels avec l'État et qui utilisent des stratégies d'actions symboliques. Malgré ces différences idéologiques et stratégiques, les membres de Liberterre considèrent qu'il peut être important de travailler avec ces groupes sur des dossiers dans un but précis commun, par exemple « Sauver l'île René Levasseur » et de leur exposer des idées plus radicales en lien avec l'écologie.

Cependant, malgré le bon vouloir de toutes et de tous, des tensions émergent assez rapidement. L'analyse de Liberterre, stipulant que le péril écologique ne pourra être évité que par la transformation radicale du système capitaliste, n'est pas compatible avec le discours de la plupart des groupes écologistes des « courants dominants ».

Le capitalisme est un cycle, avec des intrants (ressources naturelles, humaine, etc.) et des extrants (produits finis, déchets, etc.) qui génèrent un profit, appelé *plus-value*. Le capitalisme, par définition, doit toujours se reproduire, plus rapidement et plus efficacement. S'il arrête de se reproduire, il s'effondre. Il est donc à la fois une finalité et un moyen, parce qu'il n'a pas d'objectif autre que sa propre répétition. On ne pourrait donc pas arriver, dans un système capitaliste, avec une réduction drastique des ressources intrants : cela aurait des répercussions désastreuses sur le système en entier.

Voilà pourquoi on ne pourra jamais empêcher la destruction de la nature tant que le système capitaliste subsiste. Le cycle ne peut pas être 'changé de l'intérieur' ou 'réformé', il ne peut pas se permettre d'être modifié parce que si un réel changement prenait place, il ne pourrait se reproduire. Par conséquent, les capitalistes feront tout pour que la machine roule. Et si cela implique de 'protéger' la ressource qui est à l'origine du capital, alors c'est pour le mieux.

Source: Anonyme, Le mythe du développement durable ou le réformisme dans le mouvement écologiste, Terre et Liberté, volume 1, numéro 2, 2005.

Débat sur la collaboration avec des groupes du courant dominant

Le discours de Liberterre est radical. Leurs textes abondent de critiques du « *capitalisme vert à visage humain* ». Le groupe critique les multinationales qui achètent ou reprennent des initiatives biologiques et équitables pour des fins d'acquisition de parts de marché. Il s'attaque aussi aux discours des groupes écologistes qui poussent à une consommation responsable, des achats équitables, biologiques, au recyclage, à la récupération, à un développement durable, mais sans remise en question radicale des fondements d'un système qui exploite, et des formes de surconsommation et d'individualisme qui l'accompagnent: « *On reste dans une optique de marchandisation et de consommation, et ça ne fait que créer de nouveaux besoins pour ces modes écologistes là. Ça reste toujours que des actions individuelles, qui effectivement ont peut-être un impact, mais elles n'ont aucun impact sur la structure et l'idéologie. Je le vois là le problème, de rester dans un capitalisme, mais vert et à visage soi-disant plus humain* ».



En cohérence avec leur positionnement anarchiste, les membres ne reconnaissent pas la légitimité de l'État, son organisation verticale, sa démocratie représentative. Pour Liberterre, « *l'État a toujours servi le capital et est donc complice. Il est de plus en plus une marionnette des multinationales. Au nom de la croissance économique, l'État ne freinera pas réellement la destruction de la planète.* »

Cette position rend la collaboration avec des groupes écologistes des « courants dominants » pour le moins difficile. La plupart de ces groupes réclament l'intervention de l'État pour protéger l'environnement. *« Étant donné l'urgence de stopper la destruction de la planète, on ne peut pas attendre le grand soir. »* D'un côté, il semble important pour certains de ne pas se couper de ces groupes pour ne pas être marginalisés et pour tenter de radicaliser les groupes écologistes plus réformistes. D'un autre côté, revendiquer des réformes auprès de l'État peut conduire à le renforcer et à le légitimer, car sa force de récupération des idées subversives est sans borne. Ce débat sur la « complémentarité des tactiques » au sein de Liberteer est perpétuellement relancé et, pour plusieurs, n'a jamais été résolu. Dans les faits, la position du groupe est mise en cause de façon plus ou moins directe dans certaines manifestations, entre autres sur le choix des slogans. Ils ont des cultures militantes différentes: *« Ça vient du fait qu'on se snobe tout le reste de l'année, donc c'est sûr que quand y a une action ou une manif, on se comprend pas plus. »* Mais dans le même temps, Liberteer se trouve finalement peu soutenu par les autres militants anarchistes (la lutte éco-radical serait moins prioritaire).

Voici quelques réflexions des membres du groupe sur le rapport à l'État et aux groupes écologistes des « courants dominants ».

Ça devient quand même difficile parce qu'on n'arrive pas toujours à travailler avec n'importe qui du fait qu'ils sont vraiment trop réformistes, et surtout pas anticapitalistes. Du coup c'est difficile d'avoir des revendications communes, qui vont dans le même sens et visent les mêmes choses. Ça reste un enjeu pour Liberteer, de s'inscrire dans le mouvement écologiste, comme branche radicale... souvent on se fait exclure, comme tous les radicaux. Sinon au sein de Liberteer, y a toujours des grosses discussions sur ces questions.

On se met à réclamer des affaires bizarres. Des fois, il faut que je défende le fait que l'État considère l'Île René Lévesque comme une aire protégée,

parce que pour l'instant, c'est la seule instance qui a une force en présence, capable si elle voulait bien, de bloquer le capital dans sa consommation assoiffée. Mais là c'est bêtard d'assumer de demander à l'État et quelque part d'inviter les gens à reconnaître l'autorité de l'État. Et là c'est pas ça qu'on veut faire pantoute. La situation du milieu libéral met vraiment dans une position un peu tannante.

Moi je trouve que la force du capitalisme, c'est notre faiblesse. Dès qu'y a une opposition, le système essaie de la contourner. Beaucoup de nos luttes sont récupérées par les réformistes et le gouvernement maintenant, fait que c'est un gros problème. Au niveau écologique, les accords de Kyoto, on en parle à droite et à gauche. Ça a pas d'allure qu'ils récupèrent ces affaires-là, ils disent que c'est vraiment la merveille du monde, alors que ça ne l'est pas. Ils sont en train de se donner un visage vert quand ils le sont pas du tout. Comment quelqu'un du gouvernement va te parler des accords de Kyoto d'un côté et que c'est si beau, alors que de l'autre, ils donnent des permis de coupe à blanc, qu'ils polluent... Ils ont utilisé une lutte écologique à des fins électorales et de pouvoir.

Débat sur la collaboration avec des groupes financés par l'État

Au-delà de ce premier débat sur la revendication de réformes auprès de l'État, vient aussi le débat sur la collaboration avec des groupes financés par l'État et le risque toujours présent de récupération des discours et des actions libertaires par des groupes plus réformistes. Cette tension n'est pas propre aux luttes écologistes. Des organisations financées et plus institutionnalisées ont souvent la tribune plus facile auprès des médias de masse et de l'opinion publique. Leur discours, qui reprend parfois des éléments du discours libertaire, dilue les propos et défait donc le travail acharné des radicaux et radicales. La dissension interne sur l'appui à la caravane organisée par le CCDHAL en est un exemple flagrant: *« Pour moi, le CCDHAL, une ONG canadienne, a essayé de récupérer la lutte radicale libertaire. L'argent pour la caravane provient du gouvernement, directement ou indirectement. C'est là que se situe le débat. C'est pas vraiment contre la caravane. Ils mettent un masque*

libertaire sur le visage étatique. Qu'ils fassent une caravane, mais sans le masque, ça ne me dérange pas. Qu'ils utilisent le milieu anarchiste pour se donner un visage radical, moi je trouve ça vraiment aberrant et même indécent. Nous, on est anticapitaliste et on travaille avec des groupes dans le sud; pour eux c'est clair que le gouvernement, c'est vraiment l'ennemi. Mais ces ONG s'accaparent les ressources nationales, comme les multinationales. Les États en question soutiennent des assassinats, des tortures, des déplacements de populations entières. C'est sûr qu'avec 40 000\$ du gouvernement, tu peux faire une belle caravane, tu peux payer des invités, des conférenciers. Mais on peut faire une caravane sans argent étatique. Le comité Amérique Latine de la CLAC a déjà organisé une caravane avec les piqueteros d'Argentine, sans argent du gouvernement et on a fait une belle caravane. Et d'ailleurs la caravane du CDDHAL, une bonne partie de l'itinéraire et des contacts, c'est des contacts qu'on avait fait, nous, pour la caravane Argentine. ».

Malgré le fait que touTEs les membres sont d'accord avec cette analyse, certainEs ne souhaitent pas refuser, pour ne pas, au nom de la pureté idéologique, se retrouver isoléEs et marginaliséEs: « *Il faut, selon moi être ouvertEs aux compromis, mais sans se compromettre. C'est le défi* ». « *Je suis d'accord pour qu'on ne soit pas dans un ghetto. Il faut s'ouvrir, mais pas à n'importe quel prix. Je trouve que le but, ce n'est pas de radicaliser les écolos, mais plutôt d'exposer les idées radicales, les alternatives. Les gens sont capables, une fois informés, de faire des choix, de voir qu'des sortes d'actions peuvent être organisées* ».

Débat sur la diversité des tactiques et la forme organisationnelle des groupes

S'ajoute à ce débat sur la « complicité avec l'État », un débat sur la diversité des tactiques. Certains groupes se disent non-violents par principe, d'autres utilisent la non-violence comme stratégie, d'autres considèrent que la

destruction de la propriété privée n'est pas faire violence, certainEs considèrent qu'on ne doit jamais attaquer l'intégrité physique d'un autre, d'autres considèrent que l'autodéfense est justifiable et encore d'autres croient que la lutte armée sera la seule manière de renverser le système en place. Pour Liberterre, comme pour la CLAC, le principe de respect de la diversité des tactiques est central: « *Quand le concept a émergé à la CLAC, c'était en réponse à salAMI ou d'autres groupes comme ça qui prônaient la non-violence. Ça voulait dire respecter que certains jettent des briques dans des vitrines... Mais après, y'a eu autre chose. C'était que ça ne voulait pas dire jeter des briques n'importe où et n'importe comment, qu'il fallait aussi respecter les autres, que si y'avait des sans-papiers dans la manif ou des enfants, on devait respecter le corps de la manif* ». En pratique, avec le temps, ce principe est appliqué largement — on tente de créer des zones pour différentes sortes de tactiques, avec différents niveaux de risques selon le statut des personnes et leur désir — et ce, même en cas de désaccords stratégiques. Ce débat a également lieu au sein de Liberterre.



Malgré les tentatives d'ouverture sur le principe de la diversité des tactiques dans les coalitions de groupes écologistes, certainEs membres de Liberterre sont déçuEs du comportement dogmatique qui a tendance à se manifester: « *Nous avons eu des mauvaises expériences avec certains de ces groupes, dans les manif, les actions. Ils ne respectent pas la diversité de tactiques. Quand ils ne sont pas d'accord, ils essaient de bloquer ton action, c'est un gros problème* ».

Un dernier élément qui ajoute à la difficile alliance entre les groupes des « courants dominants » et les libertaires, est lié à la forme organisationnelle. Le manque de réflexion sur les rapports de domination à l'interne contribue à créer des rapports souvent hiérarchisés entre les personnes dans les groupes écologistes des « courants dominants » mais aussi entre les groupes qui sont impliqués.

Vivre aujourd'hui la société de demain

Liberterre, comme la plupart des groupes libertaires au Québec, tente, de par la forme organisationnelle choisie, de préfigurer dès maintenant la société qu'elles désirent. En mettant en pratique, en expérimentant des façons de faire non-hiérarchiques, les membres du groupe travaillent à la décolonisation de leur imaginaire et à la construction de nouveaux rapports sociaux, plus égalitaires. « *Cela suppose de prendre nos affaires en main, individuellement et collectivement, sans dépendre du bon vouloir de l'État* ». Nous avons interrogé collectivement les personnes sur leurs pratiques de construction d'une autonomie collective, sur leurs conceptions et sur les défis que cela représente à leurs yeux.

Sociétés idéales

Au sein de Liberterre, les visions pour une « société meilleure » varient d'une personne à l'autre.

C'est un monde sans exploitation, sans capitalisme, sans discrimination. Un monde égalitaire.

Si on dit que les structures ont été construites par des siècles de patriarcat sauvage, ben dans mon monde idéal, l'éco-féminisme amène tout un changement au niveau des prises de décisions, de la dynamique de communication, de l'expérience émotive de la vie aussi. Fait que dans mon monde idéal, y a une grosse part émotive, parce que c'est une dimension de la vie super importante. La culture du mouvement, l'exploration de l'espace à travers le mouvement. Au niveau de la compréhension du monde, moi je m'intéresse beaucoup aux sciences, à l'apprentissage des sciences comme relation de confiance avec l'univers. C'est très difficile de se sentir confiante qu'on peut changer, qu'on peut avoir un impact quand on ne comprend pas le monde qui nous entoure. Je ne pense pas que ce soit exclusivement les dites scolaires qui puissent trouver ça, mais je pense qu'à travers l'exploration du mouvement, du jardinage, du tricot... Toute cette interaction-là avec le monde, c'est vraiment un aspect qui participe beaucoup à

mon monde idéal, ça a un gros impact sur les individus.

La société idéale profite de tous les bonheurs, elle est sensuelle, épicurienne, en harmonie avec la nature, elle ne se fait pas de dénie, où chaque individu est important et célébré dès sa naissance, où le seul crime est de se mettre dans le chemin du bonheur des autres. Et l'entraide est essentielle, où y a pas d'argent, où les choses ont une valeur, mais pas de prix et où on assume tous les manquements que l'être humain a et la beauté de tout ça.

Je pense qu'on serait beaucoup moins nombreux et nombreuses. Ce serait une culture de communautés qui vivent en harmonie ou presque avec la nature et avec des méthodes de permaculture et de biodynamique qui font que, en fait, on vivrait dans un jardin assez sauvage, de façon perpétuelle, avec une suite infinie de moments qualitativement différents. (Rires) Moi, c'est vraiment l'abolition du temps linéaire, de la linéarité en soi.

En terme de société ou de vivre ensemble idéal, décroissance décroissance décroissance... Petite échelle locale, relation saine et ouverte, solidarité et support sur tous les points de vue, psychologique, émotif, en termes d'espace, de temps, de nourriture, peu importe. Donc dans mon monde idéal, y aurait des propriétés communes, un vivre ensemble commun, on travaillerait pour se réaliser et pour créer un minimum pour l'utile et un maximum pour la réalisation. Je dis ça et en même temps, et c'est pour ça que je suis super nihiliste, c'est que je sais pas comment l'humanité va régler le problème de sa quête de sens, parce que le sens moi-même, je ne sais pas comment le trouver. Je suis pour l'utopie, un hors lieu qu'on crée en marchant. Mais cette conception idéale de grande révolution, demain, où nous serons libérés, ça j'y crois vraiment vraiment pas, et ça m'énerve cet espèce de romantisme-là qui existe dans le milieu militant. La création d'une société idéale où tout le monde va s'aimer et fleur bleue et hippie.

C'est pas vrai que dans une société idéale, même si on n'était pas aliéné, y aurait beaucoup d'amour et de solidarité, y aurait pas des conflits et des patterns de domination, c'est juste de savoir les gérer et de savoir qu'on peut les bouger. J'ai parlé du travail et de la production: il s'agit de travailler, mais sans une exploitation salariée, donc subvenir à ses besoins et peut-être un peu plus, quelque chose qui permet de se réaliser et d'être « sain ». Donc on ne peut pas être contre l'économie, car c'est la gestion de la vie quotidienne, des affaires privées, mais justement une économie plus collective, plus commune et davantage basée sur le troc et l'échange, et qui fonctionnerait davantage sur les bio-régions, chaque région contient ce dont elle a besoin pour vivre. Politique: un million de petites communautés, rattachées entre elles...plein de fantasmes et d'hypothèses... Je sais pas comment ça pourrait se concrétiser à grande échelle, mais d'une vie politique où le politique fait partie intégrante du quotidien, qu'on voit pas la politique comme un fardeau, mais plutôt comme, une partie intégrante de la vie collective de tous les jours. Culturellement, qu'il y ait plus de place accordée à ce que tout le monde puisse devenir, laisser aller son petit côté artiste... Et culture culture, comme système de valeurs communes, j'imagine qu'y en aurait plein et que les gens se réuniraient sur des bases affinitaires, donc plein de petites sous-cultures. Qu'est-ce qu'on fait avec les enfants, c'est une autre grande question, mais... J'oserais croire à des enfants avec des parents collectifs. Pour moi, ça va un peu de soi, mais une pluriculture et qu'on laisse tomber les grandes monocultures et si on a besoin de ressources, du bois, de l'eau, des plantes, que ce soit fait dans un respect de l'équilibre et de l'auto reproduction des systèmes écologiques. C'est le moins d'intervention humaine possible. Ça irait avec le concept de bio-région et d'appartenir à son territoire. J'appartiens à ton territoire, donc ton rapport à l'espace est complètement inversé comparé à ce qu'on conçoit maintenant, faut que je le protège parce que je me protège moi-même en le faisant, parce que si c'est mon environnement, c'est là où j'habite, c'est ma maison. Puis une connaissance accrue de la vie organique, de ce qui nous entoure.

Favoriser l'auto-organisation

Toutes et tous s'entendent pour dire que ce concept est un élément clé.

L'autogestion, c'est reprendre le contrôle de sa vie, c'est faire fi de toute l'autorité qui est au-dessus de soi.

Je dirais auto-organisation parce que 'gestion'. c'est juste reproduire un paradigme capitaliste. Mais auto-organisation, c'est de pouvoir choisir la forme organisationnelle qu'on va prendre, de pouvoir la redéfinir constamment si besoin est. Pour moi, la forme collective d'un collectif, c'est-à-dire que ce sont les gens qui forment le groupe qui font l'énergie du groupe qui forment l'organisation, qui peuvent la redéfinir, c'est super important.

Mais comment imaginer qu'une ville, une région, la planète dans son entièreté puisse fonctionner selon ce modèle? Voici des extraits d'une discussion entre les membres de Liberterre sur cette question:

C'est comme une montagne qu'on monterait, on sait que c'est vert en haut, mais une fois qu'on va être rendu à la moitié, ben on va avoir un nouveau point de vue sur la question, mais ça nous empêche pas de monter.

Je sais pas vraiment ce que ça va être une autogestion à l'échelle de 3 milliards ou 4 milliards de personnes, mais je sais que c'est en continuant à la pratiquer et à se pratiquer qu'on va y arriver.

Les gens disent souvent, « ben, ça va être compliqué », « ça ne sera pas parfait ». Moi je réponds: « mais c'est-tu parfait maintenant? ». Non. C'est pas parfait pantoute, ça marche pas pantoute, tout le monde n'est pas content. Donc je me dis que j'aime ben mieux avoir de la misère à vivre tous égal ensemble qu'avoir de la misère, tous dans l'injustice la plus totale.

Si on gérait juste les affaires de la vie, et qu'on n'avait plus de super Etat avec des capacités de recruter des armées, ben on vivrait et on gérerait les

ressources locales. On aurait sûrement des mandataires et des porte-paroles qui iraient dans des conseils plus hauts, parce que quand tu t'entends bien, tu peux envoyer une personne pour aller en parler à d'autres... Ce serait nourri par la base. Versus... c'est géré par le haut. Donc l'autogestion, ça va avoir autant de défis, mais ça va être des défis avec crissement plus de sens, qui sont plus dignes et qui ont plus de gratification que le processus actuellement où on est dépossédé et on attend de voir ce que nos leaders vont faire. Tandis que là on va pouvoir agir, donc d'après moi on va être plus heureux.



Je pense que l'autogestion, pour qu'elle fonctionne bien en grande société, il faut absolument que ça passe par la simplicité, dans la consommation et dans l'indépendance. Là on est dépendant de 20 millions de cossins, du système de santé, de téléphones cellulaires, d'avions militaires. C'est pour ça que c'est ultra compliqué.

La meilleure façon pour moi, c'est de l'appliquer, de le vivre.

Je suis assez d'accord avec tout ça, mais... à l'échelle d'une ville, l'autogestion je pense encore que ça pourrait bien se faire, une province, je suis pas sûre, d'un pays, j'en suis encore moins sûre, d'un continent, honnêtement j'en doute beaucoup.

Nous-autres on le voit pas, mais peut-être que dans deux générations, ça sera évident.

Aussi un continent, c'est plein de villes!

Le quartier, c'est là que tu vis. C'est à petite échelle. C'est là que ça devrait commencer. Plén d'activités se passent là, la pollution des autos, les écoles, tout est concentré dans un petit quartier, c'est comme une mini société qui vit là-dedans. Je pense que c'est à petite échelle qu'on va y arriver et à 'contagier' tous les autres quartiers.

C'est les alternatives comme les squats, l'autogestion à petite échelle, qui vont, à long terme, finir par détruire l'État.

Quand on s'organise de façon autonome, on n'a plus besoin de l'État.

Quand une personne s'habitue à fonctionner dans une dynamique égalitaire, par après, elle identifie dans d'autres contextes que ça ne l'est pas. Elle réalise qu'en tant que cliente du système étatique, elle n'est vraiment pas consultée ou participante ou whatever de sa situation: elles sont bénéficiaires d'un service, elles n'ont jamais leur mot à dire.

Parce que la force de l'État, c'est vraiment notre dépendance.

Mais faut prouver au monde que les alternatives elles peuvent marcher, donc il faut qu'elles les aient dans la face.

Ouais mais l'affaire c'est que ça marche pas du premier coup. Peut-être du deuxième ou du troisième. Il faut que le monde il tienne le coup jusque-là. Faut qu'y en ait une couple qui tiennent le coup jusqu'à ce que ça marche suffisamment bien pour que les autres embarquent.

Reste que de la place où je suis dans la montagne, je doute un peu de la vue du haut, dans le sens où comment tu fais pour gérer 7 milliards de désirs?

Peut-être en prenant conscience qu'un désir, c'est pas un besoin. Tu te gèreras personnellement tes désirs, et tous ensemble, collectivement on va gérer nos besoins. Moi la vie du haut, il va y avoir des nuages, mais il va y avoir des couchers de soleils imprenables et on va être éclairé beaucoup plus longtemps durant la journée que en bas.

Dans le microcosme du petit collectif, ainsi que dans les coalitions et convergences libertaires, les militantEs tentent de mettre en place des alternatives autonomes: « À la CLAC, on s'est dit qu'on voulait peut-être travailler plus sur quelque chose à long terme, construire quelque chose, donc c'est pour ça qu'on a décidé de construire des projets qui allaient encourager l'autonomie face au système. La plupart des groupes ont trouvé quelque chose à faire là-dedans. Y avait JPSM [Mouvement de solidarité des peuples autochtones] qui avait lancé un projet pour toute la CLAC. Une ligne téléphonique, pas pour remplacer la police, mais pour pouvoir faire de l'intervention à des moments où on ne sait pas quoi faire d'autres que d'appeler la police. Un gars qui bat sa blonde, ou... Ça impliquait un peu de formation... C'est sûr que ça pourrait pas remplacer pour toute la ville, mais partir de ça... ». La campagne « autonomie » de la CLAC n'a jamais pris son envol, mais les projets autonomes se multiplient quand même. Des médias alternatifs, des espaces d'entraide, d'échange de services culturels, sociaux et politiques, des collectifs de récupération, de transformation et de distribution de nourriture, des jardins collectifs en zone urbaine, des librairies-bibliothèques alternatives, des colloques et ateliers, des alternatives aux médicaments, aux produits hygiéniques et de menstruation, aux cosmétiques, etc.

Ces alternatives peuvent être comprises comme des microcosmes, des mini-expérimentations avec des formes organisationnelles qui ouvrent la voie à l'autodétermination. Elles prennent appui sur le consensus comme forme de prise de décision, la rotation des tâches, les mécanismes mis en place pour faciliter la

circulation de l'information et les suivis entre les rencontres. Le groupe d'affinités devient un lieu de préfiguration, de construction de nouveaux rapports:

Juste de fonctionner par autogestion ou auto-organisation, c'est un moyen super important parce que ça force chacun à faire une réflexion sur soi-même et à réfléchir par rapport aux modes d'organisation et aux rapports que ça engendre. Et ça, c'est un pas pour arriver à prôner une vie collective et à sortir de l'individualisme.

La radicalité doit commencer par changer chez soi, avec ses coloc, sa famille, à l'intérieur de son groupe. Il arrive souvent qu'il y ait un écart entre la parole et l'action. On reproduit les comportements qu'on dénonce!

Les défis rencontrés dans les pratiques d'autogestion

Les défis ici soulevés ont principalement émergé lors des *focus-group* réalisés dans le cadre du processus monographique.

La rotation des tâches et l'autoformation

En pratique, à Liberterre, il y avait au début une rotation des tâches plus systématique et un effort fourni pour partager les connaissances à travers l'autoformation: « *On faisait le plus possible de formations à l'interne pour justement qu'il n'y ait pas de spécialisation. Par exemple, pour faire des patchs, des macarons, le site web., on a fait beaucoup de formations internes, on a mit beaucoup d'efforts pour que la plupart des gens puisse savoir comment faire tout et que si une personne voulait faire telle ou telle affaire, un journal ou les 'pins', elle pouvait. On a axé beaucoup là-dessus, la rotation des tâches était vraiment très importante, dans la mesure du possible évidemment* ».



Mais depuis quelques temps, certaines tâches sont restées associées à certaines personnes, telles les finances ou le site Internet. Cela non pas parce qu'elles sont trop spécialisées ou trop difficiles, mais parce que la rotation des tâches ne fonctionne plus. Certaines personnes ne sont pas intéressées à élargir leur éventail de connaissances techniques ou bien ne veulent pas s'éparpiller, par choix ou par nécessité. Aussi, certaines tâches moins intéressantes, ne sont pas vraiment mises en rotation, comme la rédaction des comptes-rendus. Le manque de temps semble être un problème

très récurrent : « *Parce que l'autonomie, ça passe par la formation et l'autoformation et on n'a pas le temps de la faire. On a le monde, mais pas le temps. Puis c'est pour ça que ça amène à une spécialisation des tâches. On va toujours demander à une telle pour les textes, pour les corrections. Il y a des choses qu'on pourrait apprendre, mais on le fait pas parce qu'on manque de temps. Il faudrait arrêter le temps pour s'auto-former, on ne se donne pas le temps pour apprendre. C'est aussi une question de motivation et de fatigue. Des fois, on pourrait sacrifier quelques heures de bière pour faire une formation...* ».

Là où cela pose particulièrement problème : certaines personnes ne se sentent pas outillées pour travailler sur ordinateur et à

partir des technologies de l'information, d'autres ne se reconnaissent pas dans les pratiques d'ateliers développées par le groupe, et d'autres encore ne bénéficient pas de la vaste expérience de méthodes

organisationnelles et d'analyses des autres membres.

Les défis du consensus

Comme la plupart des groupes libertaires, Liberterre tente de mettre en pratique une démocratie directe — c'est-à-dire, un mode de prise de décision où chaque personne concernée a accès directement au processus décisionnel. En général, les décisions sont prises au consensus et non pas par vote majoritaire. Le consensus est un processus qui permet à tout le monde de s'exprimer, d'identifier à partir de là les

réticences, de partager celles-ci avec les autres pour éventuellement arriver à une décision avec laquelle toutes et tous sont confortables. Les avantages de ce type de prise de décision sont multiples, le plus important étant sans aucun doute la possibilité pour chacunE d'avoir un pouvoir sur les décisions qui affectent sa vie.

Dans notre société actuelle, les défis du consensus sont de taille: *« On ne sait pas ce que ça veut dire, le consensus. On a été élevé dans une société dans laquelle on a appris des façons de faire qui sont celles qui fonctionnent dans un milieu où tu dois convaincre les autres, dans un milieu démocratique, où c'est la majorité qui l'emporte. On est là avec nos idéaux, mais on n'a pas fait la révolution en nous-mêmes. Faire des compromis ensemble, s'en aller ensemble mais pas dans le sens de dénaturer ton affaire (...) Pour moi, il y a une différence très forte entre faire des compromis et faire des compromissions, faire des compromis c'est la base du consensus et faire des compromissions, c'est pervertir sa vision ».* Aussi, les membres de Libérterre pointent le fait qu'à cause du rythme effréné de vie que l'on mène, le temps manque pour arriver à un réel consensus: *« Nous-autres, on est des Occidentaux et on est toujours habitué à la machine du temps. Faut qu'on prenne une décision, qu'on sorte de la réunion avec une décision. Moi je trouve que c'est ça qui est le problème, parce que des fois on prend des décisions hâtives qui devraient être réfléchies et mûries longtemps, alors qu'on les prend comme ça. Moi quand j'étais au Brésil... et y a du monde du Brésil qui sont venus dans la Caravane Solidarité, des autochtones, eux ils discutent longtemps, ils sont en cercle, et quand ils n'ont pas de consensus, ils arrêtent, ils s'en vont, ils dorment et ils reviennent deux, trois jours après. Et ce qu'ils disaient, c'est que pendant ce temps-là, tout le monde parle avec tout le monde, d'une autre façon, sans être en réunion. Et on revient avec ça et tranquillement, tout le monde fini par avoir un consensus qui est un vrai consensus, sans les limites de temps ».*

Une militante insiste cependant sur les contraintes incompressibles du système (*« il faut travailler pour gagner de l'argent pour pouvoir*

manger »), mais aussi sur le manque de volonté dans le milieu anarchiste à vivre de façon réellement solidaire.

Lorsque les décisions sont faciles, le consensus semble bien fonctionner. Selon certainEs, c'est quand il y a de grands désaccords de fond que les choses peuvent dérapier: *« Quand il y a vraiment un désaccord, on n'a pas du tout de structure pour l'adresser, et ça je pense que c'est un manquement fondamental. Les modèles de ça n'existent pas encore dans le milieu militant ».* Une autre militante renchérit: *« si on travaille en collectif, c'est parce qu'à priori on a une base d'affinités, et cette base-là, il faut qu'elle soit définie dans les buts, dans les objectifs et en partie dans les analyses. Moi je trouve qu'un peu de débat (sur les structures, les mécanismes) est nécessaire. Il y a des mots qui veulent pas dire la même affaire pour tout le monde. Pourtant, c'est la manière par laquelle on appréhende la réalité, ce qui fait que c'est important de s'entendre là-dessus, pour se comprendre. On ne fait pas de la télépathie. ».*

Pour plusieurs, le consensus n'est possible que si on se donne l'espace pour *« dire les vraies affaires »*: *« être capables de se confronter sans le prendre pour une accusation, d'avoir la maturité de prendre des critiques et de les assumer et d'avoir une ouverture à ce que les autres peuvent avoir à dire (...) Je voudrais pas un plan d'action en dix points pour régler un conflit, mais peut-être s'entendre sur le fait que quand un conflit émerge, on soit capable de poser un endroit, un moment et une manière spécifique pour régler ce problème-là. C'est une formalité dans le sens où on lui donne une forme, mais je ne vois pas quelque chose de rigide et d'inflexible ».*

D'autres mettent plutôt l'emphase sur un fonctionnement dit *« organique »*, basé sur la fluidité, la confiance et se disent *« allergiques à certains débats »*: *« je trouve que c'est de la parlementerie. En fait, je trouve qu'on perd le focus, en formalités, en structures, je trouve qu'on fait la même erreur que toutes les organisations, que ce soit dans le communautaire,*

le militaire, le commerce, n'importe quoi. En fait, c'est toujours la même chose, on part pour régler un problème et on se perd dans la formalité... Je suis sûre qu'on peut imaginer d'autres modes d'organisation qui tiennent compte du fait que l'on ne puisse pas tous se retrouver... je trouve que cet écueil, on le retrouve à Liberterre comme ailleurs... On s'enfarge dans les fleurs du tapis, sur le comment, sur le blabla, on se plaint qu'on ne fait pas de débat, mais on n'en fait pas plus (...) Moi je me sens mal à l'aise là-dedans, je me sens paralysée là-dedans, ce qui fait que je me sens incapable d'agir, et si le fait d'être dans un collectif c'est pour me sentir plus paralysée que quand je suis toute seule, je me pose des questions... ». En fait, selon ces militantEs, un modèle démocratique libertaire idéal n'existe pas et est à développer dans la pratique et à redéfinir par l'expérimentation.

De là, un autre défi soulevé: l'instabilité des groupes. Le problème de roulement des membres au sein des groupes vient mettre en cause le principe d'apprentissage, d'autoformation et d'expérimentation. Un des membres fondateurs du groupe se rappelle du cheminement de Liberterre depuis sa mise en place: « *Si l'état initial du fonctionnement et des pratiques de Liberterre, c'était de remettre en question souvent ou de réduire les gens sur des lacunes ou d'amener des débats ou de réviser la façon de faire et de se forcer à maintenir une structure égalitaire et de démocratie directe, de faire attention à certaines personnalités trop fortes, d'égaliser... Au début, c'était comme un travail en progrès, et c'est toujours resté un travail en progrès, dans le sens où ça a toujours été un peu à refaire, avec des nouveaux gens qui viennent. Il y a toujours eu cet éternel retour sur le fonctionnement. Et il y a pas vraiment eu d'évolution, si ce n'est à la fin où le noyau des gens qui participaient à Liberterre était plus stable, on pouvait écarter un peu ça et aller plus vers d'autres questions, mais qui viendraient continuer cette éducation perpétuelle ».*

Travailler ensemble dans la diversité

Le respect de la diversité est un principe de base de Liberterre. Mais dans la pratique, toute une série de défis se manifeste.

Il existe pour les membres une tension permanente entre le respect de la diversité et la tentative de faire consensus. De là, plusieurs questionnements apparaissent: est-ce qu'un désaccord devient un « contre » ou simplement un point de vue différent? Quel point de vue devient le point de vue collectif? Si on ne travaille pas à un consensus, à une décision collective, commune, comment faire pour éviter de se perdre dans l'éparpillement des idées ou des actions parfois sans lien explicite? Aussi, comment faire place à des idées qui ne sont pas « cool » ou qui sont émises par des personnes avec moins d'expérience que d'autres ou qui sont issues d'un groupe militant différent, etc.? Voici quelques idées sur ce sujet.

L'autogestion, c'est avant tout une pratique humaine. Il y a une grande part émotive et organique là-dedans, et le droit à l'erreur, c'est quelque chose de fondamental pour moi dans l'autogestion, l'inclusion. Si on n'a pas le droit de se tromper ou de dire des choses impertinentes, ben on devient élitiste. La nuance est vraiment importante si on veut grandir dans l'autogestion et ne pas tomber dans un purisme. C'est sûr qu'il y a des affaires qui vont nous apparaître grossières, mais si au moins on est dans une dynamique d'autogestion, qu'on se considère tous comme à part égale, c'est déjà une bonne base, même si on n'est pas d'accord. Si on ne peut pas maintenir ça et asseoir de façon autoritaire que 'mon idée est plus libertaire que la tienne donc...', je trouve qu'on casse la dynamique d'autogestion au nom d'un idéal libertaire. C'est pas toujours facile et fluide, mais demurer dans une dynamique d'autogestion et d'inclusion, ça implique de travailler avec des gens... Enfin, si on veut construire une société, ça va être avec tout le monde, même avec le monde qu'on n'aime pas tant que ça.

Toutes ces règles d'étiquette de ce qui doit être dit et pas dit dans le milieu anarchiste, ça je le critique encore beaucoup aujourd'hui. J'essaie de m'en détacher le plus possible parce que tous les patterns qui se répètent même si on se dit anarchistes, d'inclusion, d'exclusion, de pouvoir, de domination, tous ces trucs-là... Juste de ne pas être capables de faire une introspection assez solide ou une humilité assez solide pour se poser convenablement, respectueusement dans les relations... Donc toute une immaturité qu'on ne veut pas voir parce qu'on est anarchiste et qu'on a dont bien des belles idées...

J'ai pas envie d'une ligne de parti qui définisse ce qu'on va pouvoir faire ou non. Il y a un élément de confiance qui doit être là, et puis de faire confiance au jugement des gens, que ce qu'ils vont faire va aller dans la base de ce qu'on s'est fixé ensemble. Et puis ça, ça se rapproche davantage de ma définition de l'anarchisme qui serait une acceptation de bien des libertés et de bien des différences et de l'émancipation de chacun là dedans... Mais il y a toujours une partie de contrainte... de redevabilité et d'imputabilité.

Moi dans ma conception de l'autogestion ou auto-organisation, il y a une dynamique relationnelle fondamentale parce que comme il n'y a pas de hiérarchie, on ne répond pas de quelque chose d'autre que de nous-mêmes; en tant que collectif, il faut savoir vivre les relations et les conflits de manière mature, respectueuse et ouverte.

La confiance semble donc centrale à la mise en pratique de ce principe de respect de la diversité. Elle permet le dialogue, si — et seulement si — il existe une relation d'égalité. Le groupe travaille à décoloniser l'imaginaire, à changer les façons de travailler et de vivre ensemble, à partager l'influence. Mais toutes et tous sont socialiséEs et « fabriquéEs » par les médias et les institutions des systèmes dominants, et depuis leur petite enfance, à vivre des rapports hiérarchisés. Ces rapports hiérarchisés diffèrent selon le sexe biologique, l'origine, l'orientation sexuelle, la couleur de la peau, la langue parlée ou

écrite, le niveau de scolarité formelle, la capacité physique, les revenus, l'ampleur des responsabilités. Les militantEs réfléchissent à cette question ensemble.

Composer avec la diversité culturelle

Un des membres déplore la tendance présente dans le milieu militant à catégoriser les gens selon leur apparence extérieure ou selon certaines idées préconçues : « *Je trouve que dans les groupes militants, on a des fois tendance à faire des lignes de séparation entre les militantEs sans trop connaître les origines ou les identités des personnes. C'est l'ignorance des gens. Aussi, il est important de considérer que dans les groupes militants, il y a des bourgeois qui font presque du tourisme militant, qui pourraient toujours retourner chez leurs parents, pourront toujours retomber à quelque part, alors que pour d'autres c'est une question de vie ou de mort* ».

Une autre militante répond à cela en mettant en évidence les défis de travailler ensemble lorsqu'on est d'origines culturelles différentes: « *Comment entrer chez quelqu'un d'autre et lui imposer l'autodiscipline, lui faire comprendre que malgré le fait qu'il reproche des structures de domination, il est en train de l'en faire vivre, que toi t'es en train de le voir comme quelqu'un qui domine. Ton acharnement contre les blancs dominants du Nord, je commence à le sentir comme un racisme et ça m'enlève le goût de l'aider, ça me donne un sentiment... toi et moi, nous et vous -autres...* ». Celui visé, est originaire d'un pays ayant été colonisé. Il parle aussi de la reconnaissance des autres, de soi: « *En fait, je parle par rapport à ma situation, au fait que j'ai vécu dans une société complètement différente de celle-ci, dans des dictatures militaires... Moi, j'aimerais ça que les gens mettent un bémol dans leurs jugements, parce qu'ils ont comme baromètre uniquement leur société. La notion de violence, par exemple, n'est pas la même ici, on pourrait penser que parce qu'on a vécu une situation très violente on a plus de sensibilité, mais non, on en a une différente (...) Je suis très intense et le monde n'aime pas ça... c'est lourd et ça dérange... Les gens ne comprennent pas parce que, justement, ça*

vient du fait que j'ai un vécu différent (...) Parce que je pense aussi que la frustration rentre en ligne de compte. Quand on est frustré, on essaye de passer sa frustration sur les autres. Je pense qu'il faut arriver à évaluer, à la fois individuellement et collectivement, les gestes que l'on pose, que quand on a mal fait, il faut le dire, c'est important d'assumer ses gestes ». L'autre membre de Liberteerre rétorque: « Tu dis que c'est important de considérer que tu viens d'une autre culture, je suis d'accord, mais qui prend la peine de remarquer que moi aussi, je viens d'une autre culture ? ... Moi ça me dépasse toute cette diversité culturelle, je me sens incapable de comprendre tout le background des gens, je trouve que c'est irréaliste de vouloir faire ça. Puis le 2^{ème} point, c'est quand on dit qu'il faut être capable de revenir sur ce qu'on a bien fait, je trouve que c'est un mot difficile à entendre ce mot « bien fait ». Le bien selon qui ? Moi, j'ai un peu de misère à aller me mesurer dans le regard des autres, à moins de se mettre d'accord sur qui sont ces autres-là, et puis lesquels on va considérer à même de juger de ce que l'on fait ? Moi, comment j'évalue le bien, c'est est-ce que notre action a atteint le but que l'on voulait atteindre ».

Composer avec les rapports de genre

Un autre défi est lié aux rapports sociaux de sexe. Une militante nous dit « Je suis vraiment en hostie contre les hommes, les hommes vont parler beaucoup plus dans la sphère publique et beaucoup moins dans la sphère privée, et c'est là que les femmes vont plus parler. Le débat ne nourrit pas la pratique sur le terrain ». Un autre renchérit en utilisant l'exemple de la CLAC: « Au début y avait beaucoup d'hommes et les femmes étaient un peu écrasées dans leur coin. Elles prenaient la parole mais elles étaient pas très écoutées. Quand il y avait de gros débats, souvent les hommes prenaient beaucoup de place et récupéraient les idées des femmes, se les appropriaient. Il y a eu certaines mises au point et avec le temps... Tu vois, actuellement dans la CLAC, il y a plus de femmes que d'hommes. Puis finalement, tout ça s'est réalisé avec le temps, l'alternance homme-femme, c'est quelque chose qui a très bien marché. A un moment donné, quand on fait des réunions avec du monde qu'on connaît, d'égal à égal, je pense qu'on n'a plus besoin de faire l'alternance parce que moi je trouve

qu'on est rendu à un autre stade. Rendu aujourd'hui, avec le monde qu'on connaît, les militants de longue date, je trouve qu'on n'a pas besoin ». Mais une nuance s'impose. Lorsqu'il y a des nouveaux ou des nouvelles, tout est à recommencer. De plus, certainEs notent que l'attention aux comportements de domination en réunion n'est pas toujours transposée aux sphères moins formelles, dans les partys ou au quotidien, par exemple: « Il y a encore ben des choses à changer chez les gars, il y a encore beaucoup de testostérone » conclut une militante.

Composer avec les différences de formation

L'origine et le sexe n'étant pas tout, la scolarité et la maîtrise de la langue viennent elles aussi jouer dans la balance: « Là, il y a des personnes qui par exemple au niveau de l'écriture pourraient faire des choses que moi je ne pourrais pas faire. À Liberteerre, j'ai toujours senti ça, que des gens pourraient faire des choses dont moi je ne serais pas capable, à cause de mon niveau de scolarité ou je ne sais pas, peut-être que j'ai un complexe d'infériorité ou peu importe. Quand vous avez envoyé (le plan pour un atelier) par Internet, je n'ai pas répondu. Mais honnêtement au début, je ne comprenais pas beaucoup de choses du texte, ce langage ne me parlait pas à moi. Je n'ai pas voulu dire quelque chose parce que c'était à la dernière minute, mais bon, c'est ça, il y a un certain langage qui dit que je n'arrive pas à suivre, des fois je pose des questions et d'autres fois je n'en pose pas, pour ne pas ralentir l'action... ». Une des militantes qui avaient participé à la préparation de cet atelier répond: « je t'entends vraiment quand tu dis que des fois tu peux avoir de la misère à suivre et pour moi c'est aussi un défi de faire attention ne serait-ce qu'aux mots, parce que tout ce que je fais à l'université est aussi dans ma vie quotidienne et rattaché à mes préoccupations, sauf que ce que je fais à temps plein, c'est ça, ce qui fait que je peux avoir une longueur d'avance dans la manipulation des concepts. Je pense qu'il faudrait faire attention à ça, si on perpétue l'idée d'être ensemble... Dans mon idée du politique, il y a une idée de vivre ensemble et de liaisons sororitaires et fraternelles ».

Entrent aussi en ligne de compte pour eux et elles, les questions d'expérience, de charisme,

de capacité à rallier des gens, de leadership, etc. Un militant, sans se prétendre meneur, admet avoir joué un rôle structurant dans le groupe: « J'aidais à préciser les idées du collectif, à inciter à la réflexion sur les thèmes politiques et les thèmes stratégiques. J'amenais, par mes textes, ma présence, mes idées, une théorie écologiste anarchiste solide, qui puisse servir et être reprise par les gens, pour donner plus de profondeur au discours. J'ai joué un rôle structurant aussi dans les pratiques de démocratie directe à l'intérieur du collectif ». Il était souvent porte-parole, travaillait à la diffusion par le site Internet, entre autres. Pourquoi jouer ces rôles qu'il aurait par ailleurs voulu partager plus avec d'autres? « Peut-être parce que j'avais plus de temps libre et plus de contacts avec le milieu universitaire. Je pense que les autres me perçoivent comme un théoricien. On venait me voir pour ça ou on me donnait en référence à d'autre monde. Aussi j'étais quelqu'un qui pouvait apporter une sorte de permanence, une continuité, une stabilité du fait que j'étais là depuis le début ».

D'autres membres sont davantage identifiés comme assurant à Liberteer un certain ancrage: « l'une, les mains pleines de terre et la peau de soleil de la jardinière, et l'autre qui étudiait en écologie, qui arrivait toujours avec des perspectives supers inspirantes de compréhension des phénomènes ». Une autre insiste sur la diversité importante à Liberteer entre « ceux qui sont plus axés sur la théorie et ceux qui sont plus axés sur la pratique, mais les deux ne sont pas mutuellement exclusifs ».

Les affinités personnelles sont-elles affectées par ces différences?

Fonctionner en groupe d'affinités

Le groupe d'affinités est un espace dans lequel les affinités personnelles prennent beaucoup d'importance. Les amitiés, les amours, les moments de plaisir et de détente qui sont vécus dans le groupe, mais aussi dans la mouvance plus large, contribuent à la fois à donner courage aux militantEs pour continuer le combat aux quand les choses sont difficiles, mais aussi à créer des tensions et des rapports de pouvoir.

Pour plusieurs, l'affinité personnelle, voire l'amitié, est centrale: « Je pense que toute l'action politique est encadrée par des liens sociaux, affectifs et émotifs et c'est là où on pourrait peut-être voir la différence entre le groupe d'affinités et le collectif. Dans le sens où dans le groupe d'affinités, les gens sont beaucoup plus proches et les gens vont se tenir beaucoup plus en-dehors de l'action politique que dans le collectif, la manif. Donc ça va être beaucoup plus fort, selon moi, et beaucoup plus intéressant aussi ». Une autre militante renchérit: « S'il y a une base affinitaire d'amitié forte, il me semble qu'il y a bien plus de complicité, enfin c'est plus facile de comprendre l'autre, d'échanger, sinon j'ai l'impression que c'est des relations de travail et je trouve ça horrible ». Et un troisième: « C'est important. On travaille avec des personnes qu'on aime. On se voit à l'extérieur, ça participe à la cohésion ». Et une quatrième: « Quand on se voit et qu'on est des amiEs, ça nous aide à nous faire confiance et à fournir le repère qui nous permet de savoir quelle est ta normalité et de savoir comment saisir tes sauts d'humeur. Puis ça permet de l'affection et de la cohésion entre les gens. Si on se voit juste quand on travaille, c'est une contradiction ».

En fait, pour plusieurs, les frontières entre leur implication militante et leur vies personnelles sont très floues: « Ma participation à Liberteer, c'est une extension de ma personne, ça fait partie de moi. C'est pas dissociable. Liberteer est le cercle juste après mes amiEs proches et ma famille. Je me sens moins seule. La plupart de mes besoins sociaux sont comblés dans Liberteer ». Similairement: « Et dans une vie super occupée, où le militantisme prend beaucoup de place, j'ai l'impression que la sphère sociale devient transférée dans le militantisme ». Pour d'autres, c'est le contraire: « mes amitiés sont faites ailleurs, je suis rendue à un âge où j'ai un enfant et je veux voir des amis qui ont un enfant, je n'ai pas la disponibilité. Il y a aussi cette exigence dans le milieu militant de faire partie de la 'culture'. Moi je n'en fais pas partie et puis je n'ai pas nécessairement envie d'en faire partie. Je suis peut-être comblée ailleurs, et puis je ne vois pas ça comme une base valide d'exclusion du mouvement parce que je suis quand même conscientisée et je peux rapporter ces idées aux milieux radicaux ».

Il est rare que toutes les personnes partagent des affinités personnelles avec l'ensemble des membres. Le phénomène des « cliques » ou des « gangs » peut avoir un impact sur la répartition du pouvoir à l'intérieur d'un groupe: « *Le fait qu'on se voit régulièrement, le fait qu'on soit amies, ça a fait des débalancements. Il faut le poser et puis s'en rendre compte parce qu'il ne faut pas que les autres personnes se sentent exclues ou manipulées par un pouvoir informel de coulisses* ». Une autre personne poursuit: « *Moi, je l'ai vécu avec un autre groupe. Il y avait trois personnes qui se ramassaient dans le même appartement. Moi, je n'ai rien contre, parce que c'est enrichissant, sauf que le problème c'est quand on revient dans le groupe. Il y a un décalage avec les personnes qui n'ont pas partagé ces moments-là. Donc moi, à ce moment-là, je me sentais exclu. Mais je l'ai dit et les choses se sont arrangées parce que c'était à moi aussi à relativiser les choses* ». Effectivement, les discussions de coulisses peuvent aider les gens à cheminer dans leurs réflexions et à préciser leurs idées: « *Quand tu parles en antichambre, tu vas confronter avec quelqu'un des choses et de là va ressortir une pré-réflexion ... Pour aussi ne pas vomir uniquement ton émotif, mais pouvoir être capable d'être précis ensuite dans ce que tu dis collectivement* ». Une autre ajoute: « *Toutes ces combinaisons en sous-groupes au sein de Liberteerrie enrichissent la vie en somme. Disons que je commère, parce que le commérage c'est essentiel, ça a été dénigré parce que ça a été attribué plus aux femmes. C'est le ciment des relations humaines* ».

Il y a aussi le risque de tensions associées à des conflits interpersonnels. Par exemple, des relations amicales entre deux personnes de sexe différent peuvent devenir le sujet de rumeurs non appréciées.

Malgré une certaine volonté de vivre des rapports amoureux libertins, la jalousie, les conflits d'amoureux-ses sont parfois inévitables. De là, la cohérence entre les idées sur les rapports amoureux et amicaux et leur mise en pratique semble parfois plus ou moins claire.

Malgré ces difficultés, touTEs les membres pensent que les affinités personnelles fortes et tout ce qui leur est associé sont essentielles à la lutte. Les moments d'humour et de rires servent d'exutoire: « *Il y avait beaucoup de blagues, beaucoup qui passait par l'humour en fait, beaucoup de stress, beaucoup de colère, beaucoup d'amour aussi qui passait par l'humour. Comme mode de communication, c'est très positif* ». Dans le même ordre d'idées: « *Et puis à chaque manif, on se retrouve après pour relaxer dans un bar. Tu peux jouer au babyfoot, tu te défoules* ». Et peut-être l'impact le plus important, se donner le courage de continuer la lutte: « *Puis le fait d'entretenir ces relations permet à l'activisme de continuer et de ne pas se brûler car, outre l'horreur qui motive le début, la conscientisation, c'est le milieu dans lequel tu vas te retrouver qui va décider de si tu continues ou si tu fuis* ».

La contrainte du temps

Bâtir des amitiés solides, déconstruire les rapports hiérarchisés, se découvrir, cela prend du temps. Arriver à un réel consensus suppose de se connaître et de se faire confiance. Partager les savoirs et les habilités suppose de prendre le temps de les transmettre par la formation. Apprendre à se re-connaître et à se comprendre suppose aussi de prendre le temps de dialoguer. Mais notre société du « toujours plus vite », de l'épuisement, de la course « boulot-bouffe-devoirs-dodo » rend difficile cette temporalité. Cela constitue pour les militantEs un défis très important, voire central.

Les rapports à l'espace-temps peuvent aussi varier selon les personnes et leurs identités sociales. Ceux et celles qui ont plus de temps disponible sont souvent celles et ceux qui ont accès à plus de ressources — des emplois mieux rémunérés, des heures flexibles, des tâches moins aliénantes, un contrôle sur leur horaire. Ou bien, ce sont ceux ou celles qui n'ont pas de responsabilités familiales et qui peuvent se permettre de participer à des réunions régulièrement en soirée ou les fin de semaines. Cette disponibilité amène ces militantEs à prendre davantage de tâches et, par leur maîtrise des contenus et des processus, illes peuvent facilement se retrouver avec plus d'influence dans le groupe.

Conclusion 1:

Des remises en question qui traversent la pratique

À l'été 2006, Liberte terre est en phase de démobilisation. Des sentiments de frustration, d'exclusion, d'épuisement, de découragement, de démotivation, de débordement abondent.

Les conséquences de cet état d'esprit sont multiples, à l'interne et à l'externe. Il y a peu de nouvelles implications, les membres du groupe ont tendance à se désinvestir, à consacrer moins de temps aux tâches, aux débats et aux échanges d'idées. Il y a de moins en moins de réunions, un manque de références communes et certainEs remarquent un manque d'écoute. Les activités ludiques collectives hors réunions se font de plus en plus rares; les rapports entre militantEs ressemblent plus à des relations professionnelles militantes qu'à des rapports affinitaires: « on a l'impression de mal se connaître ». Tout cela nuit à la capacité du groupe à avoir un réel impact sur les enjeux qui les préoccupent. Enfin, cela conduit à un cercle vicieux puisque la perception extérieure vient renforcer le fait que Liberte terre stagne.

Les raisons qui expliquent cet état des choses sont extrêmement complexes (et il est difficile de démêler les causes des conséquences). Certaines causes peuvent être contrôlées, d'autres pas. Les différends d'opinion sur les stratégies à privilégier (action directe d'opposition versus éducation/sensibilisation) et sur les rapports avec les groupes des courants dominants ont certainement un rôle à jouer. Ces désaccords semblent être fondamentaux et sont liés à la base affinitaire.

Désaccords sur les stratégies

Pour quelques membres, la décision de ne plus faire d'actions directes d'opposition, au profit de la campagne d'éducation populaire, aurait contribué à leur démotivation. CertainEs se sentent déconnectéEs du « terrain », ne se retrouvent pas dans les

activités d'éducation organisées par le groupe et considèrent même qu'il s'agit d'une erreur stratégique.

Au début, le groupe tenait à cœur aux gens, les gens s'investissaient, on faisait de l'action. Mais après, c'est devenu un projet secondaire dans le sens où ça demandait un peu moins de temps, puis émotivement c'était moins interpellant, donc moins motivant et les gens se sont écartés un peu. Et mon sentiment à moi, c'est que justement ce changement là a nui à l'énergie de Liberte terre.

Je pense que le fait de faire des actions ensemble, ça te relie plus intimement que de faire des réunions, c'est fort, il y a une complicité. Parce qu'ici on se connaît, on se respecte tous, mais il manque la complicité dans l'action ou dans d'autres choses...

Souvent, j'étais vraiment impressionné par certains groupes radicaux, verts, comme en France par exemple, le monde appelait ça des guerrillas vertes. Enfin tout ça, c'était peut-être un rêve, mais moi je voyais Liberte terre un peu comme ça. On a fait des actions très concrètes, où on a ciblé vraiment les responsables, mais finalement ensuite, ça ne s'est pas vraiment poursuivi.

Dans le groupe, il y a des gens qui n'ont pas le temps ou d'autres qui ont peur. Mais pour moi, on est en guerre, on n'est pas en paix. Si on veut les démolir, il y aura des victimes, mais ce sont que des égratignures (...) Nous sommes des rongeurs qui rongent partout le système à la racine, et à un moment donné le système va s'effondrer parce que tout est rongé partout. C'est ça qu'il faut faire parce qu'on ne pourra pas faire une grosse révolution avec plan de monde, du jour au lendemain. Il faut le faire à petite échelle, une petite guérilla parce qu'il n'est pas possible d'aller dans une guerre ouverte (...) Pour notre survie, il faut saboter. Il faut défier les lois, par affinité, toucher des points. Il faut désobéir, ne pas respecter leur légalité. Quand Liberte terre a arrêté de faire des actions, la question des tactiques est

tombée un peu ».

Mais d'autres croient que la stratégie d'éducation populaire est centrale, et qu'il faut tenir compte, dans la planification stratégique, des énergies de chacunEs et de la difficulté du contexte: « *On fait de l'éducation populaire, mais, selon certainEs, ce n'est pas assez. Mais ça c'est toujours dans une vision productiviste. Je tends aussi de plus en plus à être anti-spéciste et anti-productiviste, et j'essaie de l'appliquer. De dire qu'on n'en fait jamais assez, qu'il faut que ça bouge maintenant, ça reste une pensée capitaliste, de rendement, d'excellence et de performance, mais libertaire et anarchiste. Finalement c'est la même chose... »*

Pour ces personnes, l'éducation populaire doit aussi être considérée comme une action directe à part entière. « *Pour moi, la notion d'action directe est liée à ce que l'on veut toucher. Si ce que l'on veut toucher c'est le groupe réfo, ben l'action directe, c'est d'aller voir le groupe réfo et de lui parler. Mais ça semblait pas cadrer avec une autre définition de l'action directe qui existait aussi dans le groupe. »*

Comment faire tenir le groupe d'affinités si on n'est pas d'accord sur les stratégies et les alliances à former? Aussi, y aurait-il moins d'affinités personnelles dans le groupe?

Manque d'investissement personnel et éparpillement de l'engagement

D'autres causes (ou conséquences?) de cet état des choses sont identifiées : les choix individuels de s'impliquer ailleurs, le manque d'écoute et de temps pris pour atteindre un consensus, la perception d'un climat de manque de confiance (versus un climat de tolérance et d'ouverture permettant à chacunE d'être autonome dans son action), le manque de maturité au niveau des relations humaines (importance de l'introspection, être capable de prendre les critiques et de les assumer), le non suivi des dossiers (éparpillement, confusion), le travail dans l'urgence, le manque de plan d'action clair (impression de tourner en

rond, on passe trop de temps à réparer colmater la brèche pas de buts à long-terme): « *Je trouve qu'on a passé pas mal de temps à réparer des pots cassés avant, à tourner en rond, surtout dans la dernière année, à ne pas trop savoir, je me reconnais beaucoup dans cette partie-là, ce n'est pas de la mauvaise volonté, mais ce n'est peut-être pas explicite les attentes qu'on a. Quelqu'un d'autre ajoute: « Je trouve qu'on a fait des choses, mais ça n'avait pas de but, ça allait un peu n'importe comment, un peu décousu... on n'avait pas de buts à long terme... On n'a pas pris le temps de décider ce qu'on voulait que ce soit notre but à long terme. On a des grands buts, genre la révolution mais... »*

Présentement à Liberterre, il n'existe pas de mécanismes explicites pour fonctionner en collectif (gestion des conflits, communication, déconstruction des rapports de pouvoir) et peu de discussions sur le fonctionnement. En même temps, peu de débats et de discussions sur les idées sont réellement menés et certainEs ont au contraire l'impression de perdre trop de temps en gestion de problèmes.

Il semblerait que pendant les premières années d'existence, les membres étaient toutEs d'accord sur les stratégies et la question des alliances avec les groupes réformistes n'était pas encore un enjeu (enjeu qui survient suite au retrait de la Coalition SOS Levasseur). Il y avait, à ce moment-là, un souci explicite d'assurer un fonctionnement qui permettait la rotation des tâches et le consensus. Le consensus et l'autogestion ne sont-ils possibles qu'en cas d'accord sur les éléments de fond (une base d'affinités forte)? Le vécu commun, les origines communes sont-ils des éléments-clés pour fonder les affinités? Que faire quand la base d'affinités s'effrite? Qui s'en va? Les identités sociales des personnes impliquées ont-elles un rôle à jouer? Faut-il construire un groupe homogène pour qu'il fonctionne bien? Comment énoncer des critiques sans blesser les gens? Comment prendre le risque de critiquer lorsqu'on est par ailleurs en position de privilège ?

Raisons des départs et raisons pour poursuivre...

En février 2008, nous demandons aux membres de Liberteerre ayant participé à la monographie d'exposer les raisons de leur départ ou de leur désinvestissement.

Un départ de Liberteerre un peu comme une rupture : ce n'est pas qu'on s'aime pas, mais ça ne marchera pas.

Je n'ai pas vraiment changé d'idée, je ne sais pas si j'ai changé d'approche tant que ça, mais je suis allée rejoindre des lieux qui me semblaient propices à prendre le temps, parce que je suis convaincue que ça va plus vite.

À SOS Levasseur, depuis 5 ans, on veut forcer l'État à accorder au territoire le statut d'aire protégée. On écorche la consommation et le capital, évitant tant bien que mal de blâmer les travailleurs, mais sans vraiment remettre en question la légitimité de l'État. On fait la démonstration de sa mauvaise volonté en matière de protection et de son parti pris évident pour l'exploitation...on soulève des questions.

Mais surtout, c'est l'ouvrage collectif d'une logistique d'intention contre-hiérarchique pour arriver à nos fins, des études terrain reconnues, qui aura un impact de changement profond au moins sur les dizaines de personnes qui y ont participé je crois. La protection comme telle ne sera pas révolutionnaire, mais elle sera et c'est déjà ça pour tout ce qui y vit...

Mon salariat se vit dans un groupe écologiste, pour y apprendre sur les initiatives actuelles, les usages et les luttes. Tranquillement, j'aspire à ce qu'on y tricote une démocratie directe vivante et pourquoi pas au moins un consensus sur la décroissance ?

Et finalement, j'œuvre à la construction d'écoféminismes avec des comparses inspirantes ; j'y trouve un espace féministe qui me manquait de plus en plus dans la pratique à Liberteerre...qui renaît de ses braises à mon grand et contemplatif plaisir.

★★★

Je ne dirais pas que j'ai quitté Liberteerre à proprement parler, avant que je quitte Montréal l'été dernier et prenne la route. Seulement, Liberteerre ne vivait plus vraiment. À l'été 2006, le groupe s'est un peu éclaté, la plupart des membres, y compris moi, ont mis leur énergie ailleurs, les priorités pour chacunEs ont évolué, et il n'y avait plus de consensus sur la ligne d'actions à prendre, les objectifs du collectif, etc.

Pour ma part, j'ai pris du temps pour moi, à réfléchir mes envies et besoins. Je suis allée explorer d'autres formes de militantisme (la recherche, par exemple) et tâcher de comprendre le marasme politique montréalais, ce que je n'ai pas la prétention d'avoir réussi... Et puis je n'ai plus envie d'être dans la réaction à des événements et situations qu'on m'impose (congrès, sommets et machins comme ça), mais plutôt d'être pro-active dans la construction d'espaces où puissent se vivre nos idéaux maintenant, de mettre en place des mécanismes et des rapports de force qui protègent ces espaces des normes aliénantes et violentes du patriarcat et du capitalisme.

Reste que la mode de l'écologie ne va qu'en grandissant. Ça fait partie des promesses électorales, toutes les grandes multinationales ont des lignes écolo, Greenpeace en mouille peut-être ses bobettes, mais moi j'en chie.... Alors vive Liberteerre, surtout si le collectif poursuit le travail de réflexion radicale mis de l'avant il y a quelques années et qu'il continue de déranger et de provoquer ceux qui lèchent le gouvernement, ceux qui embrassent les arbres pour les sauver et ceux qui pensent répandre le bien parce qu'ils sont habillés en noir.

★★★

Pour ce qui est des raisons du départ, puisque c'est ce dont il est question, je ne sens pas que j'ai quoi que ce soit à rajouter. De plus, le 'Liberterre' d'aujourd'hui est un groupe de femmes non-mixte, et je ne suis donc plus concerné - voire exclu - à rajouter quelque chose.

Pour moi, lutter contre le sexisme, ça implique de ne pas discriminer sur la base du sexe, et sur cette base, je dois dire que je ne me sens plus à l'aise à avoir à faire avec Liberterre, même en mémoire. Nous sommes maintenant très distants au point de vue politique, et je sens que toute contribution de ma part serait maintenant polémique, ce que je veux éviter, puisque ce ne serait pas très réfléchis.

★★★

Je n'ai pas pris la décision de quitter Liberterre, je me suis seulement impliquée ailleurs parce qu'à Liberterre on n'avait plus vraiment de projets. Tant mieux si le groupe continue et que des projets fonctionnent.

J'ai été surprise de lire que Liberterre est devenu un groupe non-mixte. Je crois que j'en ai manqué des bouts.

★★★

D'abord, je veux préciser que lorsque j'avais annoncé mon départ, c'était juste temporaire.

On est rendu, aujourd'hui et je n'ai pas retrouvé le temps ni la motivation dans ce que fait actuellement Liberterre.

Je ne sais pas si l'information est fiable, mais j'ai entendu dire que les gens de sexe masculin n'ont plus le droit de militer dans Liberterre. Si cela est le cas, la possibilité de retour vient d'être mise dans un cercueil.

Pour les raisons, je vais maintenir ce que j'avais dit lors de la réunion de mon départ. La principale était celle de ne plus retrouver des affinités avec une partie des gens qui composaient Liberterre à ce moment-là.

Il y a aussi l'épineuse question de ramper devant les organisations gouvernementales et paragouvernementales pour du financement ou pour travailler avec des groupes réfo et des ONG qui à mon avis, ne sont que des agents de leurs gouvernements respectifs, et sont donc de véritables obstacles à la libération des peuples du monde entier.

L'insistance de certaines personnes de vouloir jeter des principes fondamentaux libertaires dans la poubelle de la facilité pour implanter un autoritarisme mal camouflé est une autre raison de mon départ temporaire.

On a beau dire que l'information, l'éducation, les conférences sont de l'action directe, mais tout cela ne remplace pas une manif, une récupération des espaces, le sabotage, etc.

Peu de gens partageaient cette ligne de pensée et rester dans Liberterre pour argumenter, ce n'était pas la meilleure idée dans les circonstances. Je sentais qu'une partie des gens ne voulait plus se battre et s'installait tout doucement dans le confortabilisme et le conformisme.

Conclusion 2 : Impacts et retombées de Liberterre

« Le fait qu'on mette beaucoup en question, le linéaire, la notion de progrès, moi je suis d'avis que si on a une vision plus cyclique de la vie, ben c'est normal qu'on se ramasse un peu à tourner en rond. Mais ce n'est pas négatif de tourner en rond! On revient au point où on a grandi, on revient au même point, mais pas de la même façon, pas dans le même état. Donc l'analyse des résultats, ou que c'est pas des revendications, n'est vraiment pas la même. Le résultat est moins tangible ».

Il est difficile d'évaluer les impacts d'un groupe comme Liberterre. En réalité, l'image de la spirale est peut-être celle qui nous permettrait le mieux de comprendre les impacts de Liberterre dans les sphères expérientielles (c'est-à-dire sur les personnes), intersubjectives (c'est-à-dire entre les personnes au sein du groupe et dans la mouvance anarchiste), organisationnelles (c'est-à-dire dans les structures institutionnelles de la société) et représentationnelles (c'est-à-dire dans les médias, la culture, l'éducation). Le cheminement n'est pas linéaire. Il s'agit plutôt de transformations individuelles et interpersonnelles, de tensions, de contradictions qui se bousculent, s'entremêlent, qui, avec le temps et surtout, la contagion, amènent plus de personnes, plus de groupes, à choisir la liberté, la solidarité, l'autonomie. La création de nouvelles organisations, la transformation des institutions existantes et les nouvelles représentations, le nouvel imaginaire, se bâtissent un jour à la fois.

Un grain de sable parmi d'autres dans le rouage du système capitaliste

Les impacts sur les sphères organisationnelles et représentationnelles sont assez difficiles à identifier. Quels sont les impacts sur les structures et les institutions, sur le discours, l'information, les symboles qui circulent?

« Ce n'est pas un groupe tout seul qui va transformer radicalement des structures bien emracinées ». En effet, les actions de Liberterre

ne peuvent, à elles seules, stopper la machine capitaliste destructrice de la planète. Par contre, le groupe fait partie d'un mouvement plus large composé de centaines de groupes antiautoritaires qui agissent ici et là, sur différents enjeux. Les monographies en cours permettront sans doute de mettre en évidence d'autres influences/impacts propres au mouvement.

Cependant, nous pouvons identifier quelques impacts plus ou moins directement liés aux activités de Liberterre. Par exemple, pour les membres du groupe, le fait que les Procureurs de la couronne, par exemple, savent que Liberterre existe, constitue à certains égards un impact, si petit soit-il: *« A force de passer en Cour, ils ne sont pas tous caves, les gens qui sont là, il y en a qui ont des bonnes valeurs, puis tranquillement pas vite, voir des jeunes se tenir debout et avoir une cohérence et ne pas vouloir compromettre leur truc pour éviter d'avoir une amende... A force, je pense que ça a un impact sur les institutions, si tous les groupes agissent de même ».*

Illes notent aussi que les groupes réformistes respectent le travail mené par Liberterre: *« on est parlables, abordables, il est possible d'échanger avec Liberterre contrairement à d'autres groupes anarchistes ».*

On est toujours ravie de s'asseoir à la même table que d'autres groupes lors d'ateliers ou de conférences, de groupes mainstream, parce que ça nous donne la chance d'apporter des idées plus radicales et de confronter les discours. On l'a fait quelques fois. C'est vraiment chouette. Des fois, dans des ateliers, il y avait des syndicalistes

forestiers qui se levaient dans la salle et qui disaient : « ah ben je suis plus anarchiste que je pensais! ». Ils ne savaient juste pas ce que c'était que l'anarchisme. C'était génial, c'était écœurant. Puis aussi par la présence qu'on apporte, nos publications, nos analyses radicales. Apporter cette réflexion au plus de gens possible...

Ainsi, pour les militantEs, Liberte terre a aussi influencé le discours et les actions d'autres groupes réformistes et de certaines personnes, entre autre au CEGEP du Vieux Montréal (de petits comités écologistes se sont créés). Les ateliers ont pour cela été d'une grande importance car ils ont lancé chez d'autres des réflexions écologistes plus radicales (entre autre sur la politisation de l'espace et du temps). « *On a une influence plus importante que ce qui apparaît. Nos analyses originales ont produit des réflexions, des travaux dont on a discuté dans nos cours avec nos profs qui eux, après, en rediscutent à leur classe. Comme ça je me dis qu'on a eu un impact. Nos idées circulent. Nos conférences ont influencé du monde. Nos ateliers aussi ont changé des pratiques. Et pourquoi, parce que je suis « nous », je suis pas toute seule, et ces idées, on les a pas juste partagées, on les a travaillées ensemble. Donc j'ai une confiance pour dire les choses que je pense.* »

Par contre, il arrive que Liberte terre soit accusé de ne pas réussir à rendre accessible et compréhensible son message, et cela est aussi identifié comme une limite pour les membres du groupe.

Notre analyse elle est ultra-pertinente et elle n'a pas l'impact qu'elle devrait avoir, pour plein de raisons.

Oui on manque de temps pour la diffuser comme on voudrait.

Des fois, il y a aussi le vocabulaire..., comme écrire comme titre « la hache dans l'État ». Parce qu'il y a la contradiction de vouloir dire la vraie affaire que je pense, mais si la personne elle lit la vraie affaire que je pense peut-être qu'elle va freaker, donc elle ne va pas lire le reste de

l'article... donc qu'est-ce qu'on dit, qu'est-ce qu'on ne dit pas, est-ce qu'on peut trouver une autre façon de le dire pour que ça veuille dire la même affaire...

Impacts forts sur les sphères personnelles et interpersonnelles

En réalité, pour les membres du groupe, les transformations dans la sphère personnelle sont plus importantes et affectent toutes les autres sphères. Il s'agit des expériences personnelles des militantEs au sein de contextes spécifiques situables – par exemple, dans leur groupe militant, à l'école, dans le milieu du travail, dans le quartier — face au fait d'être définiEs/de se définir comme différentEs, d'être identifiéEs /de s'identifier à une catégorie particulière. La sphère personnelle est très liée à la sphère interpersonnelle, dans laquelle les actions et pratiques se jouent en relation, entre autres, avec d'autres militantEs: « *Je pense que des fois, c'est pas Liberte terre qui a un impact sur les choses, c'est Liberte terre qui a un impact sur nous-mêmes, on interagit et on change en étant autogéré. Donc je pense que ça a un impact sur nous individuellement et nous individuellement, on a un impact sur plein de choses, sur les autres réseaux, les autres cercles, parce qu'on n'a pas tous le même réseau à l'extérieur* ».

Je n'ai pas le temps d'être dans Liberte terre, mais je le crée le temps parce que c'est mon havre de santé mentale. Je ne viens pas ici pour fuir quoique ce soit, je viens pour chercher de l'espoir. Je m'auto-crée l'espoir, parce que j'ai l'impression que ce que je fais a du sens, même si des fois on donne des coups d'épée dans l'eau, très souvent même si ça a pas les impacts visuels, directs, évidents qu'on voudrait... Je ne veux pas être extravagante, mais à un moment donné, j'ai fait une tentative de suicide, puis j'ai vraiment fait le choix de rester en vie... Jusque-là avec ce qu'on a sur la Terre, on pourrait faire 10 millions de fois mieux et se faire beaucoup plus de bien. ... Être avec du monde qui croit que c'est possible... En étant dans Liberte terre, en

rencontrant plein de gens, ça m'a permis de voir d'autres façons d'être et d'arriver aux mêmes conclusions que moi, donc ça me rassure... dans Libterre et dans la CLAC et dans d'autres groupes, dans cette communauté-là, je sens que oui, j'appartiens à l'espèce humaine, je ne suis pas un zigotto externe qui a des idées farfelues. Ça m'aide à tenir tête à l'insanité de la vie actuelle telle qu'elle est. ... Libterre ça me rappelle qu'il y a d'autres êtres humains qui rament dans le bon sens, pour améliorer les choses et qui réfléchissent à qu'est-ce que c'est ce malleur là. ... Ça m'apporte beaucoup, beaucoup d'espoir. Il y a aussi la solidarité, le fait qu'on fait du travail en commun. On fait des réflexions

collectives comme il ne s'en ferait pas ailleurs, vraiment, dans le monde ordinaire... C'est rare que les gens se valorisent autant les uns les autres. T'es pas tout seul. ... aussi j'ai beaucoup plus confiance en moi, parce que je sais que j'ai un petit havre où je suis normale, donc quand je sors ailleurs, je vis mieux...

Je rajouterai que je pense que pour moi, vu que je suis anarchiste, de militer c'est un peu comme mon mode de vie... Je pense que même si les résultats ils ne sont pas aussi satisfaisants qu'on le voudrait et qu'on a l'impression qu'on est tout petit contre super gros, au moins ça fait du bien de savoir qu'on est en gang, puis qu'on essaye de faire quelque chose, que ce soit dans Libterre ou dans d'autres groupes... Je pense qu'à cause de l'autogestion probablement, ça nous aide à prendre notre place justement. Une personne comme moi, par exemple, qui prenait pas du tout sa place et qui était super gênée à parler à l'école... Maintenant, je ne me ferme plus la gueule. Être dans un groupe autogéré, ça aide tranquillement à prendre sa place... Ça peut redonner la confiance personnelle, que « oui je veux quelque chose » et « mon opinion

Les anarchistes, dans le fond, on doit être les personnes qui ont le plus d'espoir, parce que c'est tellement loin l'anarchie, l'idéal est tellement loin de ce qu'il y a dans la vie de tous les jours, faut en avoir en hostie de l'espoir pour continuer à lutter et penser qu'on peut arriver à un changement de fond.

Moi je suis une personne groundée dans le sol, dans mon environnement... Ça va chercher beaucoup dans ton identité. Toute cette sensibilité-là, corporelle et émotive et mentale, je la trouve beaucoup à Libterre, dans les gens et dans l'analyse.

est importante », que « je suis capable de faire des choses »... Il y a plein de monde... quelqu'un qui n'est pas militant, il pense pas qu'il est capable d'écrire un article de journal, mais quand t'es dans le milieu militant, tu peux en écrire un, le monde va être content que tu l'aies écrit et que tu aies fait du travail. Donc c'est valorisant, parce que tes talents, tu peux les développer, ça permet de réaliser bien des choses qu'on n'aurait pas le droit de réaliser sinon. ... J'apprends à sentir que tu as une valeur.

J'ai vécu plusieurs expériences... et je suis rendue à l'anarchisme libertaire. Puis c'est là que j'ai acquis beaucoup de confiance, parce que vous ne voudrez pas me croire, mais quand j'avais 17 ans, quand il y avait de la visite chez nous, je me cachais dans la garde-robe. C'est assez impressionnant. Je suis beaucoup moins timide qu'avant, même que maintenant, des fois, je prends trop de place. Mais c'est des énormes pas que j'ai faits. Et c'est sûr que j'ai été épaulé, encouragé par du monde autour de moi qui sont vraiment extraordinaires. ... Je suis arrivé au point où j'ai été invité à une conférence

et j'y suis allé. J'étais traumatisé au début, je tremblais comme une feuille et ça s'est quand même bien passé. J'aurais jamais pensé pouvoir faire ça un jour, parler en public... Malgré toutes les difficultés que j'ai pu passer aussi, j'ai eu des moments difficiles aussi d'emprisonnement, mais j'ai jamais regretté ce que j'ai fait. Mais ça laisse des marques dans ta vie, ça laisse des traces, ça te ralentit dans certaines choses, des actions, quand t'es sous conditions, ben là... C'est ça que je trouve effrayant dans le système, c'est que t'es marqué et chaque pas que tu fais, il faut que tu fasses attention parce que ça s'alourdit à chaque fois, les mouvements, t'es en liberté conditionnelle tout le temps...

L'année passée, j'ai eu un moment super creux pendant la grève où j'ai eu pour la première fois de ma vie des idées suicidaires. Puis je me suis remise sur pied dans les heures et jours qui ont suivi. Un truc qui a fait «bon on continue», ça a été de repenser à Liberteerre. Je retrouve ici la pensée, l'analyse, le type d'actions, le type de moyens, même si c'est pas unanime tout ce qu'on pense, mais ce que je retrouve à Liberteerre, je me reconnais 100 % là-dedans ou à peu près. Ça m'a juste fait du bien... Parce qu'il y a une façon de penser, de faire les choses, d'être avec les personnes qui me font du bien et me rattache à un certain espoir. Même si j'en ai beaucoup contre l'espoir, au moins continuer avec un espoir absurde de continuer dans la vie. Il doit rester un très fond de moi où il y a de l'espoir parce que si je fais ce que je fais, c'est parce que je dois y croire un peu qu'on va se sortir d'un système pour aller vers un autre. Ça me donne envie de continuer à marcher. ... de me construire en tant que personne et de modifier mes rapports aux autres personnes, ça redéfinit mieux ce que je désirais, ce que je voulais, ce que je pense, ce dont j'ai besoin... Donc Liberteerre, c'est toute une affirmation de qui je suis, de ce que je veux. Ça m'a permis, comme je suis plus posée, de savoir qui je suis, ce qui me permet d'être plus tolérante et de mieux approcher les gens qui pensent tout le contraire de moi, parce que t'as pas peur qu'ils t'ébranlent et te crissent à terre. T'es capable d'aller confronter et de te sentir solide et de ne pas être en réaction et super violente. Liberteerre, c'est quand même tout ça.

Je ne répèterai pas ce que tout le monde a dit, je m'y rallie ... L'impact sur moi, ça me donne envie de continuer... ça m'a vraiment redonné confiance de la pertinence de l'analyse éco-radical.... Tout le monde savait que j'étais dans Liberteerre, c'est rough, tout le monde sait, ce qui est ni positif ni négatif. Mais c'est une hostie d'étiquette à porter! Mais qui en même temps m'a ramené à l'ordre, de « oui c'est vrai je suis libertaire », il faut que je fasse attention, il faut pas non plus que j'oublie l'importance de ces gens-là qui m'ont nourri et qui sont pertinents... J'ai appris vraiment gros de tout le monde, de chaque personne...

En somme, plusieurs impacts dans les sphères personnelles et interpersonnelles sont ici identifiés par les militantEs: avoir une meilleure estime de soi, avoir une bouée de sauvetage, se sentir moins isolée dans ses idées, nourrir de l'espoir, trouver un sens à sa vie, avoir plus de facilité à prendre la parole, à prendre sa place, à sortir de sa timidité, faire des apprentissages, pratiquer des rapports différents, non-hiérarchisés, etc.

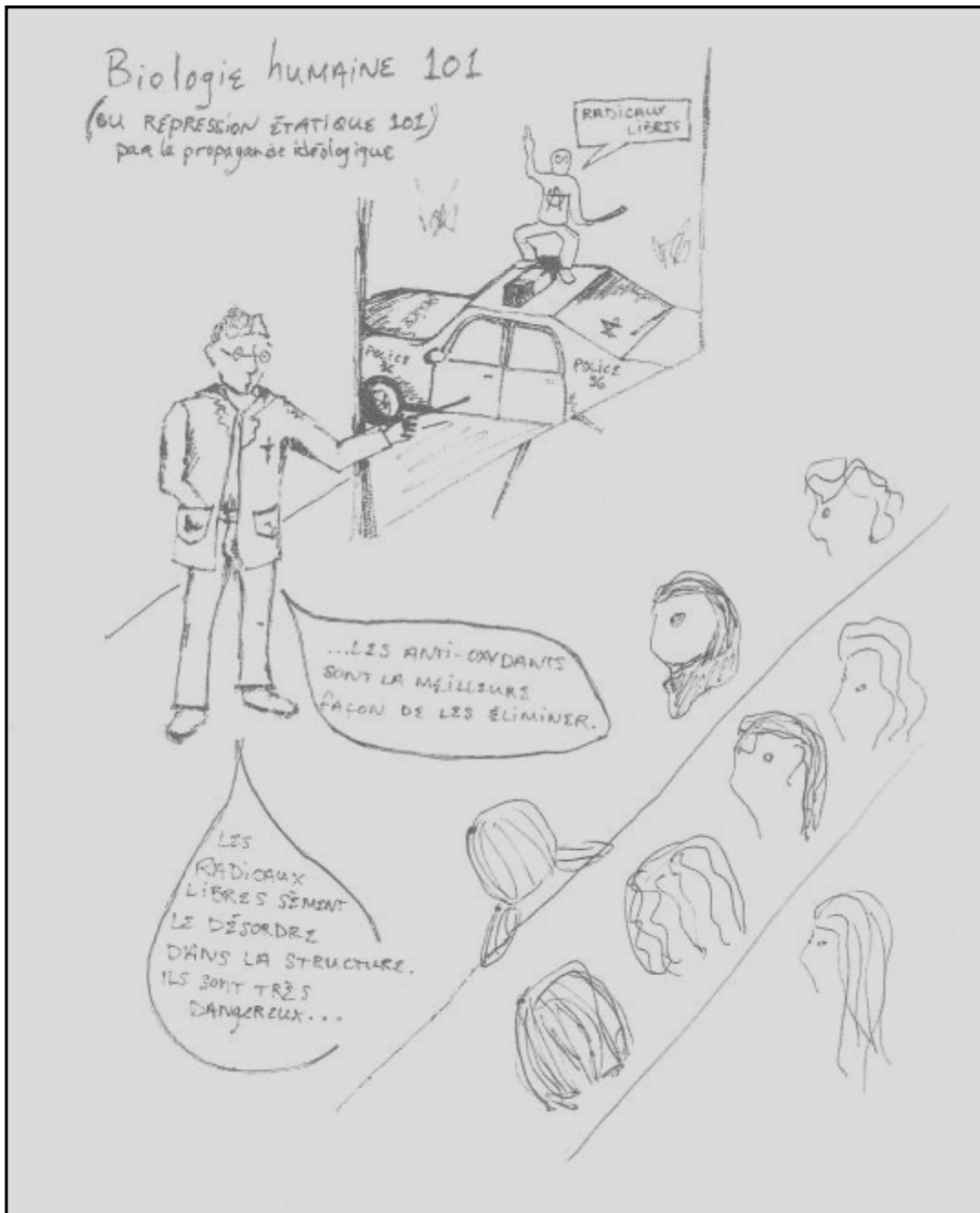
Enfin, ces impacts vont au-delà des dynamiques au sein du groupe immédiat. En étant une personne en transformation, habituée à s'auto-organiser, on touche aussi le vécu des personnes autour d'elle, que ce soit la famille, les voisinEs, les amiEs, etc.

Je suis convaincue que chacune, chacun de nous est un élément très anarchisant dans son milieu. Puis le fait qu'on se réunisse nous renforce et nous rend meilleurEs et plus anarchisantEs dans nos milieux. Je ne pense pas que ce soit une stratégie consciente, mais c'est une dynamique qui s'engage quand même.

Je trouve que ça a beaucoup d'impacts, c'est d'une personne à une personne, et ensuite ça déboule tout seul. Donc du moment où j'ai passé l'exemple à une personne, ou qu'un groupe va avoir un peu plus des pratiques autogestionnaires parce que je suis dedans, moi je sens que j'ai fait beaucoup...

J'en parle beaucoup autour de moi, de Liberteerre, des manières dont on fonctionne et des raisons pour lesquelles on fonctionne comme ça... A force d'en parler et aussi de l'appliquer chez nous, surtout quand on fait des actions, je pense que ça a un impact autour de nous, à la longue, qui n'est pas un impact sur d'autres groupes, mais un impact sur des individus, qui leur fait voir des manières différentes de faire les choses. A l'extérieur du réseau libertaire, tranquillement pas vite, je pense qu'il y a du monde qu'on rejoint...

Les ateliers de Liberteerre, ça a peut-être pas un impact sur 28 millions de personnes, mais sur quelques personnes. Si y a dix personnes qui sortent avec une nouvelle idée, et là ils le disent à leurs voisins, ou amis, ou familles, ou à n'importe qui, et ils en convainquent deux... Ça fait un peu de chemin et tranquillement...



Référents et groupes alliés de Liberteerre

Sites Internet

www.sabotage.org

www.earthliberationfront.com

www.melbourne.indymedia.org/, section « ecology »

www.spiritoffreedom.org.uk (sur les éco-prisonniers-nières)

www.freefreenow.org (site à propos de Jeffrey « free » Luers, qui, à l'âge de 22 ans s'est vu imposer une peine de 23 ans de prison pour avoir brûlé 3 VUS).

<http://www.peta.org/> (people for the ethical treatment of animals)

<http://www.gan.ca/home.en.html> (Global Action Network, droits des animaux)

www.permacultureactivist.net

www.permearth.org

www.antipub.net.

Ouvrages références

Bookchin, Murray. Divers ouvrages

Bouchard, Gilles et Lebel, Laurent. *La forêt au cœur de mon apprentissage*. Sainte-Foy, Bibliothèque nationale du Québec, 2000.

D'Adamo, Peter J.. *4 groupes sanguins, 4 modes de vie* [Texte imprimé] / Dr Peter J. D'Adamo, avec la collab. de Catherine Whitney ; trad. de l'américain par Anne Lavéline, 2002.

D'Eaubonne, Françoise. « Que pourrait-être une société éco-féministe? », dans *Liberté, égalité et les femmes*, 2000 En ligne : <http://www.geocities.com/jpaisain/QuePourrait.htm>.

Galimberti, Marina. « Écoféminisme : Utopie ou nécessité? Les Pénélopes », (non daté). En ligne : http://www.penelopes.org/xartide.php3?id_article=1556.

Mies, Maria & Vandana, Shiva. *Écoféminisme*, Éditions l'Harmattan, 1998

Singer, Peter. *Questions d'éthique pratique*. Bayard Éditions, 1997. (sur le végétariannisme)

Québec, *Commission d'étude sur la gestion de la forêt publique québécoise* (Commission Coulombe), décembre 2004, <http://www.commission-foret.qc.ca>.

Collectifs alliés

[Earthfirst ! Montréal \(La Terre d'Abord\)](#)

[Earthfirst ! International](#)

[Anarchism in Action - meilleur site pratique](#)

[Convergence des luttes anti-capitalistes \(CLAC\)](#)

[Archives anarchistes \(accès gratuit à TOUS les textes\)](#)

[Collectif les Lucioles \(films engagés\)](#)

[Rebelles Sans Frontières](#)

[Friends of the Earth \(FOE\)](#)

[Greenpeace](#)

[Earth liberation front \(ELF\)](#)

[Direct action network \(DAN\)](#)

[Centre des Médias Alternatifs \(CMAQ\)](#)

[Federation Nord-Est des Anarcho-Communistes \(NEFAC\)](#)

Groupes membres de SOS Levasseur (SOS Levasseur)

La Terre D'Abord : <http://www.laterredabord.org/>

Les AmiEs de la Terre Québec : <http://www.atquebec.org/qui.htm>

Greenpeace Canada : <http://www.greenpeace.org/canada/>

L'action radicale pour le bien des rivières et de l'environnement : <http://www.arbre3p.com/>

Aux arbres citoyens : <http://www.auxarbrescitoyens.com/index.php>

Canadian Parks and Wilderness Society : http://snapqc.org/index_en.html

Nature Québec/UQCN (Union québécoise pour la conservation de la nature) : <http://www.naturequebec.org/pages/accueil.asp>

L'ABAT : <http://www.actionboreale.qc.ca/>

Sources utilisées pour la monographie

Détails sur la méthodologie utilisée pour la monographie:

6 entretiens individuelles enregistrées et retranscrites au mois de juin 2006 (suivies d'une validation individuelle du contenu à partir d'un résumé lors d'une seconde rencontre enregistrée également) et une entrevue individuelle à laquelle se sont ajoutées des questions informatives sur le groupe.

Focus-group 1 animé par Anna Kruzynski le 8 juillet 2006 (5 participantEs) : discussion animée à partir d'un premier tableau sur les défis et contradictions de l'autogestion, dégagés à partir de l'analyse des entretiens individuelles.

Focus-group 2 animé par Amandine Guilbert le 9 juillet 2006 (5 participantEs) : discussion animée autour de trois questions portant sur la sphère organisationnelle qui n'ont pas été posées en entretiens individuelles

- ★ Comment peut-on promouvoir l'abolition de l'État dans un contexte de droite néolibérale qui veut démanteler le système public, privatiser, déréguler?
- ★ Malgré votre désir de modifier les rapports économiques, le groupe se situe à l'intérieur d'un système capitaliste. Comment vivez-vous avec ça? (Il faut de l'argent pour acheter du papier, faire des photocopies, faire des téléphones... quête de l'efficacité, de la productivité, peu de temps... impossible de faire rupture complète avec le système capitaliste...)
- ★ Vous décidez de vous organiser en autogestion – qu'est-ce que ça change pour ceux et celles qui sont à l'extérieur de votre réseau? En d'autres termes, outre les actions et activités que vous faites, est-ce que votre groupe a un impact au-delà de votre réseau? (Sur les institutions, les groupes des courants dominants, le grand public, etc.)

Et un tour de table sur les impacts de la participation sur soi-même

- ★ Qu'est-ce que ça vous apporte individuellement de participer à Liberterre? Est-ce que votre participation a eu un impact sur vous, individuellement?

Focus-group 3 animé par Amandine Guilbert le 28 juillet 2006 : Retour sur les focus-group 1 et 2 et présentation des hypothèses de travail pour expliquer les défis et contradictions de l'autogestion.

Validation des analyses le 28 Août 2006 animé par Amandine Guilbert (4 participantEs) et avec une cinquième membre par la suite (à partir d'un tableau synthèse).

Validation de la rédaction de la monographie (envoyée par courriel aux membres du groupe pour lecture) lors de deux rencontres animées par Anna Kruzynski en septembre 2007.

Chaque personne a ensuite été invitée au mois de janvier 2008 à ajouter un paragraphe expliquant les raisons de son départ ou de son désinvestissement du groupe.

Au mois de février 2008, la seule personne restant dans le groupe a été rencontrée en vue de rédiger une partie sur la refondation de Liberterre en décembre 2007. Cette partie rédigée a ensuite été soumise et validée par cette personne (et non pas par l'ensemble du groupe).

Autres sources (non citées dans le texte):

ASSÉ (non daté). Présentation. En-ligne : <http://www.asse-solidarite.qc.ca/spip.php?article17&lang=fr>. Consulté le 20 novembre 2006.

Nouvelles du Front (non daté). LiberTerre retourne contre Kruger. En-ligne : <http://blackswan777.bravepages.com/nouvelles.html>. Consulté le 20 novembre 2006.

SOS Levasseur (non daté). Liens. En-ligne : <http://soslevasseur.org/node/11>. Consulté le 20 novembre 2006.

Anonyme (26 novembre 2003). Désobéissance civile contre Kruger : 4 arrestations. CMAQ en ligne : <http://www.cmaq.net/en/node.php?id=14490>. Consulté le 20 novembre 2006.

Anonyme (18 mai 2003). Visite au siège social de la Kruger. CMAQ. En ligne : <http://www.cmaq.net/fr/node/11944>. Consulté le 20 novembre 2006.

Massé, Bruno. *Écologie radicale au Québec 2001-2007: pratiques et représentations socio-spatiales*. Montréal: UQAM, 2007.

Épilogue: bilan du processus monographique

Après deux ans de travail, le processus monographique est terminé. Nous, les auteures de cette monographie, tenons à partager ici quelques réflexions évaluatives du processus qui a débouché sur le document que vous venez de lire. Cette section n'engage que nous, puisqu'elle n'a pas été validée par les membres de Liberterre.

Cette monographie est la première réalisée par le CRAC. Tout était à construire. Les outils méthodologiques, les protocoles d'analyse des données, la formule utilisée pour la rédaction, les processus de va-et-vient entre les chercheuses et les membres du groupe. Ceci explique en partie le fait que le processus a duré deux fois plus longtemps que prévu. Ont joué dans la balance d'autres facteurs, dont certains liés à la réalité de personnes humaines qui tentent de survivre dans une société effrénée : la surcharge de travail militant, rémunéré ou domestique, les problèmes de santé et plein d'autres aléas de la vie. Le long laps de temps qui s'est écoulé entre la collecte des données et la rédaction fait que certainEs membres de Liberterre se sont démobiliséEs, d'autres remarquent qu'aujourd'hui, leurs propos ne seraient plus les mêmes, et encore d'autres sont passéEs à autre chose. Une des participantes a même décidé de se retirer du processus à l'étape de la validation par manque de temps. Nous constatons donc que cette temporalité est trop longue et nous devons par la suite tenter d'adapter le plus possible ce processus monographique aux temporalités courtes des groupes anti-autoritaires, souvent fluides et éphémères.

La surcharge de travail et les priorités que chacunE doit se fixer expliquent aussi le fait qu'il a été difficile de réunir toutEs les participantEs en même temps pour la

validation de la monographie. Nous avons dû faire la validation en plusieurs fois, en réunissant deux sous-groupes de Liberterre et par la suite, en organisant des échanges par téléphone ou par courriel. Comment mettre tout le monde d'accord sur l'ensemble de la monographie quand on n'arrive pas à se retrouver ensemble, tout le monde en même temps pour en discuter ? Ceci est un défi de taille puisque la validation des corrections de l'unE sont ensuite validées par l'autre... ainsi, les corrections de l'autre pourraient tout autant revenir à la première !?! À un moment donné, nous avons choisi de mettre fin au processus de validation. Il y a donc possiblement quelques éléments qui n'ont pas été revus par tous les membres... Nous avons toutefois essayé de ne pas modifier le fond des propos, mais seulement la forme. Nous espérons avoir réussi !

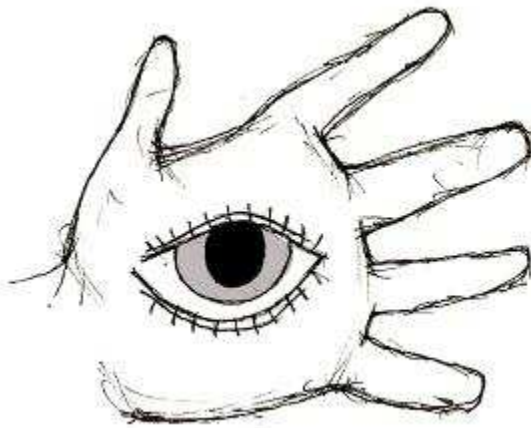
Émergent aussi quelques tensions liées à la manière dont nous avons pensé la méthodologie de ce projet. Notre processus est très axé sur les processus organisationnels des groupes étudiés et vise à tirer des apprentissages, notamment de la mise en pratique de l'autogestion dans une société stratifiée. Le fait d'interroger les membres du groupe sur les rapports de pouvoirs, sur les défis, sur les contradictions « force » les participantEs à s'attarder à ces questions... questions qui n'ont pas nécessairement été soulevées par le passé ou du moins, de cette manière. Ce phénomène a été anticipé, il a donc été exposé à chaque participantE au début du processus et chacunE a consenti à y participer, mais de le vivre, c'est autre chose ! Nous assumons ces tensions et apprentissages qui font partie intégrante de la recherche-action.

Nous souhaitons aussi nommer ici une critique qui a été amenée par une des participantes. Elle nous a fait remarquer que le poids accordé à la documentation écrite était peut-être trop important car souvent les textes publics du groupe ont été rédigés par des hommes. L'importance accordée à ces textes d'analyse rendrait invisible le travail de plusieurs femmes, qui elles accomplissaient d'autres tâches, d'organisation, par exemple, qui souvent ne laissent pas de traces.

Elle aurait souhaité que la culture orale du groupe soit également valorisée car les idées qui se sont développées en dialogue et en collectivité, elles disparaissent plus facilement : « *Les écrits restent, le 'faire', le 'penser', le 'réfléchir', l'argumenter'*

disparaissent, ce qui était mon expérience de

Liberté malheureusement ». Nous avons donc décidé de retirer certains textes rédigés par une personne du groupe et d'encourager les participantEs à faire part des savoirs qu'elles détiennent qui ne sont pas documentés. Cependant, cette critique est venue trop tard dans le processus pour faire des changements majeurs. Malgré le fait que la monographie abonde d'extraits d'entretiens, il semblerait que le processus monographique ne rende pas compte de l'ensemble des aspects du groupe et des différentes richesses individuelles, en continuant à publiciser peut-être celles qui sont déjà a priori plus visibles. Ceci devra donc être pensé pour les prochaines monographies... car cette critique nous a



amené à réaliser que dans plusieurs des groupes dans lesquels nous militons, le même pattern se présente.

Nous ne pouvons pas terminer notre bilan sans nommer le plaisir que nous avons eu par notre participation à ce processus. C'est extrêmement stimulant de prendre le temps de réfléchir à des enjeux sur lesquels on a que très rarement le temps de se pencher dans notre quotidien militant. Les discussions en

focus-group, notamment, nous ont permis d'approfondir notre propre analyse politique, que ce soit sur des questions générales reliées à l'autogestion et à l'anarchisme, mais aussi, dans ce cas-ci, sur la question éco-radical. Sur une note plus personnelle, ce processus nous a permis de mieux connaître et

d'apprendre à apprécier des camarades qu'on fréquente depuis quelque temps dans les milieux antiautoritaires. Et nous sommes très fières de pouvoir partager avec d'autres l'expérience complète et détaillée d'un collectif libertaire éco-radical, avec tous ses défis... Nous espérons que ce que vous avez lu vous donnera envie de lutter pour la terre et la liberté !

Anna Kruzynski et Amandine Guilbert
Collectif de recherche sur l'autonomie collective

Montréal, Québec, le 22 mai 2008



Cette monographie réalisée par le CRAC est la première d'une longue série sur les groupes antiautoritaires et anticapitalistes ayant émergé au Québec depuis 1995. Les membres du collectif Liberterre ont activement participé à ce processus de recherche-action qui a en tout duré deux ans.

Ce document comporte une première partie descriptive sur les différents aspects du groupe (contextes d'émergence, principes, inspirations et motivations, modes de fonctionnement, différentes étapes de son histoire). La deuxième partie rend compte des analyses politiques produites par les membres du collectif ainsi que de leurs réflexions sur les défis liés aux pratiques d'autogestion dans un contexte stratifié.

mai 2008